



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral de l'environnement OFEV

Domaine de direction climat

Indicateurs de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre en Suisse

1990–2024

Actualisé en avril 2026.

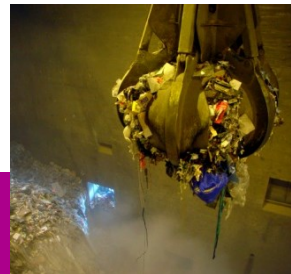


Table des matières

Généralités	3
Délimitation des secteurs	4
Abréviations employées	5
1 Évolution des émissions par gaz	6
2 Évolution des émissions par secteur	10
2.1 Secteur du bâtiment.....	13
2.2 Secteur des transports.....	17
2.3 Secteur de l'industrie	27
2.4 Secteur de l'agriculture	29
2.5 Secteur des déchets	36
3 Contextualisation des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse	39
4 Évolution des émissions de gaz à effet de serre dans d'autres pays	45
4.1 Émissions de GES de différents pays (domaine de l'énergie)	45
4.2 Émissions de gaz à effet de serre de différents pays (toutes les sources d'émission)	54
5 Évolution des émissions de gaz à effet de serre en Suisse depuis 1900	58
6 Émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation et à la production	64
6.1 Empreinte gaz à effet de serre de la Suisse	64
6.2 Comparaison internationale	70
7 Références et liens	73

Généralités

Le présent rapport présente les émissions du dioxyde de carbone (CO₂)¹, du méthane (CH₄), du protoxyde d'azote (N₂O), de l'hexafluorure de soufre (SF₆), du trifluorure d'azote (NF₃) et d'autres gaz synthétiques (HFC et PCF) influant sur le climat. Il met l'accent sur les émissions de la Suisse, qu'il compare également à celles d'autres pays. Les émissions générées lors de la fabrication à l'étranger de biens importés ne sont pas prises en compte dans l'analyse des émissions de la Suisse.²

Les données sur les émissions se fondent sur l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse, que l'Office fédéral de l'environnement réalise et publie chaque année. Dans cet inventaire, l'amélioration de bases de données et de bases de calculs peut conduire à des ajustements des données recensées dans les rapports précédents. Le « National Inventory Document »³, publié chaque année, livre des détails sur les bases de calcul utilisées. La présente publication est actualisée en même temps que l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre, à la mi-avril.

Pour améliorer la comparabilité, les émissions de tous les gaz sont traduites en équivalents CO₂ (éq.-CO₂) par référence à leur potentiel d'effet de serre (en anglais : Global Warming Potential ; GWP) → 1 kilogramme de CH₄ équivaut à 28 kilogrammes d'éq.-CO₂, 1 kilogramme de N₂O équivaut à 265 kilogrammes d'éq.-CO₂, 1 kilogramme de SF₆ équivaut à 23'500 kilogrammes d'éq.-CO₂ et 1 kilogramme de NF₃ équivaut à 16'100 kilogrammes d'éq.-CO₂ (valeurs pour un horizon temporel de 100 ans, d'après GIEC, 2013⁴).

Les marges de fonctionnement du système appliquées dans ce rapport correspondent à celles utilisées pour les engagements nationaux et internationaux de la Suisse dans le cadre de la loi sur le CO₂, de la Convention-cadre sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris.² Ainsi, les émissions du transport aérien et maritime international ne sont pas prises en compte dans les émissions totales des gaz à effet de serre. Les émissions de CO₂ issues de la biomasse ne sont pas non plus directement comptabilisées et ne sont pas indiquées dans le présent rapport.⁵ Des informations complémentaires sont disponibles dans la publication « Émissions de gaz à effet de serre visées par la loi sur le CO₂ et l'Accord de Paris »⁶. Le présent rapport délimite les secteurs conformément à l'ordonnance sur le CO₂ (cf. page suivante). L'examen de la réalisation des objectifs⁷ est présentée en détail sur le site internet de l'OFEV et ne peut être effectuée sur la base des chiffres indiqués ici.

¹ Sont également prises en compte les émissions de CO₂ indirectes générées par l'oxydation atmosphérique du CH₄ fossile, du monoxyde de carbone (CO) fossile et des composés organiques volatils non méthaniques fossiles (COVNM).

² Le chapitre 6 dans lequel sont discutées les émissions liées à la consommation constitue une exception.

³ Disponible sur www.bafu.admin.ch/latest-ghg-inventory (en anglais).

⁴ GIEC, 2013 : Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change ; <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1> (en anglais).

⁵ Pour des informations sur le bilan des gaz à effet de serre lié à l'utilisation des terres (sols, végétation), voir www.bafu.admin.ch/inventaire-gaz-serre-utilisation-des-terres.

⁶ Disponible sur www.bafu.admin.ch/statistique-sur-le-co2.

⁷ www.bafu.admin.ch/climat-objectif-2030

Délimitation des secteurs

La présente publication délimite les secteurs ci-après en vertu de l'ordonnance sur le CO₂ (nomenclature conformément aux directives de la CCNUCC relatives aux rapports sur les inventaires des émissions de gaz à effet de serre nationaux) et ne tient compte que des émissions qui sont causées sur le territoire suisse (dans le cas des carburants, les ventes sont prises en compte). Ainsi, elle n'intègre pas les vols internationaux. La délimitation des secteurs appliquée ici pour les émissions ne correspond pas complètement à la définition des secteurs ou branches économiques de l'Office fédéral de la statistique.⁸

Secteur du bâtiment

Ménages

1.A.4.b *Residential* : tous les gaz et agents énergétiques

6 (6.A.1.a) *Other (seulement « incendies de bâtiments », y compris les émissions indirectes de CO₂)*

Services

1.A.4.a *Commercial/Institutional* : tous les gaz et agents énergétiques

Secteur des transports

1.A.3 *Transport* : tous les gaz et agents énergétiques

1.A.5 *Other Mobile (Military)* : tous les gaz et agents énergétiques

6 (6.A.1.b) *Other (seulement « incendies de véhicules », y compris les émissions indirectes de CO₂)*

Secteur de l'industrie

1.A.1 *Energy Industries* : tous les gaz et agents énergétiques (y c. incinération des déchets dans les usines d'incinération des ordures ménagères et les installations d'incinération des déchets spéciaux)

1.A.2 *Manufacturing Industries and Construction* : tous les gaz et agents énergétiques (y c. les déchets utilisés comme combustibles)

1.B *Fugitive Emissions from Fuels* : tous les gaz (y c. le CO₂ indirect) et agents énergétiques

1.C *CO₂ Transport and Storage* : Pertes liées aux technologies à émissions négatives

2 *Industrial Processes and Product Use* : CO₂, N₂O, CH₄ et CO₂ indirect hors gaz synthétiques

Secteur de l'agriculture *

3 *Agriculture* : tous les gaz

1.A.4.c *Agriculture/Forestry/Fisheries* : tous les gaz et agents énergétiques

Secteur des déchets *

5 *Waste* : tous les gaz (décharges, traitement biologique, autres types d'incinération, épuration des eaux usées ; émissions indirectes de CO₂ incluses, mais sans incinération des déchets)

Gaz synthétiques *

Tous les gaz synthétiques (contenus au point 2 *Industrial Processes and Product Use*)

* Les secteurs de l'agriculture et des déchets ainsi que les gaz synthétiques sont aussi regroupés sous l'intitulé « Autres » dans le rapport explicatif sur l'ordonnance sur le CO₂.

⁸ Les émissions dans l'air de l'Office fédéral de la statistique, qui sont notamment basées sur l'inventaire des gaz à effet de serre de l'Office fédéral de l'environnement, fournissent des données sur les ménages et l'économie (par secteur et par branche), voir également <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/espace-environnement/comptabilite-environnementale/emissions-air.html>.

Abréviations employées

Les abréviations suivantes sont employées dans ce rapport :

CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CFC	Chlorofluorocarbures
CH ₄	Méthane
CO	Monoxyde de carbone
CO ₂	Dioxyde de carbone
COVNM	Composés organiques volatils non méthaniques
éq.-CO ₂	Équivalents CO ₂
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat
HFC	Fluorocarbures partiellement halogénés
N ₂ O	Protoxyde d'azote
NF ₃	Trifluorure d'azote
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PCF	Hydrocarbures perfluorés
SF ₆	Hexafluorure de soufre

1 Évolution des émissions par gaz

Le présent chapitre livre un aperçu de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre (GES) en Suisse entre 1990 et 2022.⁹ La Figure 1-1 montre l'évolution en valeurs absolues des GES suivants : dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), protoxyde d'azote (N₂O) et gaz synthétiques. Ces derniers regroupent les fluorocarbures partiellement halogénés (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PCF), l'hexafluorure de soufre (SF₆) et le trifluorure d'azote (NF₃). La Figure 1-2 présente l'évolution des émissions de CO₂, de CH₄ et de N₂O par rapport à 1990 et la Figure 1-3, celle des émissions de gaz synthétiques par rapport à 1990. Le Tableau 1-1 reprend les valeurs utilisées dans les figures.

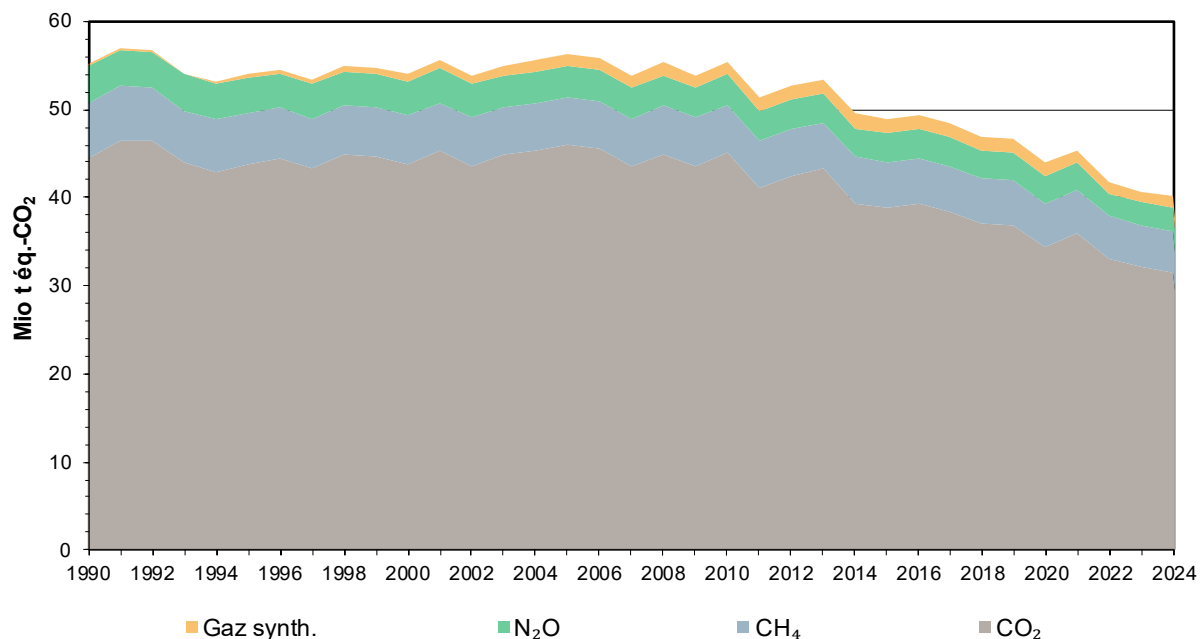


Figure 1-1 : Émissions suisses totales de GES depuis 1990, réparties par gaz (hors aviation et navigation internationales et hors bilan des gaz à effet de serre lié à l'utilisation des terres).

Le CO₂ est de loin le principal GES, totalisant 78.3 % des émissions nationales. Les émissions de CO₂ sont surtout produites lors de l'utilisation de combustibles et de carburants fossiles (transports, chauffage, énergie de production), mais également lors de la fabrication de ciment et d'autres procédés industriels. Les fluctuations annuelles des émissions de CO₂ sont principalement liées aux variations météorologiques (les mois d'hiver cléments entraînent une diminution du besoin de chauffage et donc des émissions ; inversement, les mois d'hivers rigoureux entraînent une augmentation du besoin de chauffage et donc des émissions). Dernièrement, les mois d'hiver de 2020, 2022, 2023 et 2024 ont été relativement cléments, alors que les mois d'hiver de 2021 ont été relativement rigoureux. Les mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus ont également eu un impact sur les émissions de CO₂, ce qui a contribué, en plus des conditions météorologiques, à la baisse significative des émissions entre 2019 et 2020.

Le CH₄ représente actuellement 12.0 % des émissions totales de GES. Les émissions de CH₄ proviennent essentiellement d'activités agricoles (élevage bovin et gestion des engrais de ferme) et de la gestion des déchets (décharges et épuration des eaux usées). Le réseau de gaz naturel, l'exploitation d'installations de méthanisation, le compostage et l'utilisation de combustibles et de carburants (la combustion incomplète génère du CH₄ en plus du CO₂) sont tout autant des sources. Les émissions de CH₄ sont en recul, essentiellement en raison d'une

⁹ Pour plus d'informations sur les marges de fonctionnement des systèmes utilisées, cf. Généralités à la page 3.

diminution des émissions dans le secteur de l'agriculture (recul du cheptel bovin jusqu'en 2004) et dans celui des déchets (interdiction de mise en décharge des déchets combustibles depuis 2000).

Le N₂O représente actuellement 6.6 % des émissions totales de gaz à effet de serre. Les émissions de N₂O proviennent principalement des activités agricoles (fertilisation de sols agricoles et gestion des engrais de ferme), mais elles sont aussi générées lors de la gestion des déchets (épuration des eaux usées) et de l'utilisation de combustibles et de carburants ainsi que pour certains procédés industriels. Les variations des émissions de N₂O sont essentiellement liées aux sols agricoles et aux procédés industriels. La baisse des émissions de N₂O peut s'expliquer d'une part par la diminution du recours aux engrais azotés dans l'agriculture (jusqu'au début des années 2000), et d'autre part par la baisse constante des émissions des stations d'épuration des eaux usées (sur l'ensemble de la période). A court terme, l'évolution des émissions est en outre modulée par les procédés industriels. Suite à l'installation d'un catalyseur dans une usine de production de niacine fin 2021, les émissions de N₂O ont brusquement diminué de manière significative en 2021 et surtout en 2022.

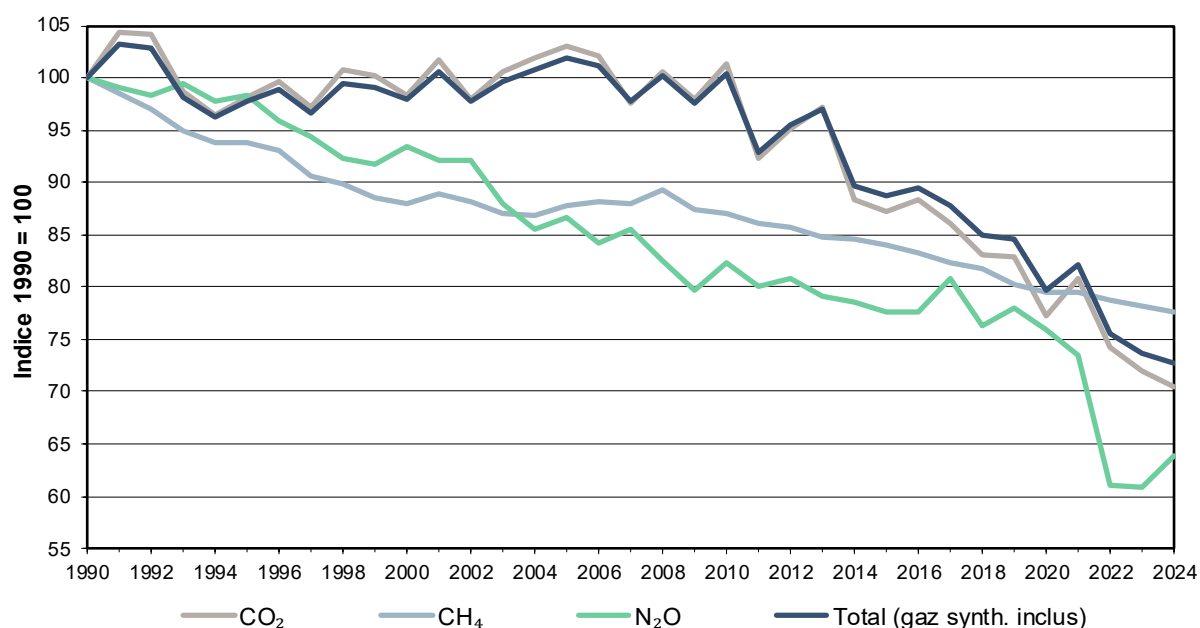


Figure 1-2 : Évolution des émissions de CO₂, de CH₄ et de N₂O par rapport à 1990. Le total indiqué inclut aussi les émissions des gaz synthétiques (cf. Figure 1-3).

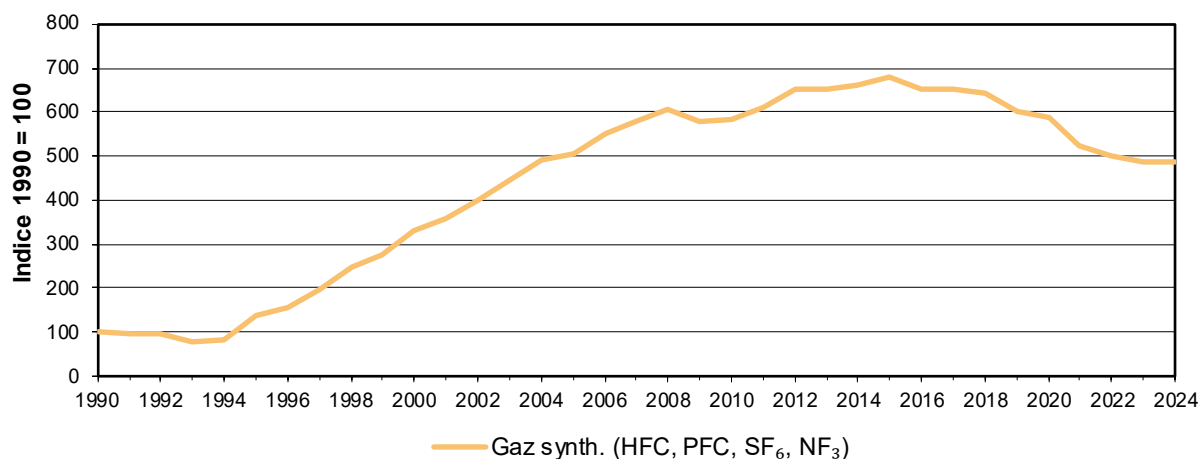


Figure 1-3 : Évolution des émissions de gaz synthétiques (HFC, PFC, SF₆ et NF₃) par rapport à 1990.

Alors qu'en 1990, les gaz synthétiques ne représentaient que 0.6 % des émissions totales de GES, leur contribution s'élève aujourd'hui à 3.0 %. Les gaz synthétiques sont utilisés comme réfrigérants dans les chambres frigorifiques, les réfrigérateurs et les climatisations, comme isolants électriques et solvants, ainsi que dans la fabrication de mousses. L'augmentation importante observée depuis 1994 est principalement due au remplacement des chlorofluorocarbures (CFC) par les HFC. Bien que les CFC soient des substances appauvrissant la couche d'ozone et des gaz à fort effet de serre, ils n'ont pas été intégrés dans le Protocole de Kyoto, car ils sont déjà réglementés par le Protocole de Montréal (interdiction d'utiliser des CFC pour protéger la couche d'ozone). Entre 2012 et 2018, les émissions de gaz synthétiques ont atteint leur maximum, soit environ 1.6 million de tonnes d'éq.-CO₂, et depuis, la tendance est à la baisse.

Tableau 1-1 : Émissions des GES de la Suisse par gaz (données de la Figure 1-1, de la Figure 1-2 et de la Figure 1-3).

Année	CO ₂		CH ₄		N ₂ O		Gaz synth.		Total	
	Mio t CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100
1990	44.54	100.0	6.22	100.0	4.16	100.0	0.25	100.0	55.17	100.0
1991	46.51	104.4	6.13	98.5	4.12	99.2	0.23	94.9	56.99	103.3
1992	46.37	104.1	6.04	97.0	4.09	98.3	0.23	94.5	56.72	102.8
1993	43.93	98.6	5.91	95.0	4.13	99.5	0.19	75.5	54.16	98.2
1994	42.97	96.5	5.83	93.7	4.06	97.7	0.20	82.8	53.07	96.2
1995	43.70	98.1	5.84	93.9	4.08	98.3	0.34	137.3	53.96	97.8
1996	44.37	99.6	5.79	93.0	3.98	95.9	0.39	157.2	54.53	98.9
1997	43.29	97.2	5.64	90.6	3.92	94.4	0.48	196.1	53.34	96.7
1998	44.85	100.7	5.59	89.8	3.84	92.4	0.60	245.6	54.88	99.5
1999	44.66	100.3	5.51	88.6	3.81	91.7	0.67	273.8	54.66	99.1
2000	43.83	98.4	5.48	88.0	3.89	93.5	0.81	330.6	54.00	97.9
2001	45.28	101.6	5.53	88.8	3.83	92.1	0.88	358.8	55.51	100.6
2002	43.64	98.0	5.49	88.2	3.82	92.0	0.98	398.5	53.94	97.8
2003	44.82	100.6	5.41	87.0	3.65	87.9	1.10	445.9	54.98	99.7
2004	45.38	101.9	5.41	86.9	3.56	85.6	1.21	492.7	55.56	100.7
2005	45.92	103.1	5.46	87.8	3.60	86.6	1.24	505.9	56.23	101.9
2006	45.51	102.2	5.49	88.1	3.50	84.2	1.36	551.1	55.85	101.2
2007	43.50	97.7	5.47	87.9	3.55	85.5	1.42	576.8	53.94	97.8
2008	44.84	100.7	5.56	89.3	3.43	82.6	1.49	605.1	55.31	100.3
2009	43.66	98.0	5.44	87.5	3.31	79.7	1.43	580.2	53.84	97.6
2010	45.17	101.4	5.42	87.1	3.42	82.3	1.43	582.0	55.44	100.5
2011	41.10	92.3	5.36	86.1	3.32	80.0	1.50	608.7	51.28	93.0
2012	42.36	95.1	5.34	85.8	3.36	80.8	1.60	651.9	52.67	95.5
2013	43.30	97.2	5.27	84.7	3.29	79.2	1.61	653.0	53.47	96.9
2014	39.36	88.4	5.26	84.6	3.26	78.5	1.63	662.6	49.51	89.7
2015	38.86	87.3	5.23	84.0	3.23	77.6	1.67	679.9	48.99	88.8
2016	39.33	88.3	5.19	83.3	3.23	77.6	1.60	652.3	49.35	89.5
2017	38.34	86.1	5.13	82.4	3.36	80.8	1.61	653.7	48.43	87.8
2018	37.05	83.2	5.09	81.7	3.17	76.3	1.58	641.0	46.88	85.0
2019	36.93	82.9	5.00	80.3	3.24	77.9	1.48	603.4	46.64	84.6
2020	34.44	77.3	4.94	79.4	3.15	75.9	1.45	589.2	43.99	79.7
2021	36.01	80.8	4.95	79.5	3.05	73.4	1.29	524.2	45.30	82.1
2022	33.06	74.2	4.90	78.8	2.54	61.1	1.23	498.6	41.73	75.6
2023	32.09	72.0	4.86	78.1	2.53	60.9	1.19	484.3	40.67	73.7
2024	31.43	70.6	4.83	77.6	2.65	63.9	1.20	487.5	40.11	72.7

Source : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions des gaz à effet de serre de la Suisse).

2 Évolution des émissions par secteur

Ce chapitre présente les émissions de GES et l'évolution d'indicateurs pertinents dans les secteurs¹⁰ du bâtiment (ménages : section 2.1.1, services : section 2.1.2), des transports (section 2.2), de l'industrie (section 2.3), de l'agriculture (section 2.4) et des déchets (section 2.5) entre 1990 et 2024. Le chapitre 1 ci-dessus fournit de plus amples informations sur les gaz synthétiques. La Figure 2-1 permet de comparer l'importance des différents secteurs en matière d'émissions de GES en 1990 et en 2024. La Figure 2-2 et le Tableau 2-1 donnent un aperçu (en valeurs absolues) de l'évolution temporelle des émissions de GES dans les secteurs mentionnés.

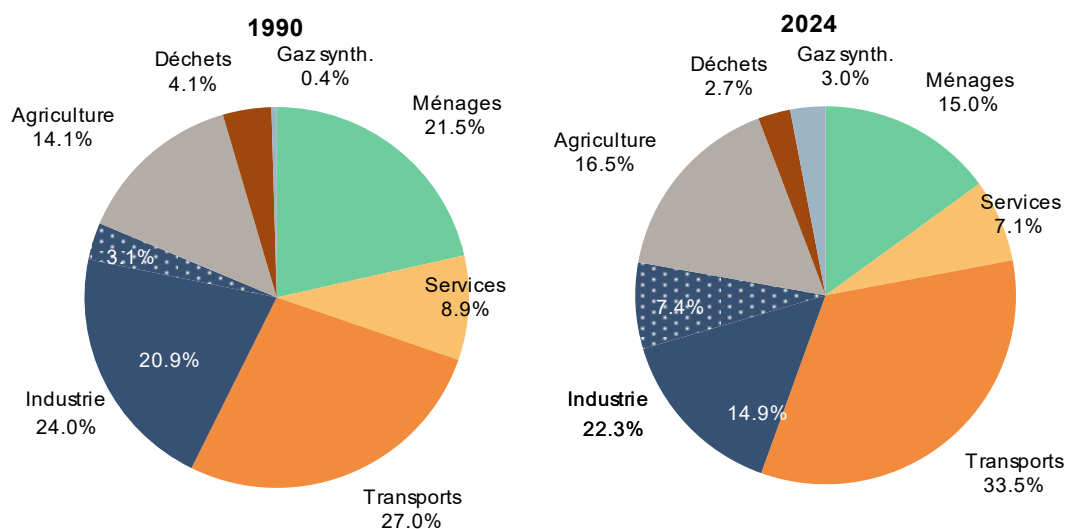


Figure 2-1 : Émissions par secteur (émissions totales de GES) en 1990 et en 2024. Les ménages et les services forment ensemble le secteur du bâtiment. Dans le secteur de l'industrie, la partie représentée avec des points indique les émissions dues à l'incinération des déchets dans les usines d'incinération des ordures ménagères et les installations d'incinération des déchets spéciaux ainsi qu'en tant que combustible alternatif (cf. Délimitation des secteurs à la page 4).

Le secteur des transports (hors transport aérien et maritime international) représente de nos jours la part la plus importante des émissions totales de GES (33.5 %). Le secteur du bâtiment génère 22.0 % des émissions, dont 15.0 % sont imputables aux ménages et 7.1 % aux services. Les parts des secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des gaz synthétiques se montent respectivement à 22.3 %, 16.5 % et 3.0 %. Quelque 2.7 % des émissions totales de GES est dû au secteur des déchets. Cette répartition des émissions était relativement similaire en 1990. Les parts des émissions générées par le secteur des transports (+6.5 points de pourcentage) et des gaz synthétiques (+2.5 points de pourcentage) ont augmenté. En revanche, le secteur du bâtiment a pu réduire sa part (–8.3 points de pourcentage) ; aussi bien les ménages (–6.5 points de pourcentage) que les services (–1.8 point de pourcentage) ont contribué à cette évolution. Les parts des secteurs de l'industrie (–1.7 points de pourcentage) et des déchets (–1.3 points de pourcentage) ont aussi diminué.

¹⁰ Cf. délimitation des secteurs pour des informations sur la définition des secteurs à la page 4.

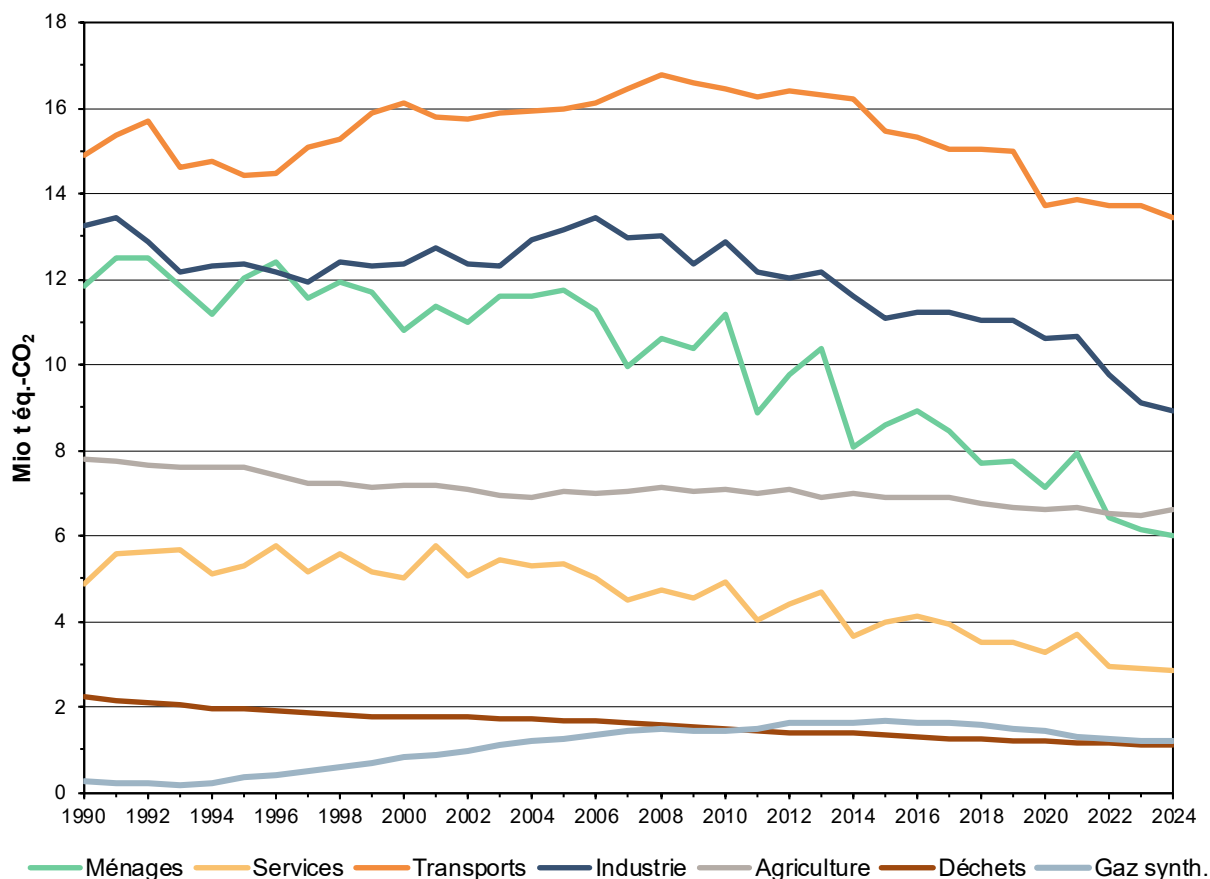


Figure 2-2 : Évolution des émissions de GES par secteur. La figure 1-1 montre l'évolution des émissions totales de GES (réparties par gaz). Les ménages et les services forment ensemble le secteur du bâtiment. Le secteur de l'industrie comprend les émissions provenant de l'incinération des déchets dans les usines d'incinération des ordures ménagères et les installations d'incinération des déchets spéciaux ainsi qu'en tant que combustible alternatif (cf. Délimitation des secteurs à la page 4).

Les émissions de GES des différents secteurs seront traitées au cours des sections suivantes. Il convient, pour résumer, de retenir les informations suivantes :

- Entre 1990 et 2008, les émissions de GES ont nettement augmenté dans le secteur des transports. Depuis 2008, ce dernier affiche un léger recul des émissions. En conséquence des mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus, les émissions du secteur des transports ont diminué de manière significative entre 2019 et 2020, mais sont restées à peu près au même niveau les années suivantes.
- Les émissions de GES des secteurs du bâtiment (ménages et services) et de l'industrie ont diminué depuis 1990. Celles des ménages et des services sont soumises à d'importantes variations annuelles dues aux besoins de chauffage qui fluctuent en fonction des conditions météorologiques.
- Le secteur de l'agriculture enregistre également une réduction de ses émissions de GES, qui stagne depuis le début des années 2000.
- Les émissions de GES du secteur des déchets (décharges, traitement biologique, autres types d'incinération, épuration des eaux usées) ont globalement diminué de manière constante depuis 1990 (les émissions dues à l'incinération des déchets dans les usines d'incinération des ordures ménagères et les installations d'incinération des déchets spéciaux et en tant que combustible alternatif ne figurent pas dans le secteur des déchets, mais dans celui de l'industrie, cf. Délimitation des secteurs à la page 4).
- Les émissions de gaz synthétiques ont bondi depuis 1990, mais la tendance est à la baisse depuis 2018 environ.

Tableau 2-1 : Émissions de GES de la Suisse par secteur (données de la Figure 2-1 et de la Figure 2-2).

Année	Ménages		Services		Transports		Industrie		Agriculture		Gaz synth.		Déchets		Total
	Mio t éq.-CO ₂	%	Mio t éq.-CO ₂	%	Mio t éq.-CO ₂	%	Mio t éq.-CO ₂	%	Mio t éq.-CO ₂	%	Mio t éq.-CO ₂	%	Mio t éq.-CO ₂	%	
1990	11.83	21.5	4.89	8.9	14.90	27.0	13.26	24.0	7.79	14.1	0.25	0.4	2.25	4.1	55.17
1991	12.52	22.0	5.57	9.8	15.37	27.0	13.44	23.6	7.73	13.6	0.23	0.4	2.13	3.7	56.99
1992	12.51	22.1	5.62	9.9	15.69	27.7	12.90	22.7	7.66	13.5	0.23	0.4	2.11	3.7	56.72
1993	11.84	21.9	5.69	10.5	14.60	27.0	12.18	22.5	7.63	14.1	0.19	0.3	2.04	3.8	54.16
1994	11.17	21.0	5.09	9.6	14.77	27.8	12.31	23.2	7.59	14.3	0.20	0.4	1.95	3.7	53.07
1995	12.01	22.3	5.30	9.8	14.44	26.8	12.34	22.9	7.60	14.1	0.34	0.6	1.93	3.6	53.96
1996	12.38	22.7	5.78	10.6	14.50	26.6	12.15	22.3	7.44	13.6	0.39	0.7	1.90	3.5	54.53
1997	11.57	21.7	5.17	9.7	15.06	28.2	11.96	22.4	7.23	13.6	0.48	0.9	1.86	3.5	53.34
1998	11.96	21.8	5.60	10.2	15.27	27.8	12.42	22.6	7.21	13.1	0.60	1.1	1.82	3.3	54.88
1999	11.72	21.4	5.17	9.5	15.86	29.0	12.32	22.5	7.12	13.0	0.67	1.2	1.79	3.3	54.66
2000	10.81	20.0	5.00	9.3	16.11	29.8	12.34	22.9	7.17	13.3	0.81	1.5	1.76	3.3	54.00
2001	11.38	20.5	5.78	10.4	15.81	28.5	12.72	22.9	7.18	12.9	0.88	1.6	1.76	3.2	55.51
2002	10.98	20.4	5.05	9.4	15.74	29.2	12.36	22.9	7.07	13.1	0.98	1.8	1.76	3.3	53.94
2003	11.60	21.1	5.43	9.9	15.89	28.9	12.32	22.4	6.93	12.6	1.10	2.0	1.72	3.1	54.98
2004	11.61	20.9	5.28	9.5	15.92	28.6	12.91	23.2	6.91	12.4	1.21	2.2	1.72	3.1	55.56
2005	11.76	20.9	5.36	9.5	15.99	28.4	13.16	23.4	7.03	12.5	1.24	2.2	1.69	3.0	56.23
2006	11.28	20.2	4.99	8.9	16.11	28.9	13.45	24.1	7.00	12.5	1.36	2.4	1.66	3.0	55.85
2007	9.98	18.5	4.48	8.3	16.43	30.5	12.96	24.0	7.06	13.1	1.42	2.6	1.61	3.0	53.94
2008	10.61	19.2	4.72	8.5	16.77	30.3	13.02	23.5	7.14	12.9	1.49	2.7	1.57	2.8	55.31
2009	10.36	19.2	4.55	8.5	16.57	30.8	12.37	23.0	7.04	13.1	1.43	2.7	1.52	2.8	53.84
2010	11.16	20.1	4.93	8.9	16.46	29.7	12.89	23.3	7.07	12.8	1.43	2.6	1.48	2.7	55.44
2011	8.89	17.3	4.04	7.9	16.27	31.7	12.15	23.7	6.99	13.6	1.50	2.9	1.45	2.8	51.28
2012	9.77	18.5	4.39	8.3	16.39	31.1	12.02	22.8	7.08	13.4	1.60	3.0	1.41	2.7	52.67
2013	10.38	19.4	4.70	8.8	16.31	30.5	12.17	22.8	6.90	12.9	1.61	3.0	1.41	2.6	53.47
2014	8.07	16.3	3.64	7.3	16.20	32.7	11.61	23.5	6.97	14.1	1.63	3.3	1.38	2.8	49.51
2015	8.60	17.6	3.96	8.1	15.47	31.6	11.08	22.6	6.87	14.0	1.67	3.4	1.34	2.7	48.99
2016	8.90	18.0	4.13	8.4	15.31	31.0	11.20	22.7	6.90	14.0	1.60	3.3	1.30	2.6	49.35
2017	8.47	17.5	3.93	8.1	15.05	31.1	11.22	23.2	6.90	14.2	1.61	3.3	1.26	2.6	48.43
2018	7.71	16.5	3.52	7.5	15.06	32.1	11.03	23.5	6.76	14.4	1.58	3.4	1.23	2.6	46.88
2019	7.72	16.6	3.52	7.5	15.01	32.2	11.04	23.7	6.68	14.3	1.48	3.2	1.20	2.6	46.64
2020	7.13	16.2	3.26	7.4	13.71	31.2	10.63	24.2	6.63	15.1	1.45	3.3	1.18	2.7	43.99
2021	7.95	17.5	3.71	8.2	13.89	30.7	10.64	23.5	6.68	14.7	1.29	2.8	1.15	2.5	45.30
2022	6.41	15.4	2.96	7.1	13.72	32.9	9.78	23.4	6.51	15.6	1.23	2.9	1.13	2.7	41.73
2023	6.16	15.1	2.88	7.1	13.73	33.8	9.12	22.4	6.48	15.9	1.19	2.9	1.12	2.7	40.67
2024	6.00	15.0	2.84	7.1	13.42	33.5	8.94	22.3	6.61	16.5	1.20	3.0	1.10	2.7	40.11

Source : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse).

2.1 Secteur du bâtiment

2.1.1 Ménages

S'agissant des émissions, le secteur du bâtiment se décompose en deux catégories : les ménages et les services (cf. section 2.1.1). De nos jours, les émissions des ménages représentent 15.0 % des émissions totales de GES. Principalement sous forme de CO₂, elles sont surtout dues à la consommation d'énergies fossiles pour le chauffage des bâtiments et la préparation d'eau chaude. La Figure 2-3 et le Tableau 2-2 montrent l'évolution des émissions de GES des ménages, avec les indicateurs pertinents.

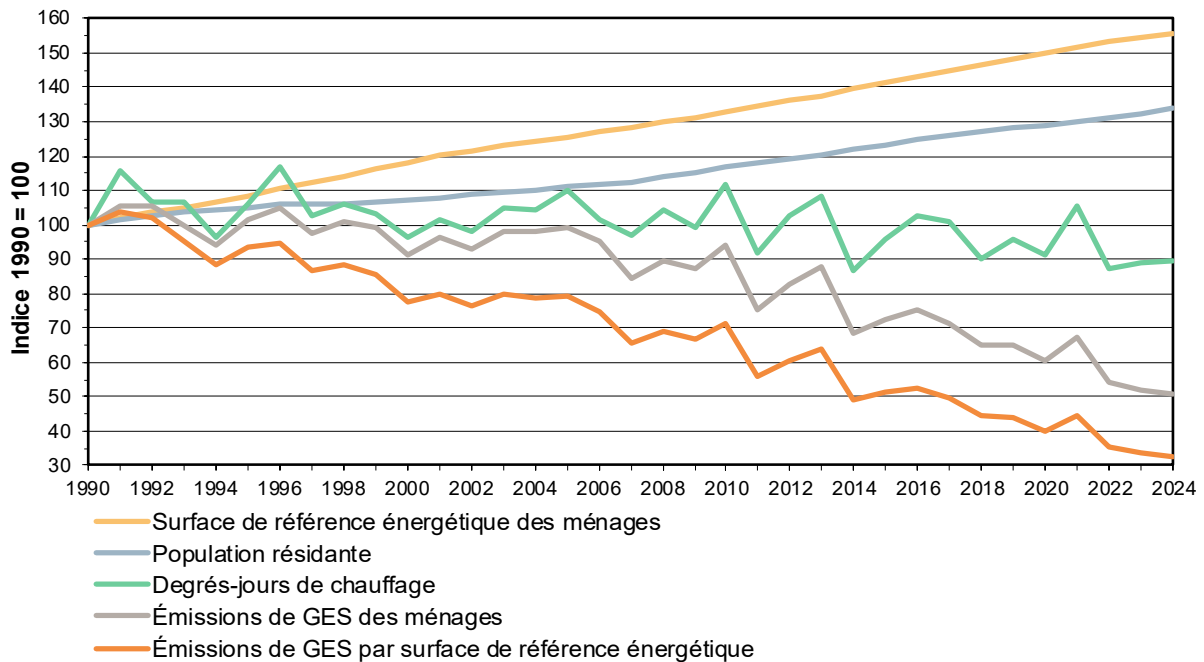


Figure 2-3 : Évolution des émissions de GES des ménages par rapport à 1990, avec les indicateurs pertinents, à savoir la population résidente, les degrés-jours de chauffage et la surface de référence énergétique des ménages. Les émissions de GES par surface de référence énergétique sont également indiquées.

L'évolution à court terme des émissions de GES des ménages est fortement influencée par les conditions météorologiques : les mois d'hivers cléments entraînent une diminution du besoin de chauffage et, ce faisant, une réduction des émissions. Le nombre de degrés-jours de chauffage, calculé à l'aide des statistiques relatives à la température, constitue un bon indicateur de l'influence de la température extérieure sur les émissions. Par exemple, les émissions étaient plus faibles en 2011, en 2014, en 2018, en 2020, en 2022, en 2023 et en 2024 du fait de températures hivernales clémentes. Abstraction faite de l'influence des conditions météorologiques, le secteur des ménages présente une tendance à la baisse de ses émissions. Au fil des ans, la surface de référence énergétique a augmenté plus fortement que la population résidente, ce qui indique un accroissement de la surface habitable par personne. Grâce à l'amélioration des normes d'isolation des nouvelles constructions et des transformations, à l'assainissement énergétique des bâtiments anciens et à l'abandon du mazout au profit du gaz naturel et des agents énergétiques non fossiles (pompes à chaleur, bois, etc.) pour le chauffage des bâtiments, les émissions de GES par surface de référence énergétique n'ont cessé de diminuer (-67.5 % entre 1990 et 2024).

Tableau 2-2 : Émissions de GES des ménages avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-3).

Année	Émissions de GES des ménages		Population résidente		Degrés-jours de chauffage		Surface de référence énergétique*	Émissions par surface de référence énergétique*
	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Nombre	Indice 1990 = 100	Nombre	Indice 1990 = 100	Indice 1990 = 100	Indice 1990 = 100
1990	11.83	100.0	6'673'850	100.0	3'203	100.0	100.0	100.0
1991	12.52	105.8	6'757'188	101.2	3'715	116.0	102.0	103.7
1992	12.51	105.7	6'842'768	102.5	3'420	106.8	103.7	102.0
1993	11.84	100.0	6'907'959	103.5	3'421	106.8	104.9	95.4
1994	11.17	94.3	6'968'570	104.4	3'080	96.2	106.5	88.6
1995	12.01	101.5	7'019'019	105.2	3'397	106.1	108.5	93.5
1996	12.38	104.6	7'062'354	105.8	3'753	117.2	110.6	94.6
1997	11.57	97.7	7'081'346	106.1	3'281	102.4	112.6	86.8
1998	11.96	101.0	7'096'465	106.3	3'400	106.2	114.2	88.5
1999	11.72	99.0	7'123'537	106.7	3'313	103.4	116.1	85.3
2000	10.81	91.3	7'164'444	107.4	3'081	96.2	118.1	77.3
2001	11.38	96.1	7'197'638	107.8	3'256	101.7	120.3	79.9
2002	10.98	92.8	7'255'653	108.7	3'135	97.9	121.7	76.2
2003	11.60	98.0	7'313'853	109.6	3'357	104.8	123.0	79.7
2004	11.61	98.1	7'364'148	110.3	3'339	104.2	124.4	78.9
2005	11.76	99.4	7'415'102	111.1	3'518	109.8	125.7	79.1
2006	11.28	95.3	7'459'128	111.8	3'246	101.3	127.1	75.0
2007	9.98	84.3	7'508'739	112.5	3'101	96.8	128.6	65.6
2008	10.61	89.6	7'593'494	113.8	3'347	104.5	130.0	69.0
2009	10.36	87.5	7'701'856	115.4	3'182	99.3	131.3	66.6
2010	11.16	94.3	7'785'806	116.7	3'586	112.0	132.8	71.0
2011	8.89	75.2	7'870'134	117.9	2'938	91.7	134.4	55.9
2012	9.77	82.5	7'954'662	119.2	3'281	102.4	136.1	60.7
2013	10.38	87.7	8'039'060	120.5	3'471	108.4	137.7	63.7
2014	8.07	68.2	8'139'631	122.0	2'782	86.9	139.5	48.9
2015	8.60	72.7	8'237'666	123.4	3'075	96.0	141.2	51.4
2016	8.90	75.2	8'327'126	124.8	3'281	102.4	143.0	52.6
2017	8.47	71.5	8'419'550	126.2	3'233	100.9	144.8	49.4
2018	7.71	65.2	8'484'130	127.1	2'891	90.3	146.7	44.4
2019	7.72	65.2	8'544'527	128.0	3'067	95.8	148.4	44.0
2020	7.13	60.2	8'606'033	129.0	2'931	91.5	150.1	40.1
2021	7.95	67.1	8'670'300	129.9	3'378	105.5	151.8	44.2
2022	6.41	54.1	8'738'791	130.9	2'796	87.3	153.3	35.3
2023	6.16	52.0	8'815'385	132.1	2'846	88.9	154.5	33.7
2024	6.00	50.7	8'962'258	134.3	2'859	89.3	155.9	32.5

* Surface de référence énergétique des ménages au 1^{er} janvier de l'année.

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral de la statistique (Statistique de l'état annuel de la population, Statistique de la population et des ménages, Statistique de la population résidente de nationalité étrangère) / Office fédéral de l'énergie (Statistique globale suisse de l'énergie, Consommation énergétique en fonction de l'application).

2.1.2 Services

Comme dit précédemment, le secteur du bâtiment se décompose en deux catégories, à savoir les ménages (cf. section 2.1) et les services. Actuellement, les services génèrent 7.1 % des émissions totales de GES. Il s'agit essentiellement de CO₂ produit lors de l'utilisation de combustibles fossiles pour le chauffage des bâtiments. La Figure 2-4 et le Tableau 2-3 montrent l'évolution des émissions de GES liées aux services, avec les indicateurs pertinents.

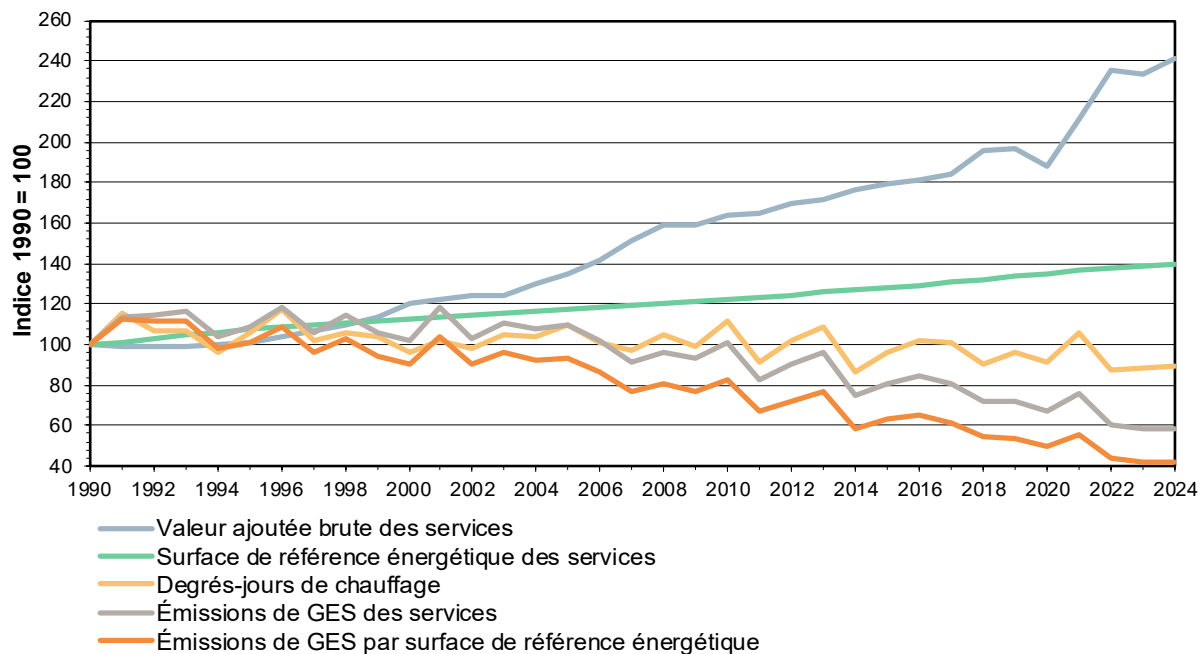


Figure 2-4 : Évolution des émissions de GES des services par rapport à 1990, avec les indicateurs pertinents, à savoir les degrés-jours de chauffage, la valeur ajoutée brute des services et la surface de référence énergétique des services. Les émissions de GES par surface de référence énergétique des services sont également indiquées.

Comme celles des ménages, les émissions des services sont influencées à court terme par les conditions météorologiques. Abstraction faite de l'influence des conditions météorologiques (degrés-jours de chauffage), les émissions présentent une tendance à la baisse. Malgré l'augmentation continue de la valeur ajoutée brute et de la surface de référence énergétique, les émissions ont diminué, et ce aussi pendant les phases de forte croissance de 2004 à 2008 et après 2020. La situation en matière de GES s'est ainsi nettement améliorée s'agissant des services. Ainsi, les émissions de GES par surface de référence énergétique ont fortement reculé entre 1990 et 2024 (-58.5 %). Le recul temporaire de la valeur ajoutée brute entre 2019 et 2020 est une conséquence des mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus.

Tableau 2-3 : Émissions de GES des services avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-4). La valeur ajoutée brute est basée sur les prix courants.

Année	Émissions totales des services		Degrés-jours de chauffage		Valeur ajoutée brute des services	Surface de référence énergétique*	Émissions par surface de référence énergétique*
	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Nombre	Indice 1990 = 100	Indice 1990 = 100	Indice 1990 = 100	Indice 1990 = 100
1990	4.89	100.0	3'203	100.0	100.0	100.0	100.0
1991	5.57	114.0	3'715	116.0	99.1	101.4	112.5
1992	5.62	115.0	3'420	106.8	99.0	103.2	111.4
1993	5.69	116.4	3'421	106.8	98.9	104.6	111.2
1994	5.09	104.1	3'080	96.2	100.1	106.1	98.1
1995	5.30	108.4	3'397	106.1	100.7	107.5	100.8
1996	5.78	118.3	3'753	117.2	104.1	108.8	108.7
1997	5.17	105.8	3'281	102.4	106.4	109.9	96.3
1998	5.60	114.6	3'400	106.2	110.0	110.9	103.4
1999	5.17	105.8	3'313	103.4	113.7	111.8	94.6
2000	5.00	102.2	3'081	96.2	120.0	112.7	90.7
2001	5.78	118.3	3'256	101.7	122.6	113.6	104.1
2002	5.05	103.2	3'135	97.9	124.1	114.6	90.1
2003	5.43	111.0	3'357	104.8	124.5	115.7	95.9
2004	5.28	108.0	3'339	104.2	129.8	116.7	92.6
2005	5.36	109.6	3'518	109.8	134.4	117.5	93.2
2006	4.99	102.1	3'246	101.3	142.1	118.5	86.2
2007	4.48	91.7	3'101	96.8	151.7	119.4	76.8
2008	4.72	96.6	3'347	104.5	159.5	120.3	80.3
2009	4.55	93.1	3'182	99.3	158.8	121.3	76.8
2010	4.93	100.9	3'586	112.0	163.8	122.3	82.5
2011	4.04	82.6	2'938	91.7	164.6	123.4	66.9
2012	4.39	89.9	3'281	102.4	169.5	124.5	72.2
2013	4.70	96.2	3'471	108.4	171.6	125.7	76.6
2014	3.64	74.4	2'782	86.9	176.6	126.9	58.6
2015	3.96	81.0	3'075	96.0	179.4	128.2	63.2
2016	4.13	84.4	3'281	102.4	181.6	129.5	65.2
2017	3.93	80.5	3'233	100.9	184.4	130.8	61.5
2018	3.52	72.1	2'891	90.3	195.8	132.2	54.5
2019	3.52	71.9	3'067	95.8	197.1	133.6	53.8
2020	3.26	66.7	2'931	91.5	188.3	135.1	49.4
2021	3.71	75.9	3'378	105.5	211.5	136.6	55.6
2022	2.96	60.6	2'796	87.3	235.5	137.8	44.0
2023	2.88	58.8	2'846	88.9	233.1	138.7	42.4
2024	2.84	58.1	2'859	89.3	241.2	139.8	41.5

* Surface de référence énergétique des services au 1^{er} janvier de l'année.

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral de l'énergie (Statistique globale suisse de l'énergie, Consommation énergétique en fonction de l'application) / Office fédéral de la statistique (comptes nationaux).

2.2 Secteur des transports

Le secteur des transports représente actuellement 33,5 % des émissions totales de GES. Ces émissions sont générées essentiellement sous forme de CO₂, lors de l'utilisation de carburants comme l'essence et le diesel et, dans une moindre mesure, le gaz naturel et le pétrole pour avions (bien que seuls les vols nationaux soient inclus dans le total national et donc comptabilisés dans le secteur des transports, cf. Généralités à la page 3). Les émissions des GES du secteur des transports sont présentées dans la Figure 2-5 et le Tableau 2-4. Elles sont réparties selon les catégories suivantes : transport de personnes (véhicules de tourisme, motocycles, cars privés), transport de marchandises (camions et voitures de livraison), autres transports (train, bateau, bus, transport par pipeline, transport militaire y c. vols militaires) et transport aérien national (vols civils).

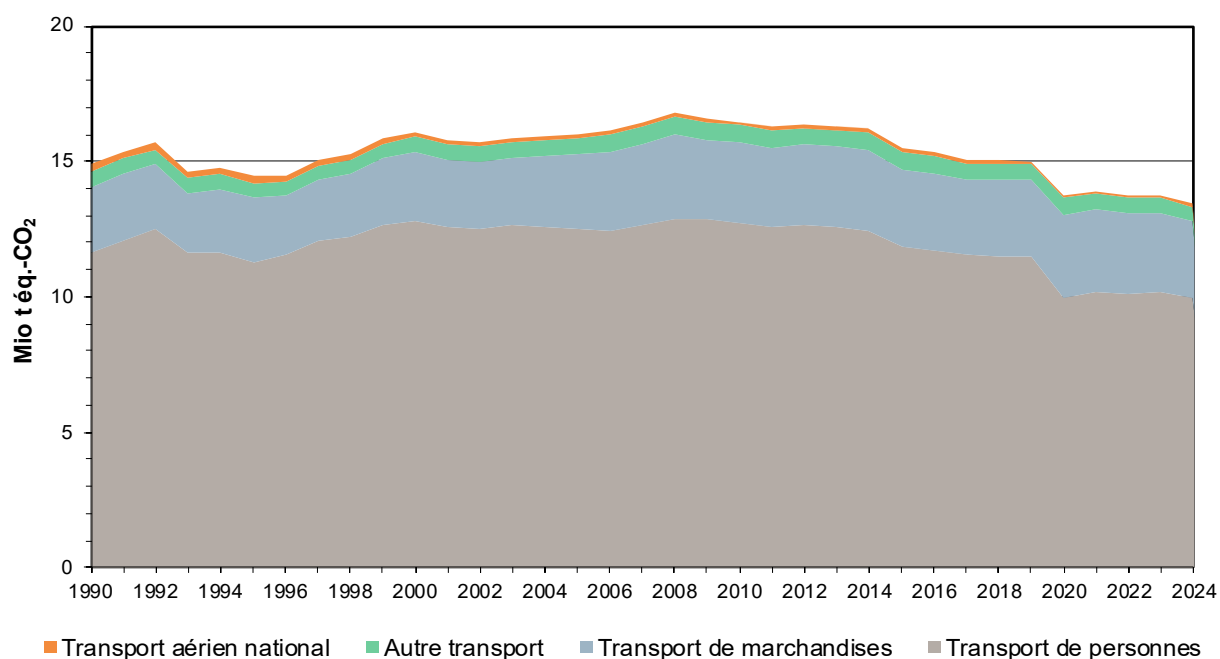


Figure 2-5 : Évolution des émissions de GES du secteur des transports, réparties selon les catégories : transport de personnes (véhicules de tourisme, motocycles, cars privés), transport de marchandises (camions et voitures de livraison), autres transports (train, bateau, bus, transport par pipeline, transport militaire y c. vols militaires) et transport aérien national (vols civils).

Le transport de personnes génère la plus grande partie des émissions de GES du secteur des transports, suivi par le transport de marchandises. Autour de 2015, les émissions de ces catégories ont diminué en raison d'une baisse significative du tourisme à la pompe. Les émissions des autres transports et celles du transport aérien national jouent un rôle mineur. Dans l'ensemble, les émissions de GES du secteur des transports ont enregistré une forte hausse entre 1990 et 2008. Depuis 2008, ce secteur affiche un léger recul des émissions. En conséquence des mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus, les émissions du secteur des transports ont diminué de manière significative entre 2019 et 2020, mais sont restées à peu près au même niveau les années suivantes.

Tableau 2-4 : Émissions des GES du secteur des transports, réparties selon les gaz CO₂, CH₄ et N₂O et selon les catégories : transport de personnes (véhicules de tourisme, motocycles, cars privés), transport de marchandises (camions et voitures de livraison), autres transports (train, bateau, bus, transport par pipeline, transport militaire y c. vols militaires) et transport aérien national (vols civils) (données de la Figure 2-5).

Année	Émissions de GES des transports par catégorie (mio t éq.-CO ₂)				Émissions de GES des transports par gaz (mio t éq.-CO ₂)			Total (mio t éq.-CO ₂)
	Transport de personnes	Transport de marchandises	Autre transport	Transport aérien national	CO ₂	CH ₄	N ₂ O	
1990	11.63	2.41	0.60	0.25	14.61	0.13	0.15	14.90
1991	12.10	2.44	0.59	0.24	15.06	0.13	0.18	15.37
1992	12.50	2.38	0.57	0.24	15.37	0.11	0.20	15.69
1993	11.60	2.21	0.55	0.23	14.31	0.10	0.20	14.60
1994	11.60	2.39	0.55	0.23	14.47	0.09	0.21	14.77
1995	11.30	2.38	0.53	0.23	14.15	0.08	0.21	14.44
1996	11.57	2.21	0.50	0.22	14.20	0.08	0.22	14.50
1997	12.06	2.27	0.52	0.21	14.76	0.07	0.23	15.06
1998	12.21	2.33	0.53	0.20	14.97	0.07	0.23	15.27
1999	12.69	2.46	0.52	0.20	15.56	0.07	0.23	15.86
2000	12.81	2.56	0.54	0.19	15.81	0.07	0.23	16.11
2001	12.58	2.51	0.55	0.17	15.53	0.06	0.21	15.81
2002	12.49	2.49	0.61	0.15	15.48	0.06	0.20	15.74
2003	12.62	2.53	0.60	0.14	15.65	0.06	0.18	15.89
2004	12.57	2.61	0.59	0.14	15.77	0.05	0.09	15.92
2005	12.49	2.76	0.61	0.13	15.85	0.05	0.09	15.99
2006	12.44	2.88	0.67	0.12	15.98	0.05	0.09	16.11
2007	12.67	2.97	0.65	0.14	16.30	0.05	0.09	16.43
2008	12.88	3.11	0.66	0.12	16.64	0.04	0.09	16.77
2009	12.87	2.95	0.63	0.13	16.44	0.04	0.09	16.57
2010	12.75	2.95	0.63	0.12	16.34	0.04	0.09	16.46
2011	12.58	2.94	0.62	0.13	16.15	0.03	0.09	16.27
2012	12.63	3.00	0.63	0.14	16.27	0.03	0.09	16.39
2013	12.55	3.01	0.62	0.13	16.18	0.03	0.09	16.31
2014	12.42	3.00	0.64	0.14	16.08	0.03	0.10	16.20
2015	11.84	2.87	0.62	0.14	15.35	0.02	0.10	15.47
2016	11.71	2.86	0.60	0.14	15.19	0.02	0.10	15.31
2017	11.53	2.82	0.58	0.12	14.92	0.02	0.10	15.05
2018	11.51	2.84	0.58	0.12	14.93	0.02	0.11	15.06
2019	11.47	2.84	0.58	0.12	14.87	0.02	0.11	15.01
2020	9.99	3.05	0.59	0.08	13.59	0.02	0.11	13.71
2021	10.21	3.05	0.57	0.06	13.76	0.00	0.11	13.89
2022	10.08	2.97	0.59	0.07	13.59	0.02	0.11	13.72
2023	10.19	2.90	0.57	0.07	13.61	0.02	0.10	13.73
2024	9.95	2.87	0.52	0.09	13.30	0.02	0.10	13.42

Source : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse).

La Figure 2-6 et le Tableau 2-5 montrent la part que représentent les différents carburants dans les émissions totales de GES du secteur des transports ainsi que les parcs des véhicules à essence et diesel entre 1990 et 2024. La part de diesel dans les émissions du secteur des transports a connu une forte augmentation, grimpant de 18,5 % en 1990 à 51,1 % aujourd'hui. S'agissant des types de véhicules, la proportion de véhicules roulant au diesel enregistre, depuis le début des années 2000, une nette hausse, surtout pour les voitures de tourisme. L'augmentation des voitures de livraison roulant au diesel s'accélère également. Entre 1990 et 2024, la part des véhicules équipés d'un moteur diesel est passée de 5,4 % à 35,6 %. La part que représente le diesel dans les émissions de GES est plus importante que celle qu'il occupe dans le parc de véhicules, car les camions en particulier roulent presque tous au diesel (ils ont une consommation spécifique nettement supérieure à celle des véhicules de plus petite taille). La tendance à délaissier les véhicules à essence au profit des véhicules diesel s'est atténuée ces dernières années.

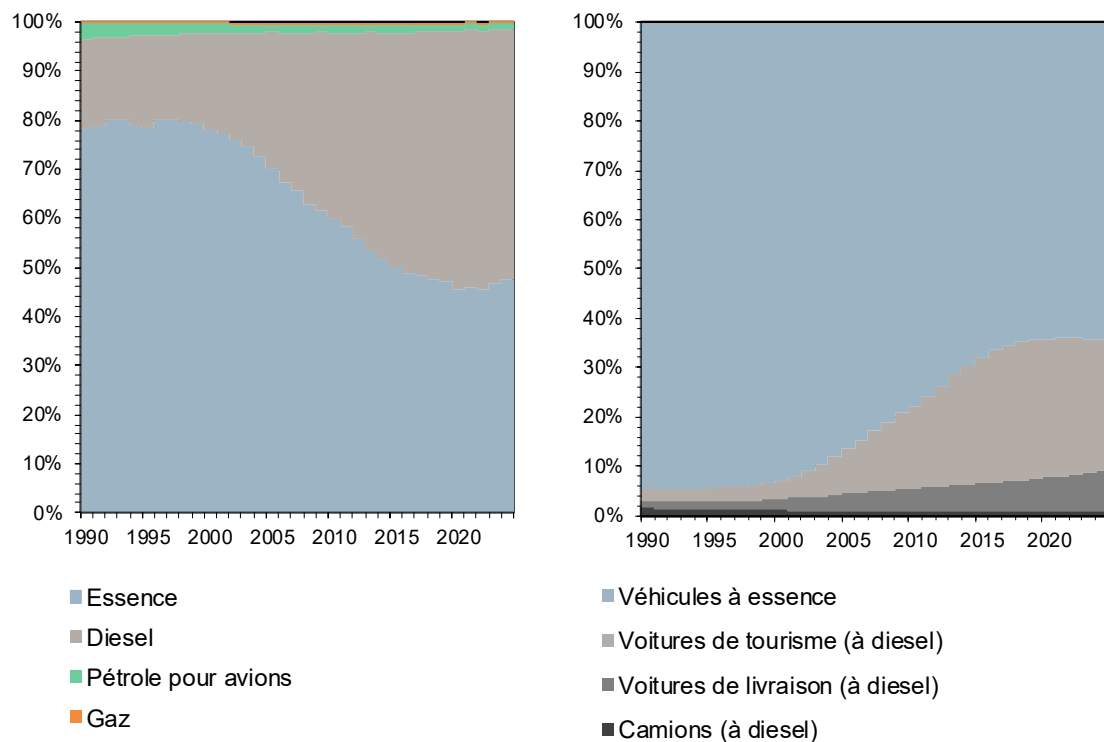


Figure 2-6 : Évolution des émissions de GES dans le secteur des transports générées par le diesel, l'essence, le pétrole pour avions – seulement le transport aérien national, les vols civils et militaires – et le gaz (à gauche) et évolution des parcs de véhicules diesel et à essence (à droite).

Tableau 2-5 : Émissions de GES liées à la consommation de carburants (essence, diesel, pétrole pour avions et gaz) dans le secteur des transports. Sont également indiqués les parcs des véhicules diesel et à essence, bien que les pourcentages se réfèrent au total des véhicules diesel et à essence (données de la Figure 2-6).

Année	Émissions de GES issues des carburants				Véhicules à essence*		Véhicules à diesel**					
	Essence	Diesel	Pétrole pour avions	Gaz	Total	%	Voitures de tourisme	%	Voitures de livraison	%	Camions	%
1990	11.66	2.7	0.46	0.0	3'057'823	94.6	79'129	2.4	44'749	1.4	49'349	1.5
1991	12.14	2.8	0.42	0.0	3'129'718	94.6	81'883	2.5	47'802	1.4	49'108	1.5
1992	12.59	2.6	0.41	0.0	3'160'006	94.6	83'640	2.5	49'131	1.5	47'898	1.4
1993	11.67	2.5	0.40	0.0	3'173'500	94.6	85'703	2.6	49'791	1.5	46'617	1.4
1994	11.67	2.7	0.39	0.0	3'224'167	94.5	90'747	2.7	52'093	1.5	46'496	1.4
1995	11.32	2.7	0.37	0.0	3'286'157	94.3	95'585	2.7	55'110	1.6	46'335	1.3
1996	11.62	2.5	0.35	0.0	3'318'612	94.2	100'412	2.9	58'104	1.6	45'377	1.3
1997	12.07	2.6	0.35	0.0	3'366'265	94.1	105'718	3.0	62'159	1.7	44'805	1.3
1998	12.16	2.7	0.34	0.0	3'417'090	93.8	112'736	3.1	67'631	1.9	44'370	1.2
1999	12.57	3.0	0.33	0.0	3'488'249	93.5	123'969	3.3	75'365	2.0	44'564	1.2
2000	12.57	3.2	0.32	0.0	3'544'480	92.9	141'863	3.7	84'905	2.2	43'009	1.1
2001	12.21	3.3	0.30	0.0	3'593'326	92.0	172'097	4.4	96'765	2.5	42'653	1.1
2002	11.96	3.4	0.29	0.1	3'618'216	90.9	213'184	5.4	107'357	2.7	42'031	1.1
2003	11.89	3.7	0.26	0.1	3'615'777	89.6	261'987	6.5	116'597	2.9	41'122	1.0
2004	11.59	4.0	0.25	0.1	3'609'507	88.1	319'905	7.8	127'426	3.1	41'221	1.0
2005	11.23	4.5	0.24	0.1	3'589'400	86.4	381'189	9.2	139'356	3.4	42'631	1.0
2006	10.87	4.9	0.25	0.1	3'550'811	84.6	450'992	10.7	151'321	3.6	42'990	1.0
2007	10.77	5.3	0.26	0.1	3'520'573	82.7	524'614	12.3	165'107	3.9	44'185	1.0
2008	10.52	5.9	0.23	0.1	3'465'839	81.0	596'480	13.9	175'906	4.1	42'051	1.0
2009	10.23	6.0	0.24	0.1	3'409'471	79.3	666'089	15.5	185'314	4.3	40'811	0.9
2010	9.86	6.3	0.24	0.1	3'392'465	77.6	739'112	16.9	196'994	4.5	40'819	0.9
2011	9.47	6.5	0.24	0.1	3'381'505	75.8	827'094	18.5	212'970	4.8	41'506	0.9
2012	9.13	6.9	0.25	0.1	3'354'740	73.6	934'084	20.5	229'706	5.0	41'856	0.9
2013	8.71	7.3	0.25	0.1	3'305'548	71.4	1'035'843	22.4	244'303	5.3	41'650	0.9
2014	8.35	7.5	0.26	0.1	3'269'533	69.7	1'123'676	23.9	257'972	5.5	41'853	0.9
2015	7.74	7.4	0.25	0.1	3'238'717	67.9	1'214'075	25.5	272'015	5.7	41'830	0.9
2016	7.50	7.5	0.26	0.1	3'212'730	66.5	1'291'500	26.7	285'959	5.9	41'843	0.9
2017	7.26	7.5	0.23	0.1	3'187'902	65.4	1'346'938	27.6	298'434	6.1	41'946	0.9
2018	7.15	7.6	0.22	0.1	3'174'496	64.8	1'374'246	28.0	310'997	6.3	42'174	0.9
2019	7.09	7.6	0.21	0.1	3'158'327	64.4	1'382'645	28.2	323'260	6.6	42'141	0.9
2020	6.27	7.2	0.18	0.1	3'145'777	64.2	1'379'077	28.1	335'162	6.8	41'639	0.8
2021	6.41	7.3	0.15	0.0	3'112'638	64.0	1'360'111	28.0	348'537	7.2	41'947	0.9
2022	6.22	7.3	0.17	0.1	3'048'206	64.0	1'319'337	27.7	355'556	7.5	42'205	0.9
2023	6.43	7.1	0.17	0.0	3'009'900	64.2	1'273'597	27.2	361'898	7.7	42'503	0.9
2024	6.37	6.9	0.17	0.0	2'956'102	64.4	1'219'855	26.6	369'235	8.0	42'663	0.9

* Voitures de tourisme et de livraison avec moteur à essence.

** Voitures de tourisme et de livraison avec moteur diesel ainsi que camions.

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral des routes (Base de données MOFIS, mise à disposition par l'Office fédéral de la statistique).

2.2.1 Transport de personnes

La Figure 2-7 et le Tableau 2-6 montrent les émissions de GES générées par le transport de personnes (voitures de tourisme, motocycles, cars privés) avec les indicateurs pertinents. Dans l'ensemble, ces émissions ont nettement augmenté dans les années 1990, avant de se stabiliser à partir de l'an 2000 et de reculer depuis une décennie. Les progrès techniques (moteurs plus efficaces) et l'utilisation accrue de voitures de tourisme roulant au diesel, notamment, expliquent cette évolution. En revanche, le parc de véhicules et la prestation des véhicules de transport de personnes ont fortement augmenté. Le taux d'accroissement de la prestation des véhicules est supérieur à celui des émissions de GES, ce qui se traduit par une baisse constante des émissions par prestation depuis le début des années 2000. Comparer l'évolution de la prestation des véhicules (+18.4 % entre 1990 et 2024) avec celle du parc de véhicules (+56.9 % entre 1990 et 2024) montre qu'actuellement, moins de kilomètres sont parcourus par véhicule. En conséquence des mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus, les prestations des véhicules et donc les émissions de gaz à effet de serre ont été exceptionnellement bas en 2020.

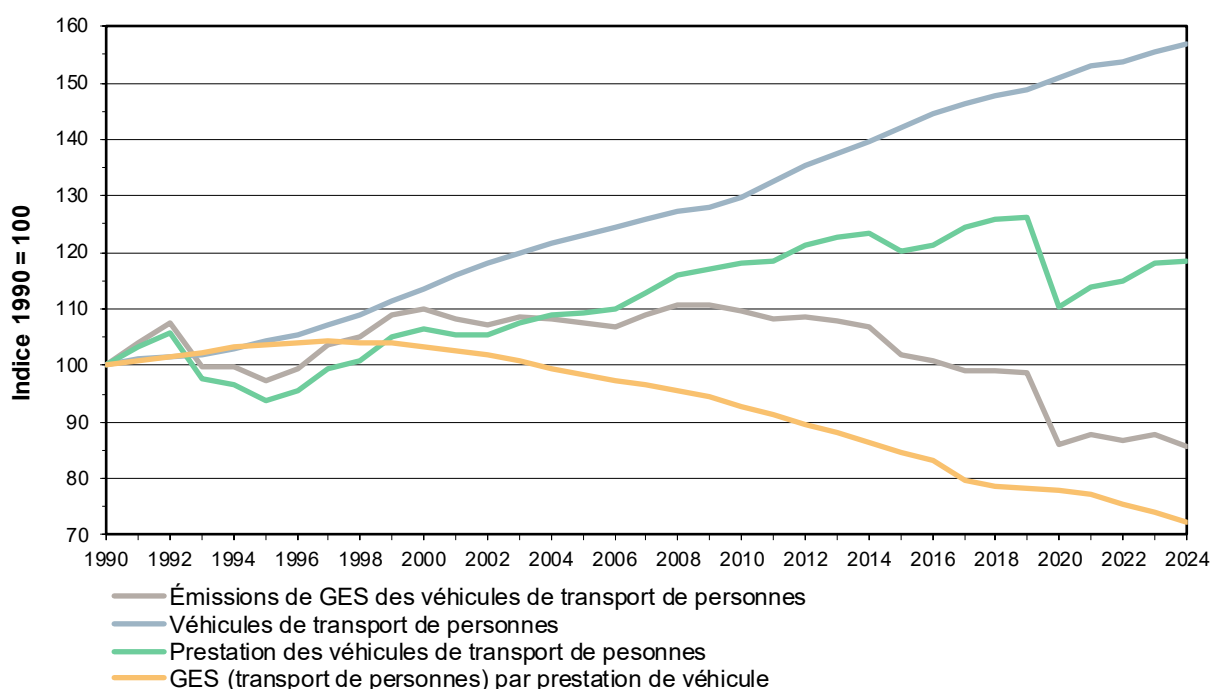


Figure 2-7 : Évolution des émissions de GES dues au transport de personnes (voitures de tourisme, motocycles, car privés) par rapport à 1990, avec les indicateurs pertinents (parc de véhicules et prestation des véhicules destinés au transport de personnes). Les émissions de GES par prestation des véhicules destinés au transport de personnes sont également indiquées.

Tableau 2-6 : Émissions de GES dues au transport de personnes (voitures de tourisme, motocycles, cars privés) avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-7).

Année	Émissions de GES des véhicules de transport de personnes *		Prestation des véhicules de transport de personnes *				Véhicules de transport de personnes **	
	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio véhicules-km	Indice 1990 = 100	g éq.-CO ₂ / véhicules-km	Indice 1990 = 100	Nombre	Indice 1990 = 100
1990	11.63	100.0	50'117	100.0	232.1	100.0	3'757'483	100.0
1991	12.10	104.0	51'706	103.2	234.0	100.8	3'804'194	101.2
1992	12.50	107.5	53'006	105.8	235.9	101.6	3'817'474	101.6
1993	11.60	99.7	48'854	97.5	237.5	102.3	3'825'139	101.8
1994	11.60	99.7	48'461	96.7	239.4	103.1	3'867'753	102.9
1995	11.30	97.2	46'912	93.6	240.9	103.8	3'927'144	104.5
1996	11.57	99.4	47'838	95.5	241.8	104.2	3'960'786	105.4
1997	12.06	103.7	49'852	99.5	241.9	104.2	4'024'681	107.1
1998	12.21	105.0	50'531	100.8	241.6	104.1	4'094'008	109.0
1999	12.69	109.1	52'642	105.0	241.0	103.8	4'188'306	111.5
2000	12.81	110.2	53'389	106.5	240.0	103.4	4'268'878	113.6
2001	12.58	108.1	52'755	105.3	238.5	102.7	4'361'379	116.1
2002	12.49	107.3	52'814	105.4	236.4	101.9	4'444'352	118.3
2003	12.62	108.5	53'877	107.5	234.2	100.9	4'506'490	119.9
2004	12.57	108.1	54'556	108.9	230.5	99.3	4'571'167	121.7
2005	12.49	107.4	54'702	109.1	228.3	98.4	4'621'316	123.0
2006	12.44	106.9	55'058	109.9	225.9	97.3	4'671'275	124.3
2007	12.67	108.9	56'562	112.9	224.1	96.5	4'731'533	125.9
2008	12.88	110.8	58'134	116.0	221.6	95.5	4'779'273	127.2
2009	12.87	110.6	58'721	117.2	219.2	94.4	4'803'042	127.8
2010	12.75	109.6	59'243	118.2	215.3	92.7	4'878'030	129.8
2011	12.58	108.1	59'419	118.6	211.7	91.2	4'983'076	132.6
2012	12.63	108.6	60'777	121.3	207.8	89.5	5'091'672	135.5
2013	12.55	107.9	61'437	122.6	204.2	88.0	5'166'457	137.5
2014	12.42	106.8	61'900	123.5	200.7	86.5	5'246'460	139.6
2015	11.84	101.8	60'235	120.2	196.5	84.7	5'338'897	142.1
2016	11.71	100.7	60'699	121.1	193.0	83.1	5'429'687	144.5
2017	11.53	99.1	62'320	124.3	184.9	79.7	5'496'428	146.3
2018	11.51	99.0	63'127	126.0	182.4	78.6	5'552'142	147.8
2019	11.47	98.6	63'254	126.2	181.3	78.1	5'588'414	148.7
2020	9.99	85.9	55'217	110.2	180.9	77.9	5'667'076	150.8
2021	10.21	87.8	57'013	113.8	179.1	77.1	5'752'917	153.1
2022	10.08	86.7	57'669	115.1	174.8	75.3	5'776'444	153.7
2023	10.19	87.6	59'247	118.2	172.1	74.1	5'843'659	155.5
2024	9.95	85.5	59'348	118.4	167.6	72.2	5'894'127	156.9

* Voitures de tourisme, motocycles et bus privés (hors transports publics, c.-à-d. aussi hors bus publics).

** Voitures de tourisme, minibus, motocycles et cyclomoteurs conformément à la base de données MOFIS.

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral des routes (Base de données MOFIS, mise à disposition par l'Office fédéral de la statistique).

2.2.2 Transport de marchandises

La Figure 2-8 et le Tableau 2-7 indiquent les émissions de GES dues au transport de marchandises (camions et voitures de livraison), avec les indicateurs pertinents. Ces émissions ont augmenté entre 1990 et 2008, suivi d'une stagnation. En 2024, les émissions de GES du transport de marchandises étaient donc toujours supérieures à la valeur relevée en 1990 (+18.9 %). Depuis 1990, le parc de véhicules destinés au transport de marchandises a bondi (+96.3 %). Cette hausse concerne néanmoins surtout les voitures de livraison (d'un poids inférieur à 3,5 tonnes), le nombre de camions lourds restant stable du fait de la perception de redevances sur le trafic des poids lourds. Depuis le début des années 2000, l'efficacité des véhicules ne cesse de croître, c'est-à-dire que la consommation spécifique baisse (GES par prestation).

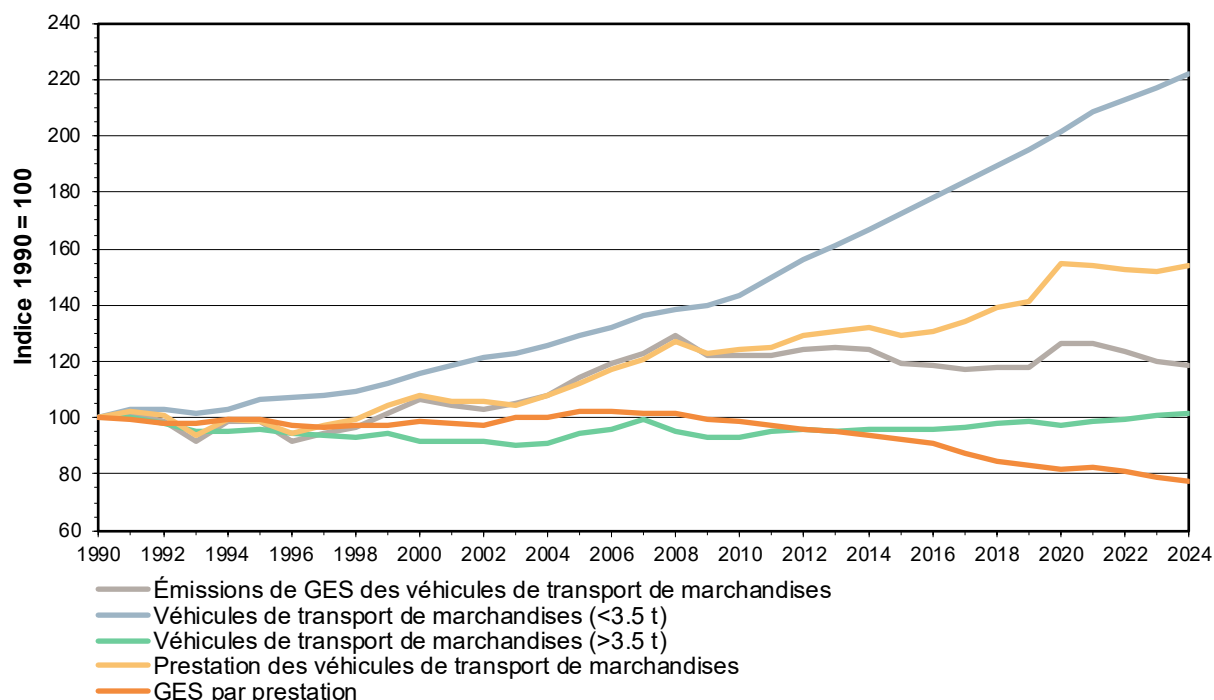


Figure 2-8 : Évolution des émissions de GES produites par le transport de marchandises (camions et voitures de livraison) par rapport à 1990, avec les indicateurs pertinents : parc de véhicules destinés au transport de marchandises d'un poids inférieur/supérieur à 3,5 tonnes et prestation des véhicules. Les émissions de GES par prestation sont également indiquées.

Tableau 2-7 : Émissions de GES causées par le transport de marchandises (camions et voitures de livraison) avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-8).

Année	Émissions de GES du transport de marchandises*		Prestation des véhicules de transport de marchandises*				Véhicules de transport de marchandises (< 3.5 t)**		Véhicules de transport de marchandises (> 3.5 t)***	
	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio véhicules-km	Indice 1990 = 100	g éq.-CO ₂ / véhicules-km	Indice 1990 = 100	Nombre	Indice 1990 = 100	Nombre	Indice 1990 = 100
1990	2.41	100.0	4'656	100.0	517.9	100.0	198'524	100.0	53'612	100.0
1991	2.44	101.3	4'750	102.0	514.5	99.3	204'138	102.8	53'508	99.8
1992	2.38	98.5	4'695	100.8	506.1	97.7	204'225	102.9	52'386	97.7
1993	2.21	91.8	4'375	94.0	506.0	97.7	202'321	101.9	51'140	95.4
1994	2.39	98.9	4'638	99.6	514.3	99.3	205'077	103.3	51'208	95.5
1995	2.38	98.6	4'603	98.9	516.8	99.8	210'987	106.3	51'365	95.8
1996	2.21	91.4	4'387	94.2	502.7	97.1	212'455	107.0	50'565	94.3
1997	2.27	94.3	4'535	97.4	501.4	96.8	213'964	107.8	50'236	93.7
1998	2.33	96.8	4'640	99.7	503.1	97.1	217'369	109.5	50'011	93.3
1999	2.46	101.8	4'856	104.3	505.8	97.7	223'454	112.6	50'500	94.2
2000	2.56	106.3	5'019	107.8	510.8	98.6	229'261	115.5	49'257	91.9
2001	2.51	104.1	4'927	105.8	509.4	98.4	235'934	118.8	49'312	92.0
2002	2.49	103.3	4'928	105.8	505.7	97.6	241'090	121.4	49'052	91.5
2003	2.53	105.0	4'870	104.6	519.8	100.4	243'995	122.9	48'334	90.2
2004	2.61	108.0	5'028	108.0	518.1	100.0	249'389	125.6	48'804	91.0
2005	2.76	114.4	5'210	111.9	529.7	102.3	256'389	129.1	50'772	94.7
2006	2.88	119.6	5'458	117.2	528.4	102.0	262'652	132.3	51'388	95.9
2007	2.97	123.1	5'628	120.9	527.7	101.9	270'767	136.4	53'386	99.6
2008	3.11	129.1	5'931	127.4	524.9	101.3	275'103	138.6	51'129	95.4
2009	2.95	122.3	5'712	122.7	516.3	99.7	278'078	140.1	49'730	92.8
2010	2.95	122.4	5'774	124.0	511.2	98.7	285'271	143.7	49'929	93.1
2011	2.94	122.0	5'818	124.9	505.5	97.6	297'602	149.9	50'951	95.0
2012	3.00	124.2	6'027	129.4	497.1	96.0	310'659	156.5	51'267	95.6
2013	3.01	124.8	6'083	130.6	494.7	95.5	320'335	161.4	51'026	95.2
2014	3.00	124.4	6'154	132.2	487.4	94.1	330'856	166.7	51'425	95.9
2015	2.87	119.0	6'005	129.0	477.9	92.3	342'140	172.3	51'458	96.0
2016	2.86	118.5	6'076	130.5	470.2	90.8	353'999	178.3	51'567	96.2
2017	2.82	117.1	6'248	134.2	452.0	87.3	364'586	183.6	51'915	96.8
2018	2.84	117.9	6'488	139.4	438.3	84.6	376'226	189.5	52'582	98.1
2019	2.84	117.7	6'583	141.4	431.0	83.2	387'990	195.4	52'805	98.5
2020	3.05	126.5	7'192	154.5	424.2	81.9	399'935	201.5	52'251	97.5
2021	3.05	126.3	7'157	153.7	425.7	82.2	414'031	208.6	52'826	98.5
2022	2.97	123.3	7'118	152.9	417.8	80.7	422'245	212.7	53'469	99.7
2023	2.90	120.3	7'077	152.0	409.9	79.2	431'238	217.2	54'065	100.8
2024	2.87	118.9	7'180	154.2	399.5	77.1	440'644	222.0	54'365	101.4

* Véhicules pour transport de marchandises = voitures de livraison et camions (hors véhicules agricoles et industriels), conformément à l'inventaire des gaz à effet de serre de la Suisse.

** Véhicules légers pour transport de marchandises = voitures de livraison et tracteurs à sellette légers (hors véhicules articulés légers), conformément à la base de données MOFIS.

*** Véhicules lourds pour transport de marchandises = camions et tracteurs à sellette lourds (y c. véhicules articulés légers et lourds), conformément à la base de données MOFIS.

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral des routes (Base de données MOFIS, mise à disposition par l'Office fédéral de la statistique).

2.2.3 Transport aérien

La Figure 2-9 et le Tableau 2-8 montrent les émissions de GES liées au transport aérien de la Suisse, sur la base des ventes de carburant dans les aéroports suisses (hors EuroAirport Bâle-Mulhouse-Fribourg, ce dernier se trouvant hors des frontières suisses). Tant les émissions de GES des vols nationaux que celles des vols internationaux sont indiquées, ces dernières n'étant toutefois comptabilisées ni dans le total des vols nationaux ni dans celui des émissions imputables aux transports (cf. Généralités à la page 3). Elles ne sont par conséquent pas prises en compte précédemment. En 2019, 2.0 % des émissions de GES dues au transport aérien ont été imputables aux vols nationaux ; les vols internationaux jouent un rôle majeur en la matière. Entre 1990 et 2019, les émissions de GES générées par le transport aérien (national et international) ont bondi (+75.0 %), de même que la prestation de transport, qui a fortement progressé (+167.6 %). Cette évolution indique que l'efficacité des avions (moins de GES par prestation de transport) a été nettement améliorée grâce à des progrès techniques et logistiques qui ont permis de réduire la consommation de carburant. Les répercussions sur le transport aérien de l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 et de la crise de la compagnie Swissair (2003–2004) sont clairement visibles dans l'évolution, à partir de 2001, des émissions de GES et de la prestation de transport (total des unités de transport). En conséquence des mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus, la prestation de transport et donc les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de manière significative entre 2019 et 2020. Elles ont à nouveau légèrement augmenté de 2020 à 2021, puis de manière significative, de sorte qu'en 2024, ils ont presque atteint le niveau de 2019. Les émissions liées au transport aérien national ont constamment diminué jusqu'en 2005 et se sont stabilisées depuis, avec une nouvelle baisse en 2020 et 2021.

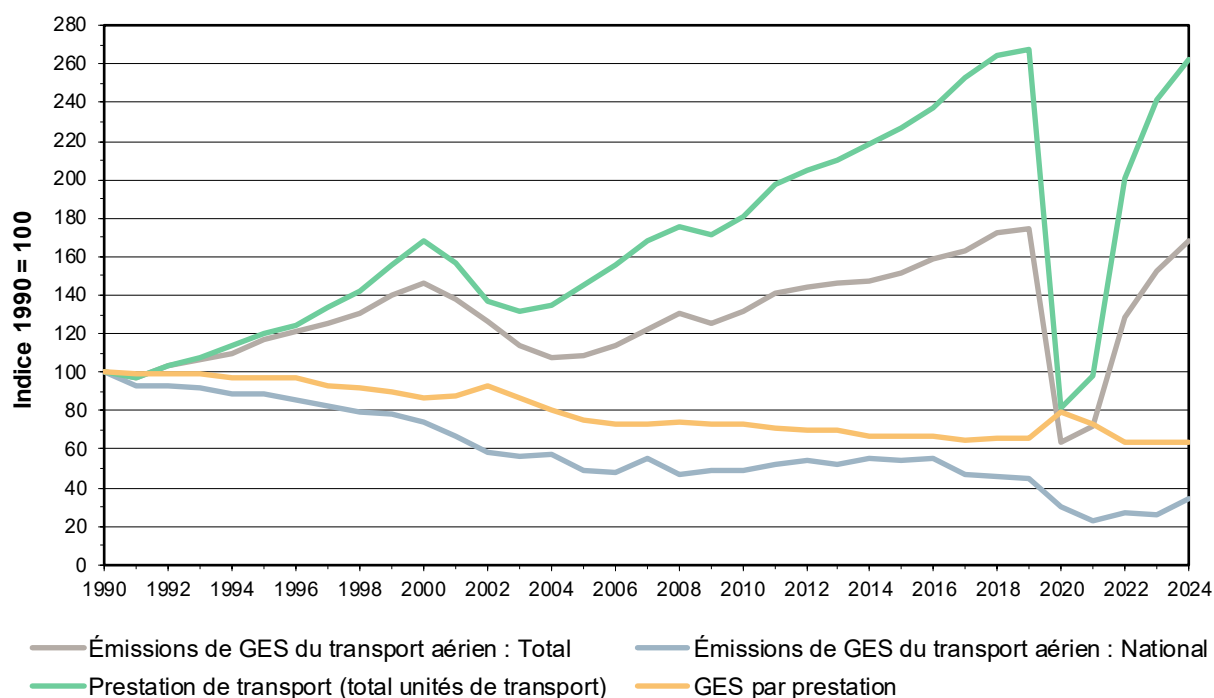


Figure 2-9 : Évolution des émissions de GES engendrées par le transport aérien par rapport à 1990, réparties entre le transport aérien national et le transport aérien total (national et international). La prestation de transport du transport aérien total de l'ensemble des aéroports suisses est montrée à titre d'indicateur pertinent (unités de transport standardisées, définition : cf. Tableau 2-8). Les émissions de GES par prestation de transport de tout le transport aérien sont également indiquées. Dans le contexte des objectifs d'émission nationaux et internationaux de la Suisse, seules les émissions liées au transport aérien national sont prises en compte (cf. Généralités à la page 3).

Tableau 2-8 : Émissions de GES dues au transport aérien, avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-9).

Année	Émissions du transport aérien				Prestation de transport de tous les aéroports suisses								
	National Mio t éq.-CO ₂	International Mio t éq.-CO ₂ *	Total Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Nombre de passagers	Indice 1990 = 100	Fret (t)	Indice 1990 = 100	Total unités de transport (standardisées)**	Indice 1990 = 100	kg éq.-CO ₂ / unité de transport	Indice 1990 = 100	
1990	0.25	3.09	3.34	100.0	19'944'463	100.0	366'474	100.0	23'609'203	100.0	141.6	100.0	
1991	0.24	3.01	3.25	97.2	19'151'702	96.0	385'935	105.3	23'011'048	97.5	141.2	99.7	
1992	0.24	3.21	3.45	103.0	20'442'780	102.5	405'395	110.6	24'496'732	103.8	140.6	99.3	
1993	0.23	3.34	3.58	107.0	21'129'131	105.9	424'856	115.9	25'377'689	107.5	141.0	99.5	
1994	0.23	3.45	3.68	110.1	22'438'209	112.5	444'316	121.2	26'881'373	113.9	136.9	96.7	
1995	0.23	3.68	3.91	116.9	23'807'157	119.4	463'777	126.6	28'444'927	120.5	137.4	97.0	
1996	0.22	3.83	4.05	121.2	24'731'550	124.0	463'692	126.5	29'368'470	124.4	138.0	97.4	
1997	0.21	3.98	4.19	125.4	27'017'612	135.5	466'675	127.3	31'684'362	134.2	132.3	93.4	
1998	0.20	4.17	4.38	130.9	28'781'304	144.3	484'278	132.1	33'624'084	142.4	130.1	91.9	
1999	0.20	4.48	4.68	140.0	31'645'847	158.7	503'099	137.3	36'676'837	155.3	127.6	90.1	
2000	0.19	4.70	4.88	146.1	34'426'801	172.6	532'045	145.2	39'747'251	168.4	122.9	86.8	
2001	0.17	4.43	4.60	137.6	32'291'768	161.9	469'762	128.2	36'989'388	156.7	124.4	87.8	
2002	0.15	4.09	4.24	126.8	28'717'001	144.0	359'490	98.1	32'311'901	136.9	131.2	92.6	
2003	0.14	3.67	3.81	114.0	27'723'288	139.0	330'346	90.1	31'026'748	131.4	122.9	86.8	
2004	0.14	3.46	3.60	107.7	28'570'798	143.3	326'028	89.0	31'831'078	134.8	113.2	79.9	
2005	0.13	3.51	3.64	108.8	30'860'051	154.7	340'792	93.0	34'267'971	145.1	106.2	75.0	
2006	0.12	3.69	3.82	114.1	33'487'883	167.9	338'588	92.4	36'873'763	156.2	103.5	73.1	
2007	0.14	3.95	4.09	122.2	36'067'164	180.8	359'541	98.1	39'662'574	168.0	103.0	72.7	
2008	0.12	4.26	4.38	131.1	37'995'844	190.5	352'559	96.2	41'521'434	175.9	105.6	74.5	
2009	0.13	4.07	4.20	125.5	37'235'027	186.7	319'449	87.2	40'429'517	171.2	103.8	73.3	
2010	0.12	4.28	4.41	131.8	39'009'046	195.6	379'389	103.5	42'802'936	181.3	103.0	72.7	
2011	0.13	4.58	4.72	141.1	42'773'339	214.5	394'423	107.6	46'717'569	197.9	101.0	71.3	
2012	0.14	4.69	4.83	144.3	44'444'210	222.8	401'870	109.7	48'462'910	205.3	99.6	70.3	
2013	0.13	4.75	4.88	145.9	45'501'533	228.1	403'250	110.0	49'534'033	209.8	98.5	69.6	
2014	0.14	4.77	4.91	146.8	47'406'431	237.7	410'633	112.0	51'512'761	218.2	95.3	67.3	
2015	0.14	4.94	5.08	151.8	49'392'700	247.7	404'632	110.4	53'439'020	226.3	95.0	67.1	
2016	0.14	5.18	5.32	159.1	51'800'530	259.7	431'141	117.6	56'111'940	237.7	94.8	66.9	
2017	0.12	5.34	5.46	163.3	54'911'905	275.3	488'614	133.3	59'798'045	253.3	91.3	64.5	
2018	0.12	5.66	5.78	172.8	57'554'795	288.6	495'750	135.3	62'512'295	264.8	92.4	65.3	
2019	0.12	5.73	5.85	175.0	58'561'919	293.6	462'789	126.3	63'189'809	267.6	92.6	65.4	
2020	0.08	2.07	2.15	64.2	16'457'821	82.5	274'700	75.0	19'204'821	81.3	111.7	78.9	
2021	0.06	2.34	2.40	71.6	19'667'667	98.6	343'413	93.7	23'101'797	97.9	103.7	73.2	
2022	0.07	4.22	4.29	128.2	43'595'838	218.6	366'384	100.0	47'259'678	200.2	90.7	64.0	
2023	0.07	5.05	5.12	153.0	53'321'819	267.4	361'279	98.6	56'934'609	241.2	89.9	63.5	
2024	0.09	5.53	5.62	168.0	57'791'147	289.8	413'712	112.9	61'928'267	262.3	90.7	64.0	

* Pas pris en considération dans les objectifs d'émission nationaux et internationaux de la Suisse.

** Unités de transport standardisées : 100 kilogrammes de fret = 1 unité ; 1 passager = 1 unité.

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral de l'aviation civile (statistiques de l'aviation civile, mise à disposition par l'Office fédéral de la statistique).

2.3 Secteur de l'industrie

Les émissions du secteur de l'industrie représentent actuellement 22.3 % des émissions totales de GES. Elles se composent principalement d'émissions de CO₂ générées lors de l'utilisation d'agents énergétiques fossiles, l'incinération de déchets (usines d'incinération des ordures ménagères et installations d'incinération des déchets spéciaux, mais aussi en tant que combustible alternatif) et dans le cadre de procédés industriels, lors de la fabrication du ciment par exemple. Comparées aux émissions de CO₂, celles de CH₄ et de N₂O dues au secteur de l'industrie sont relativement faibles (resp. 0.5 % et 1.2 % des émissions de GES totales du secteur de l'industrie). Les émissions de CH₄ proviennent principalement des pertes de gaz liées au transport et à l'utilisation du gaz naturel. Les émissions de N₂O sont imputables à la consommation de combustibles fossiles et à l'industrie chimique (jusqu'à l'installation d'un catalyseur dans une usine de production de niacine fin 2021, l'industrie chimique était la principale responsable des émissions de N₂O du secteur de l'industrie). La Figure 2-10 et le Tableau 2-9 montrent l'évolution des émissions de GES dans le secteur de l'industrie, avec les indicateurs pertinents.

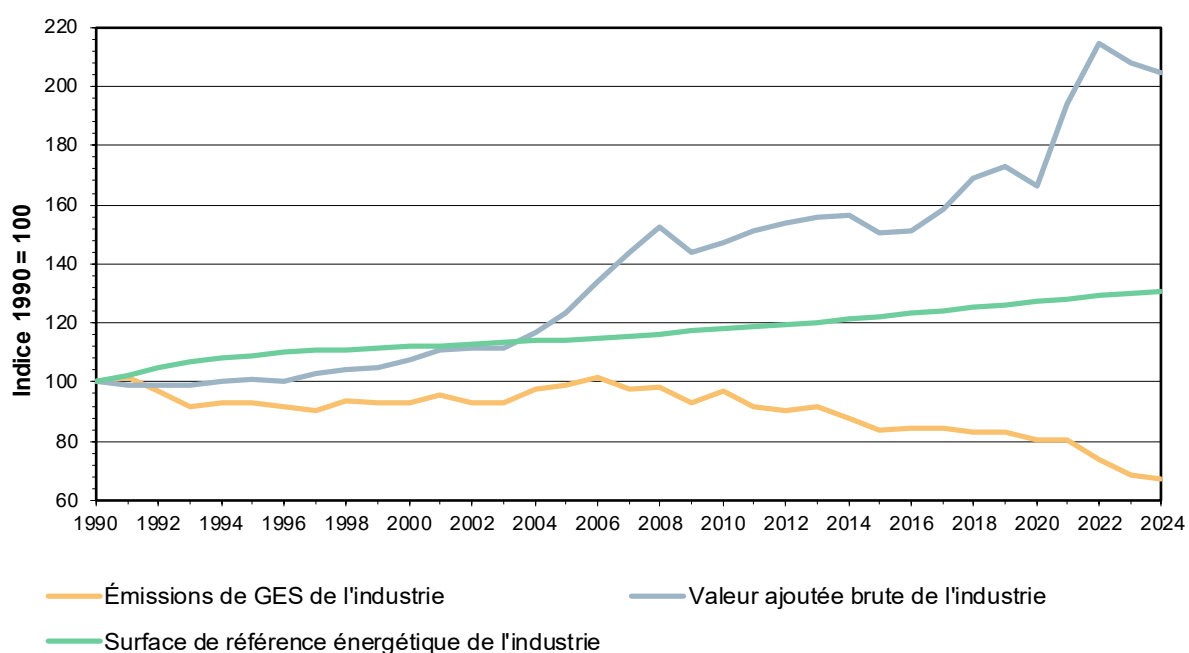


Figure 2-10 : Évolution des émissions de GES du secteur de l'industrie par rapport à 1990 (indicateurs pertinents : valeur ajoutée brute et surface de référence énergétique).

Entre 1990 et 2024, les émissions de GES du secteur de l'industrie ont baissé (-32.6 %), alors que les indicateurs ont connu une forte hausse (valeur ajoutée brute : +104.9 % ; surface de référence énergétique : +30.9 %). Cette évolution met en évidence un certain découplage entre la croissance économique et les émissions. En 2009, la valeur ajoutée brute de l'industrie a accusé une baisse imputable à la crise économique. De 2019 à 2020, la valeur ajoutée brute a également diminué en conséquence des mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus. En 1990, les émissions de GES liées à l'incinération des déchets comptabilisées dans le secteur de l'industrie étaient dues pour 88.3 % aux usines d'incinération des ordures ménagères et aux installations d'incinération des déchets spéciaux, contre 85.0 % en 2024. Les autres émissions liées à l'incinération de déchets sont générées par l'utilisation de déchets en tant que combustible alternatif, en particulier dans l'industrie du ciment.

Tableau 2-9 : Émissions de GES du secteur de l'industrie, avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-10). En 2024, 85.0 % des émissions liées à l'incinération des déchets (indiquées séparément) étaient dues aux usines d'incinération des ordures ménagères et aux installations d'incinération des déchets spéciaux ; les émissions restantes ont été générées par l'utilisation de déchets en tant que combustible alternatif. La valeur ajoutée brute est basée sur les prix courants.

Année	Émissions de GES de l'industrie						Valeur ajoutée brute de l'industrie Indice 1990 = 100	Surface de référence énergétique* Indice 1990 = 100
	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Sans combustion des déchets Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Seulement combustion des déchets Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100		
1990	13.26	100.0	11.53	100.0	1.74	100.0	100.0	100.0
1991	13.44	101.3	11.76	102.1	1.68	96.5	99.1	102.2
1992	12.90	97.2	11.20	97.1	1.70	98.0	99.0	104.8
1993	12.18	91.9	10.48	90.9	1.71	98.4	98.9	106.6
1994	12.31	92.8	10.62	92.1	1.70	97.9	100.1	108.0
1995	12.34	93.0	10.60	91.9	1.74	100.3	100.7	109.1
1996	12.15	91.6	10.34	89.6	1.81	104.2	100.5	110.3
1997	11.96	90.1	10.06	87.3	1.89	109.0	102.6	110.7
1998	12.42	93.7	10.37	89.9	2.06	118.5	104.2	111.1
1999	12.32	92.9	10.20	88.5	2.12	122.3	104.6	111.5
2000	12.34	93.1	10.04	87.1	2.31	132.9	107.3	111.9
2001	12.72	95.9	10.36	89.9	2.36	135.9	110.5	112.3
2002	12.36	93.2	9.93	86.1	2.43	140.2	111.2	112.9
2003	12.32	92.9	9.91	85.9	2.41	138.7	111.5	113.4
2004	12.91	97.3	10.40	90.2	2.51	144.4	116.5	113.9
2005	13.16	99.2	10.61	92.0	2.55	146.7	123.2	114.0
2006	13.45	101.4	10.72	93.0	2.73	157.3	133.7	114.8
2007	12.96	97.7	10.32	89.6	2.63	151.7	144.1	115.6
2008	13.02	98.1	10.32	89.5	2.70	155.5	152.4	116.3
2009	12.37	93.2	9.75	84.6	2.62	150.7	143.8	117.1
2010	12.89	97.2	10.17	88.2	2.72	156.9	147.1	118.0
2011	12.15	91.6	9.46	82.1	2.69	155.0	151.2	118.8
2012	12.02	90.6	9.29	80.6	2.73	157.2	153.6	119.5
2013	12.17	91.7	9.45	82.0	2.71	156.2	155.7	120.3
2014	11.61	87.6	8.86	76.9	2.75	158.4	156.7	121.3
2015	11.08	83.5	8.26	71.6	2.82	162.6	150.5	122.2
2016	11.20	84.5	8.25	71.6	2.95	170.1	151.1	123.2
2017	11.22	84.6	8.26	71.7	2.96	170.2	158.6	124.2
2018	11.03	83.1	7.98	69.2	3.05	175.4	168.7	125.2
2019	11.04	83.2	7.96	69.0	3.08	177.5	173.1	126.3
2020	10.63	80.1	7.56	65.5	3.07	176.9	166.6	127.3
2021	10.64	80.2	7.63	66.1	3.01	173.6	194.2	128.2
2022	9.78	73.7	6.79	58.9	2.99	172.2	214.5	129.2
2023	9.12	68.7	6.22	53.9	2.90	167.0	207.8	130.0
2024	8.94	67.4	5.99	51.9	2.96	170.3	204.9	130.9

* Surface de référence énergétique du secteur de l'industrie au 1^{er} janvier de l'année.

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral de l'énergie (Consommation énergétique en fonction de l'application) / Office fédéral de la statistique (comptes nationaux).

2.4 Secteur de l'agriculture

Les émissions de GES du secteur de l'agriculture représentaient aujourd'hui 16.5 % des émissions totales de GES de la Suisse. Ce secteur joue un rôle majeur dans les émissions de CH₄ et N₂O puisque, tous secteurs confondus, 86.6 % des émissions de CH₄ et 69.1 % des émissions de N₂O proviennent de l'agriculture. Dans ce secteur, les émissions de CH₄ prédominent, avec 63.3 %. Elles sont générées principalement par l'élevage bovin et la gestion des engrais de ferme. Les émissions de N₂O arrivent en deuxième position avec 27.7 %. Elles proviennent surtout des processus de décomposition biologique de dépôts d'azote (engrais commerciaux, engrais de ferme, résidus de récolte, etc.) sur les surfaces agricoles utiles et, dans une moindre mesure, de la gestion de l'engrais de ferme. Enfin, les émissions de CO₂ occupent la troisième place avec 8.9 %. Elles sont liées à l'utilisation d'agents énergétiques fossiles et, dans une proportion moindre, au chaulage et à la fertilisation à l'urée. La Figure 2-11 et la Figure 2-12 ainsi que le Tableau 2-10 montrent, au moyen d'indicateurs pertinents, l'évolution des émissions de GES dans le secteur de l'agriculture. Ainsi, les activités agricoles sont non seulement à l'origine des émissions directes mentionnées ici, mais exercent également un impact sur le bilan des gaz à effet de serre des sols agricoles.¹¹

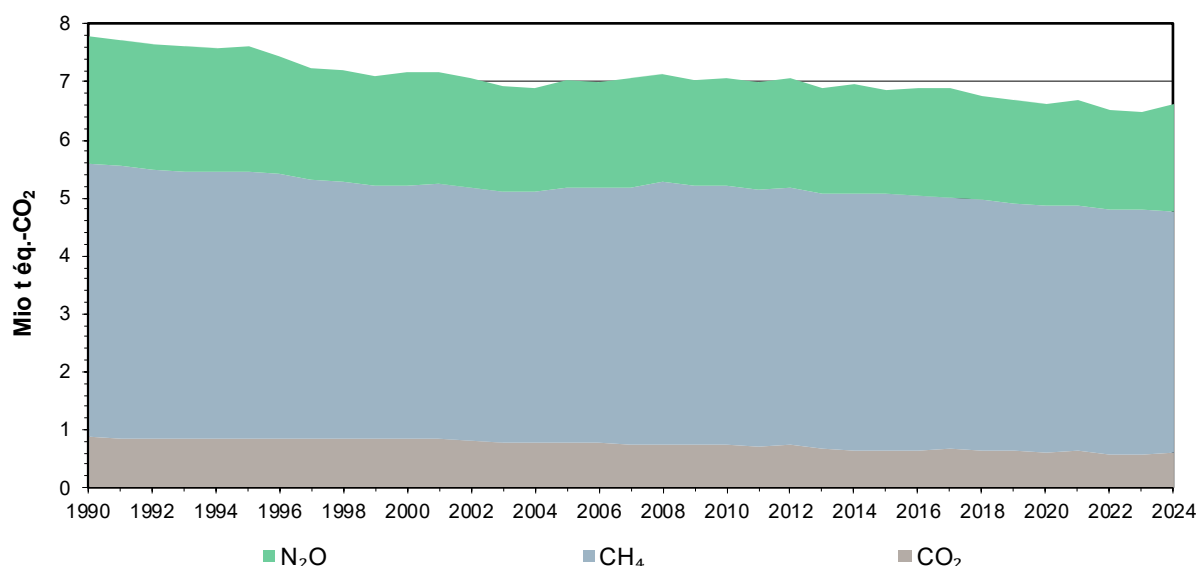


Figure 2-11 : Évolution des émissions de GES du secteur de l'agriculture, par gaz (CO₂, CH₄ et N₂O).

Concernant le secteur de l'agriculture, les émissions de tous les GES ont diminué dans les années 1990. Cependant, les principales émissions, celles de CH₄ et de N₂O, stagnent depuis le début des années 2000, tandis que la tendance à la baisse des émissions de CO₂ s'est poursuivie. La production de denrées alimentaires d'origine végétale a eu tendance à augmenter jusqu'en 2010, puis à diminuer, mais ses rendements sont soumis à d'importantes fluctuations du fait de sa dépendance aux conditions météorologiques (période de pluie lors des semis et de la floraison, grêle, sécheresses, etc.). La tendance a été plutôt à la baisse pour la production de denrées alimentaires d'origine animale. Dans l'ensemble, la production nationale de denrées alimentaires est actuellement plus ou moins au même niveau qu'en 1990. Les émissions de GES du secteur de l'agriculture ayant diminué (-15.1 % entre 1990 et 2024), celles par denrée alimentaire ont elles aussi chuté.¹²

¹¹ Voir également www.bafu.admin.ch/inventaire-gaz-serre-utilisation-des-terres.

¹² Cette affirmation fait référence aux marges de fonctionnement des systèmes et à la délimitation des secteurs utilisées ici (cf. Délimitation de secteurs à la page 4). Les flux de carbone des sols agricoles et les émissions des prestations préalables (fabrication d'engrais et d'aliments pour animaux) ne sont, par exemple, pas pris en considération.

Tableau 2-10 : Émissions de GES (totales et par gaz) du secteur de l'agriculture, avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-11 et de la Figure 2-12).

Année	Émissions de GES de l'agriculture (mio t éq.-CO ₂)				Denrées alimentaires d'origine végétale		Denrées alimentaires d'origine animale		Production nationale totale de denrées alimentaires			
	Total	CO ₂	CH ₄	N ₂ O	TJ	Indice 1990 = 100	TJ	Indice 1990 = 100	TJ	Indice 1990 = 100	g éq.-CO ₂ / KJ	Indice 1990 = 100
1990	7.79	0.86	4.72	2.21	9'577	100.0	12'271	100.0	21'848	100.0	0.356	100.0
1991	7.73	0.85	4.72	2.16	9'310	97.2	12'533	102.1	21'843	100.0	0.354	99.3
1992	7.66	0.85	4.64	2.16	9'964	104.0	12'266	100.0	22'230	101.7	0.345	96.7
1993	7.63	0.85	4.59	2.18	10'258	107.1	12'180	99.3	22'438	102.7	0.340	95.4
1994	7.59	0.85	4.60	2.13	9'492	99.1	11'912	97.1	21'404	98.0	0.354	99.4
1995	7.60	0.85	4.62	2.14	9'845	102.8	12'097	98.6	21'942	100.4	0.347	97.3
1996	7.44	0.85	4.58	2.01	10'812	112.9	11'796	96.1	22'608	103.5	0.329	92.3
1997	7.23	0.84	4.47	1.93	10'159	106.1	11'604	94.6	21'763	99.6	0.332	93.3
1998	7.21	0.84	4.44	1.93	10'906	113.9	11'927	97.2	22'833	104.5	0.316	88.5
1999	7.12	0.84	4.39	1.89	9'507	99.3	11'842	96.5	21'349	97.7	0.334	93.6
2000	7.17	0.84	4.37	1.96	11'925	124.5	11'615	94.7	23'540	107.7	0.305	85.5
2001	7.18	0.83	4.40	1.95	9'666	100.9	11'900	97.0	21'566	98.7	0.333	93.4
2002	7.07	0.82	4.37	1.88	10'979	114.6	11'765	95.9	22'744	104.1	0.311	87.2
2003	6.93	0.78	4.33	1.82	10'179	106.3	11'595	94.5	21'774	99.7	0.318	89.3
2004	6.91	0.79	4.31	1.81	11'931	124.6	11'506	93.8	23'437	107.3	0.295	82.7
2005	7.03	0.79	4.38	1.86	11'535	120.4	11'663	95.0	23'198	106.2	0.303	85.0
2006	7.00	0.77	4.42	1.81	10'946	114.3	11'662	95.0	22'608	103.5	0.309	86.8
2007	7.06	0.74	4.44	1.88	11'731	122.5	11'710	95.4	23'441	107.3	0.301	84.5
2008	7.14	0.74	4.55	1.84	11'447	119.5	11'571	94.3	23'018	105.4	0.310	87.0
2009	7.04	0.74	4.48	1.83	12'210	127.5	11'639	94.9	23'849	109.2	0.295	82.9
2010	7.07	0.74	4.45	1.88	11'076	115.6	11'818	96.3	22'893	104.8	0.309	86.7
2011	6.99	0.71	4.45	1.83	12'929	135.0	11'808	96.2	24'737	113.2	0.282	79.2
2012	7.08	0.73	4.46	1.89	11'721	122.4	11'708	95.4	23'429	107.2	0.302	84.7
2013	6.90	0.68	4.41	1.81	11'230	117.3	11'543	94.1	22'773	104.2	0.303	85.0
2014	6.97	0.65	4.44	1.88	12'631	131.9	11'864	96.7	24'495	112.1	0.285	79.8
2015	6.87	0.65	4.42	1.80	11'545	120.5	11'789	96.1	23'334	106.8	0.295	82.7
2016	6.90	0.65	4.39	1.86	10'129	105.8	11'834	96.4	21'963	100.5	0.314	88.2
2017	6.90	0.67	4.35	1.88	11'980	125.1	11'593	94.5	23'573	107.9	0.293	82.1
2018	6.76	0.63	4.34	1.79	10'972	114.6	11'676	95.2	22'648	103.7	0.299	83.8
2019	6.68	0.63	4.27	1.78	11'236	117.3	11'400	92.9	22'636	103.6	0.295	82.8
2020	6.63	0.62	4.23	1.78	11'237	117.3	11'488	93.6	22'725	104.0	0.292	81.9
2021	6.68	0.63	4.25	1.80	9'546	99.7	11'703	95.4	21'249	97.3	0.314	88.2
2022	6.51	0.58	4.23	1.69	10'953	114.4	11'456	93.4	22'409	102.6	0.290	81.5
2023	6.48	0.58	4.21	1.69	10'075	105.2	11'479	93.5	21'554	98.7	0.301	84.4
2024	6.61	0.59	4.19	1.83	8'839	92.3	11'349	92.5	20'188	92.4	0.327	91.8

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Union suisse des paysans (Agristat).

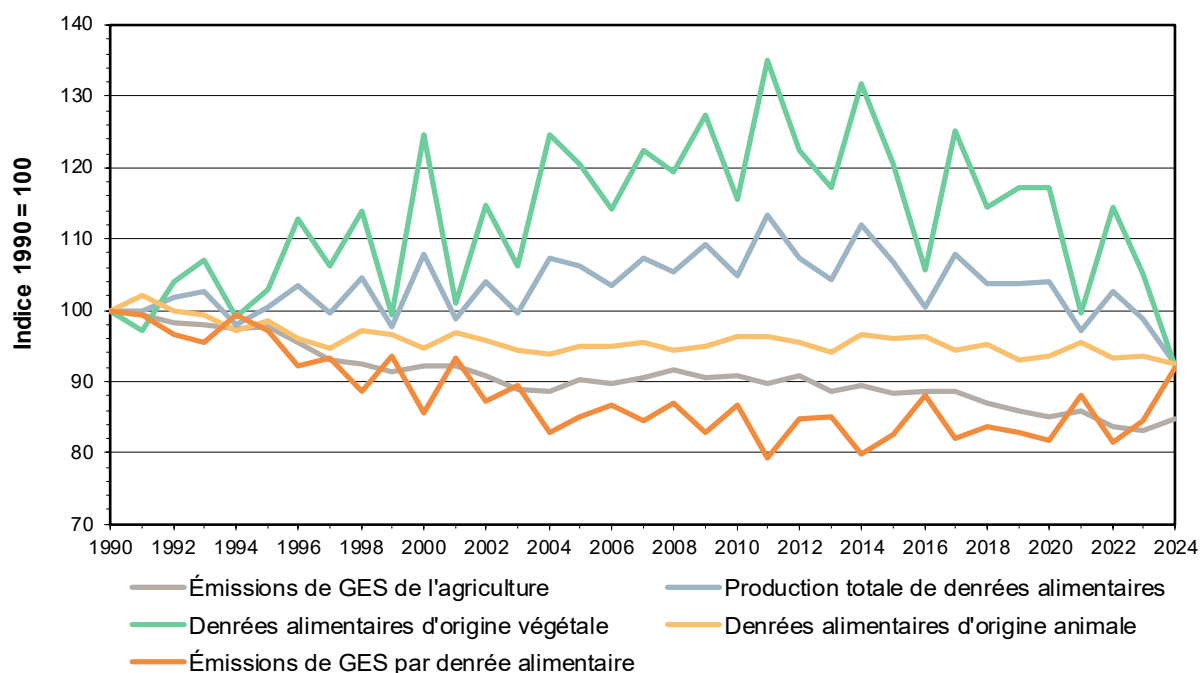


Figure 2-12: Évolution des émissions de GES du secteur de l'agriculture par rapport à 1990 (indicateurs pertinents : production de denrées alimentaires d'origine végétale et animale, production totale de denrées alimentaires [seulement pour la Suisse] et émissions de GES par denrée alimentaire).

2.4.1 Émissions de CH₄ liées à l'agriculture

La Figure 2-13 et la Figure 2-14 ainsi que le Tableau 2-11 montrent les émissions agricoles totales de CH₄ et les émissions de CH₄ causées par les vaches laitières (seulement les émissions de CH₄ directes liées à la digestion, c.-à-d. sans engrais de ferme), qui représentent à elles seules 49.5 % des émissions de CH₄ de l'agriculture. Ils indiquent également le cheptel des vaches laitières et le rendement laitier. Le recul du cheptel laitier, surtout jusqu'au début des années 2000, a largement contribué à réduire les émissions de GES dans le secteur de l'agriculture. Il faut relever toutefois que la diminution des émissions de CH₄ est nettement moins importante que celle du cheptel laitier, soulignant ainsi une augmentation des émissions de CH₄ par vache laitière. Cette évolution peut s'expliquer par l'accroissement continu du rendement laitier, qui est passé de 13.2 à 19.7 kilogrammes de lait par vache et par jour entre 1990 et 2024 (période de lactation de 305 jours). L'intensité en CH₄ du rendement laitier (émissions par quantité de lait) diminue donc de manière continue.

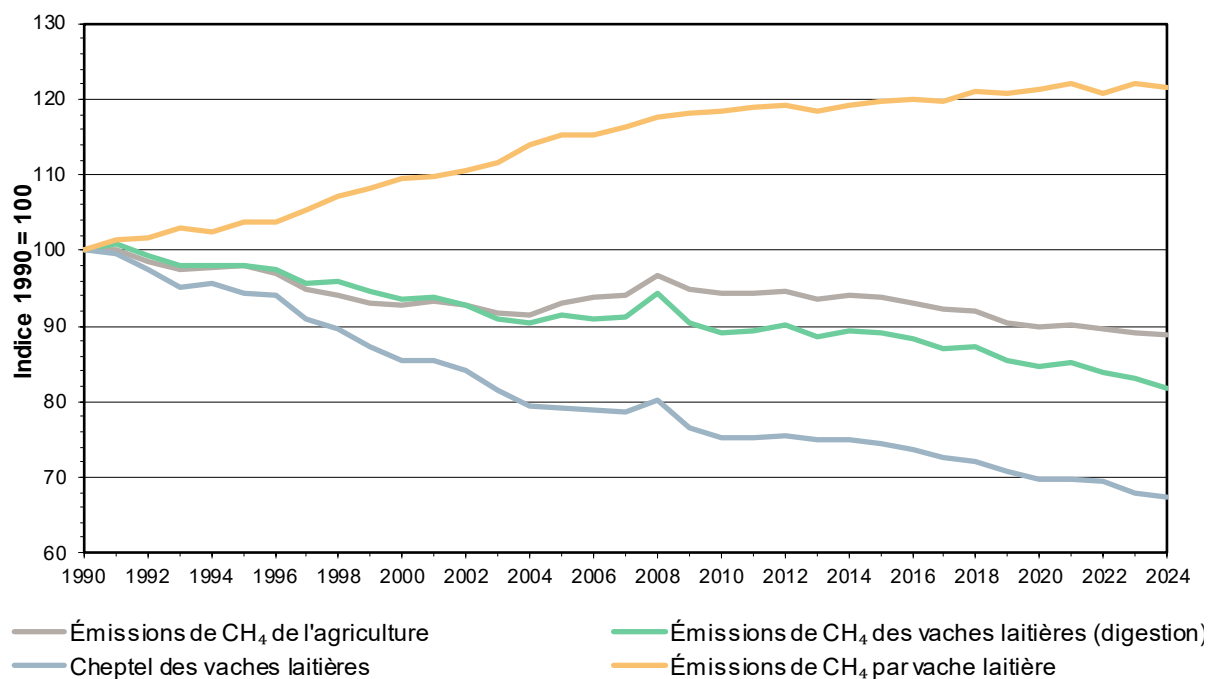


Figure 2-13 : Évolution des émissions de CH₄ du secteur de l'agriculture (totales et vaches laitières) par rapport à 1990 (indicateurs pertinents : cheptel de vaches laitières et, émissions de CH₄ par vache laitière – seulement les émissions directes de CH₄ liées à la digestion, c.-à-d. sans l'engrais de ferme).

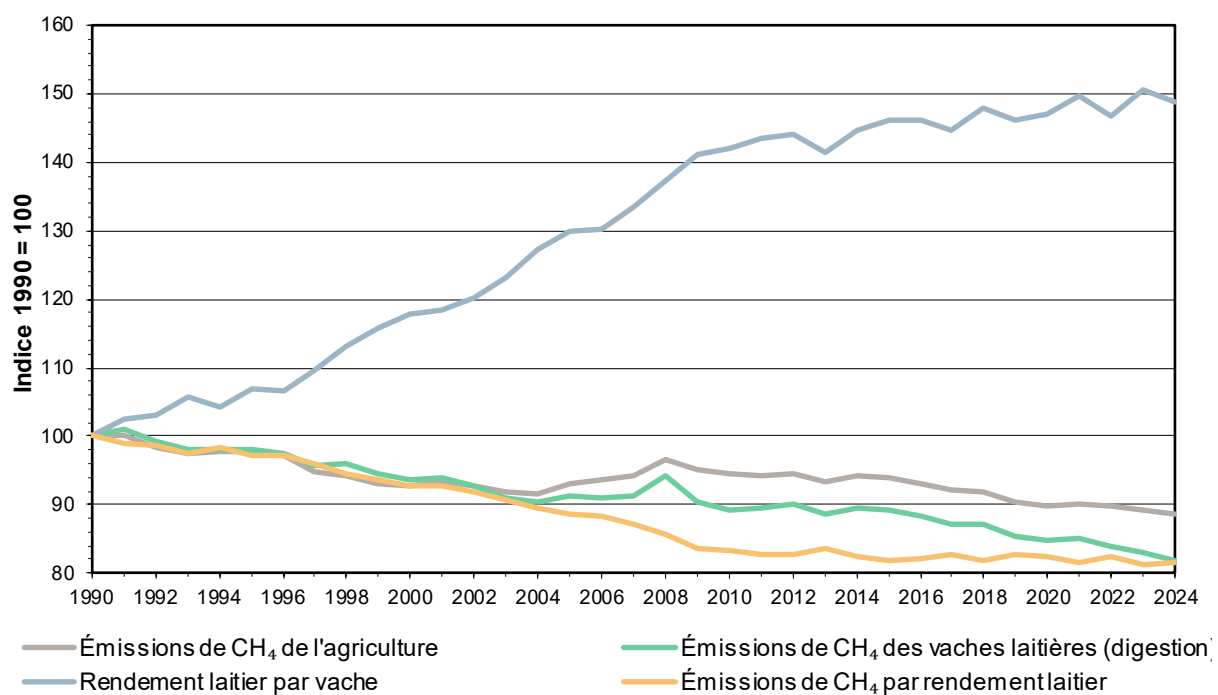


Figure 2-14 : Évolution des émissions de CH₄ dans le secteur de l'agriculture (totales et générées par le cheptel de vaches laitières) par rapport à 1990 (indicateurs pertinents : rendement laitier par vache, émissions de CH₄ des vaches laitières – seulement les émissions de CH₄ directes liées à la digestion, c.-à-d. sans l'engrais de ferme – et par rendement laitier).

Tableau 2-11 : Émissions de CH₄ du secteur de l'agriculture, avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-13 et de la Figure 2-14). S'agissant des émissions de CH₄ générées par les vaches laitières, seules les émissions de CH₄ directes liées à la digestion, c.-à-d. sans l'engrais de ferme, sont prises en compte.

Année	Émissions de CH ₄ de l'agriculture		Émissions de CH ₄ des vaches laitières (digestion)		Cheptel des vaches laitières				Rendement laitier			
	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Nombre	Indice 1990 = 100	t éq.-CO ₂ / vache / année	Indice 1990 = 100	t lait / vache / année	Indice 1990 = 100	g éq.-CO ₂ / kg lait	Indice 1990 = 100
1990	4.72	100.0	2.53	100.0	783'100	100.0	3.23	100.0	4.03	100.0	802.4	100.0
1991	4.72	100.0	2.56	101.0	780'500	99.7	3.28	101.3	4.13	102.4	793.5	98.9
1992	4.64	98.5	2.51	99.2	763'500	97.5	3.29	101.8	4.16	103.2	791.1	98.6
1993	4.59	97.3	2.48	97.9	744'450	95.1	3.33	103.0	4.26	105.6	782.8	97.6
1994	4.60	97.6	2.48	98.1	749'700	95.7	3.31	102.5	4.20	104.3	788.2	98.2
1995	4.62	97.9	2.48	98.1	739'641	94.5	3.36	103.8	4.31	107.0	779.0	97.1
1996	4.58	97.0	2.47	97.6	736'043	94.0	3.36	103.8	4.30	106.7	780.4	97.3
1997	4.47	94.7	2.42	95.7	711'613	90.9	3.40	105.3	4.42	109.6	770.7	96.1
1998	4.44	94.2	2.43	95.9	701'343	89.6	3.46	107.0	4.56	113.1	759.2	94.6
1999	4.39	93.1	2.39	94.6	683'545	87.3	3.50	108.3	4.66	115.7	751.3	93.6
2000	4.37	92.7	2.37	93.5	669'410	85.5	3.54	109.4	4.75	117.8	745.0	92.9
2001	4.40	93.4	2.38	93.8	669'410	85.5	3.55	109.7	4.77	118.4	743.8	92.7
2002	4.37	92.6	2.35	92.8	657'924	84.0	3.57	110.5	4.84	120.2	737.5	91.9
2003	4.33	91.7	2.30	91.0	638'288	81.5	3.61	111.6	4.96	123.1	728.0	90.7
2004	4.31	91.4	2.29	90.4	621'008	79.3	3.69	114.0	5.13	127.3	718.0	89.5
2005	4.38	92.9	2.31	91.3	620'708	79.3	3.73	115.2	5.23	129.8	712.2	88.8
2006	4.42	93.7	2.30	91.0	618'065	78.9	3.73	115.3	5.25	130.3	709.6	88.4
2007	4.44	94.2	2.31	91.3	614'795	78.5	3.76	116.3	5.37	133.4	699.6	87.2
2008	4.55	96.6	2.39	94.3	628'516	80.3	3.80	117.5	5.53	137.2	687.2	85.7
2009	4.48	95.0	2.29	90.4	599'361	76.5	3.82	118.1	5.68	141.1	671.8	83.7
2010	4.45	94.4	2.26	89.1	589'024	75.2	3.83	118.5	5.72	142.0	669.5	83.4
2011	4.45	94.3	2.27	89.5	589'239	75.2	3.85	118.9	5.79	143.6	664.6	82.8
2012	4.46	94.5	2.28	90.1	591'212	75.5	3.86	119.3	5.80	144.0	664.8	82.9
2013	4.41	93.5	2.25	88.7	586'609	74.9	3.83	118.4	5.70	141.4	671.7	83.7
2014	4.44	94.1	2.26	89.4	587'385	75.0	3.85	119.2	5.83	144.8	660.8	82.4
2015	4.42	93.8	2.26	89.2	583'277	74.5	3.87	119.8	5.89	146.2	657.1	81.9
2016	4.39	93.1	2.23	88.3	575'766	73.5	3.88	120.0	5.89	146.0	659.5	82.2
2017	4.35	92.2	2.21	87.1	569'185	72.7	3.87	119.8	5.83	144.6	664.6	82.8
2018	4.34	92.0	2.21	87.1	564'190	72.0	3.91	120.9	5.96	147.8	656.4	81.8
2019	4.27	90.5	2.16	85.5	554'588	70.8	3.90	120.7	5.89	146.0	663.2	82.7
2020	4.23	89.8	2.14	84.7	546'479	69.8	3.92	121.3	5.93	147.1	661.8	82.5
2021	4.25	90.1	2.15	85.0	545'533	69.7	3.95	122.1	6.03	149.6	654.7	81.6
2022	4.23	89.7	2.12	83.8	542'927	69.3	3.91	120.9	5.91	146.7	661.2	82.4
2023	4.21	89.2	2.10	83.0	532'319	68.0	3.95	122.0	6.06	150.4	650.9	81.1
2024	4.19	88.7	2.07	81.8	527'397	67.3	3.93	121.5	6.00	148.9	654.6	81.6

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Union suisse des paysans.

2.4.2 Émissions de N₂O liées à l'agriculture

La Figure 2-15 et le Tableau 2-12 montrent les émissions agricoles totales de N₂O, réparties selon qu'elles sont causées par des engrais commerciaux, des engrais de ferme et d'autres émissions (émissions directes : pâturage, résidus de récolte, minéralisation de l'azote et sols marécageux ; émissions indirectes : volatilisation d'azote, dépôts d'azote et lessivages ainsi qu'émissions générées par l'utilisation d'agents énergétiques fossiles). La tendance à la baisse des émissions de N₂O, en particulier dans les années 1990, reflète d'une part le recul de l'utilisation d'engrais dans l'agriculture induit par des incitations étatiques. D'autre part, les autres émissions présentent également une tendance à la baisse.

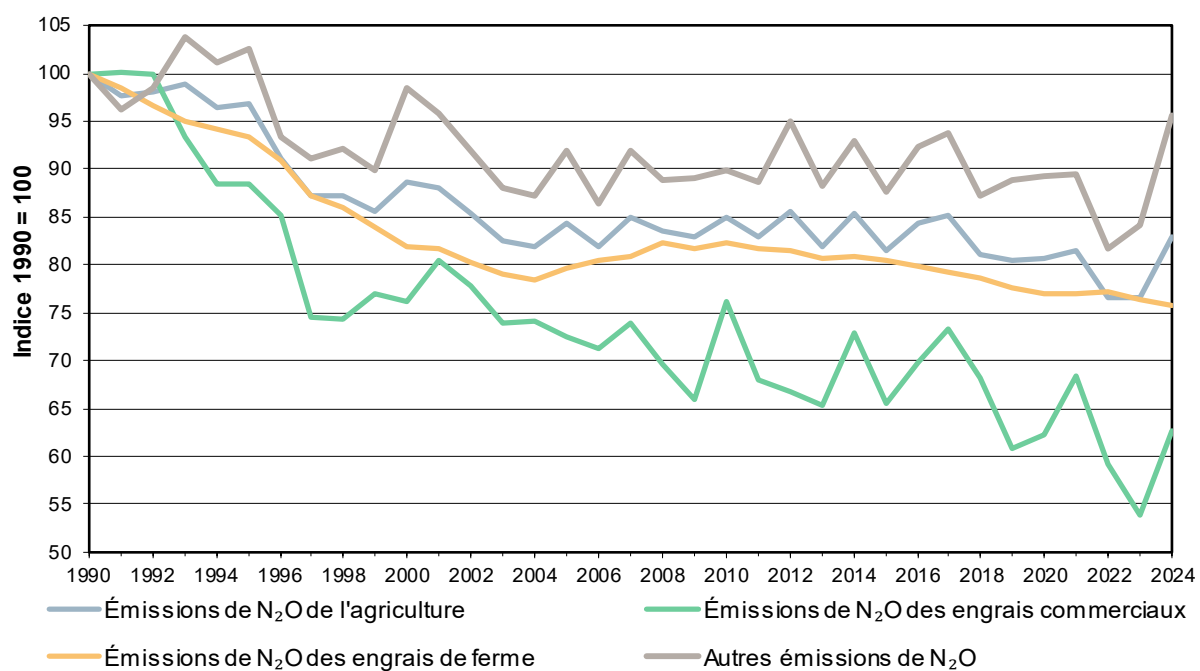


Figure 2-15 : Évolution des émissions de N₂O du secteur de l'agriculture (émissions totales et celles dues aux engrais commerciaux, aux engrais de ferme et à d'autres sources) par rapport à 1990.

Tableau 2-12 : Émissions totales de N₂O imputables au secteur de l'agriculture, réparties selon la source : engrais commerciaux, engrais de ferme (émissions directes et indirectes liées au stockage et émissions directes liées à l'épandage) et autres sources (données de la Figure 2-15).

Année	Émissions de N ₂ O de l'agriculture		Émissions de N ₂ O des engrais commerciaux		Émissions de N ₂ O des engrais de ferme		Autres émissions de N ₂ O	
	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio. t CO ₂ eq	Index 1990 = 100
1990	2.21	100.0	0.32	100.0	0.86	100.0	1.03	100.0
1991	2.16	97.7	0.32	100.0	0.85	98.5	0.99	96.2
1992	2.16	98.0	0.32	99.8	0.83	96.7	1.01	98.5
1993	2.18	98.8	0.30	93.4	0.82	95.0	1.07	103.7
1994	2.13	96.5	0.29	88.4	0.81	94.1	1.04	101.1
1995	2.14	96.9	0.29	88.4	0.80	93.4	1.05	102.5
1996	2.01	91.2	0.28	85.2	0.78	90.8	0.96	93.4
1997	1.93	87.2	0.24	74.5	0.75	87.2	0.94	91.1
1998	1.93	87.2	0.24	74.3	0.74	85.9	0.95	92.2
1999	1.89	85.7	0.25	77.1	0.72	83.9	0.92	89.8
2000	1.96	88.7	0.25	76.2	0.70	81.8	1.01	98.4
2001	1.95	88.1	0.26	80.5	0.70	81.8	0.98	95.7
2002	1.88	85.3	0.25	77.7	0.69	80.2	0.95	92.0
2003	1.82	82.5	0.24	74.0	0.68	79.1	0.90	88.1
2004	1.81	81.9	0.24	74.2	0.67	78.3	0.90	87.2
2005	1.86	84.3	0.23	72.4	0.68	79.7	0.94	91.9
2006	1.81	81.9	0.23	71.2	0.69	80.5	0.89	86.5
2007	1.88	85.0	0.24	73.9	0.69	80.8	0.94	91.9
2008	1.84	83.4	0.22	69.5	0.71	82.3	0.91	88.8
2009	1.83	82.8	0.21	65.9	0.70	81.7	0.91	89.1
2010	1.88	84.9	0.25	76.2	0.71	82.3	0.92	89.8
2011	1.83	82.9	0.22	68.0	0.70	81.7	0.91	88.6
2012	1.89	85.6	0.22	66.7	0.70	81.5	0.98	95.0
2013	1.81	82.0	0.21	65.2	0.69	80.7	0.91	88.3
2014	1.88	85.3	0.24	72.9	0.69	80.9	0.95	92.9
2015	1.80	81.6	0.21	65.6	0.69	80.4	0.90	87.6
2016	1.86	84.3	0.23	69.8	0.69	79.9	0.95	92.4
2017	1.88	85.2	0.24	73.3	0.68	79.3	0.96	93.8
2018	1.79	81.1	0.22	68.2	0.67	78.5	0.90	87.2
2019	1.78	80.4	0.20	60.8	0.67	77.6	0.91	88.9
2020	1.78	80.6	0.20	62.3	0.66	77.0	0.92	89.3
2021	1.80	81.5	0.22	68.3	0.66	77.0	0.92	89.5
2022	1.69	76.7	0.19	59.1	0.66	77.2	0.84	81.7
2023	1.69	76.7	0.17	53.9	0.66	76.3	0.86	84.1
2024	1.83	83.0	0.20	62.6	0.65	75.7	0.98	95.5

Source : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse).

2.5 Secteur des déchets

Le secteur des déchets représente actuellement 2.7 % des émissions totales de GES. Ces émissions sont générées par les décharges, par l'épuration des eaux usées, par le traitement biologique (compostage et fermentation de déchets dans les installations de méthanisation) ainsi que par les autres types d'incinération (incinération illégale de déchets, incinération de boues d'épuration, incinération à ciel ouvert de déchets verts, etc.¹³ sans utilisation d'énergie). La Figure 2-16 et le Tableau 2-13 présentent la répartition des émissions de GES imputables au secteur des déchets selon les catégories susmentionnées.

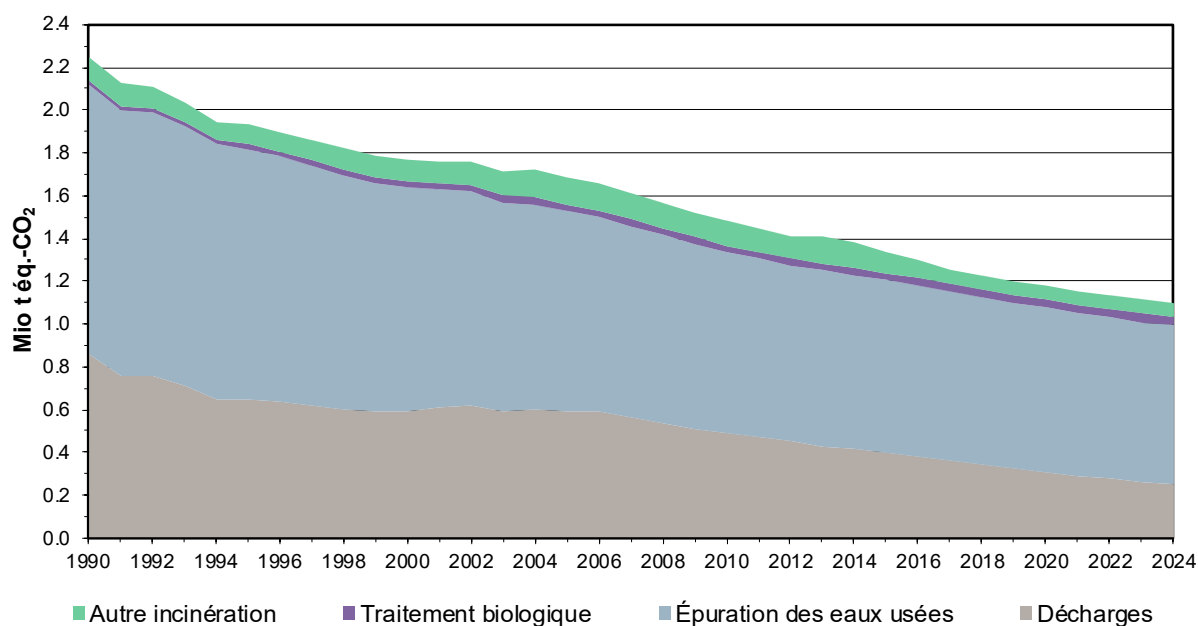


Figure 2-16 : Évolution des émissions de GES du secteur des déchets entre 1990 et 2024, réparties selon les catégories : décharges, traitement biologique, autres types d'incinération (sans utilisation d'énergie) et épuration des eaux usées.

Dans les années 1990, les émissions de N₂O générées par l'épuration des eaux usées et les émissions de CH₄ provenant des décharges représentaient la plus grande part des émissions de GES du secteur des déchets. Grâce aux améliorations techniques apportées aux stations d'épuration des eaux usées, les émissions de N₂O générées par le traitement des eaux usées ont toutefois pu être réduites de manière constante, malgré l'augmentation de la population. Comme le montre la Figure 2-17, la quantité de déchets mis en décharge a également très fortement chuté. Avec l'interdiction de mise en décharge adoptée en 2000, plus aucun déchet combustible ne peut être stocké dans une décharge. Les processus de décomposition des déchets qui s'y trouvaient déjà se poursuivent depuis de nombreuses années et rejettent des quantités considérables de CH₄ dans l'atmosphère et ce, malgré les systèmes de captage du gaz. La majeure partie des émissions CH₄ recensées durant les années 2000 provient donc des déchets mis en décharge dans les années 1990. Dans l'ensemble, les émissions de CH₄ liées aux décharges ont donc diminué continuellement, mais de manière différée dans le temps. Les émissions de GES causées par d'autres types d'incinération jouent un rôle mineur tandis que celles générées par les procédés de traitement biologique des déchets ont progressé dans les années 1990, du fait de l'augmentation des déchets compostés. Bien que ces derniers aient atteint un maximum au début des années 2000, le nombre d'installations de méthanisation n'a cessé d'augmenter depuis (Figure 2-18).

¹³ À noter que les émissions liées à l'incinération de déchets – par exemple dans les usines d'incinération des ordures ménagères ou en tant que combustible alternatif dans l'industrie du ciment – sont comptabilisées dans le secteur de l'industrie (pour d'autres informations, cf. Délimitation des secteurs à la page 4).

Tableau 2-13 : Émissions de GES (émissions totales et émissions réparties selon les catégories : décharges, traitement biologique, autres types d'incinération et épuration des eaux usées) du secteur des déchets, avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 2-16 et de la Figure 2-17).

Année	Émissions de GES totales de la gestion des déchets (Mio t éq.-CO ₂)					Déchets mis en décharge*		Nombre d'installations de méthanisation		Déchets compostés		Population	
	Total	Décharges	Traitement biologique	Autre incinération	Épuration des eaux usées	Mio t	Indice 1990 = 100	Nombre	Indice 1990 = 100	Mio t	Indice 1990 = 100	Mio habitants	Indice 1990 = 100
1990	2.25	0.86	0.02	0.12	1.25	0.86	100.0	102	100.0	0.14	100.0	6.674	100.0
1991	2.13	0.76	0.02	0.11	1.24	0.88	102.8	98	96.1	0.15	109.2	6.757	101.2
1992	2.11	0.76	0.02	0.10	1.23	0.88	102.8	98	96.1	0.17	118.4	6.843	102.5
1993	2.04	0.71	0.02	0.09	1.21	0.83	96.7	86	84.3	0.18	125.9	6.908	103.5
1994	1.95	0.65	0.02	0.09	1.19	0.71	82.3	84	82.4	0.19	136.8	6.969	104.4
1995	1.93	0.65	0.02	0.09	1.17	0.63	73.0	80	78.4	0.21	147.1	7.019	105.2
1996	1.90	0.63	0.03	0.09	1.15	0.55	63.8	79	77.5	0.22	157.5	7.062	105.8
1997	1.86	0.62	0.03	0.10	1.12	0.54	62.8	75	73.5	0.23	163.3	7.081	106.1
1998	1.82	0.60	0.03	0.10	1.09	0.53	61.9	71	69.6	0.24	169.1	7.096	106.3
1999	1.79	0.59	0.03	0.10	1.07	0.53	61.6	77	75.5	0.26	184.4	7.124	106.7
2000	1.76	0.59	0.03	0.10	1.05	0.35	40.7	79	77.5	0.28	199.7	7.164	107.4
2001	1.76	0.60	0.03	0.10	1.02	0.22	25.6	81	79.4	0.28	203.0	7.198	107.8
2002	1.76	0.62	0.03	0.11	1.00	0.09	10.5	75	73.5	0.29	206.2	7.256	108.7
2003	1.72	0.59	0.03	0.12	0.98	0.06	6.8	74	72.5	0.29	203.7	7.314	109.6
2004	1.72	0.60	0.03	0.13	0.96	0.03	3.2	78	76.5	0.28	201.3	7.364	110.3
2005	1.69	0.59	0.03	0.12	0.94	0.02	1.9	86	84.3	0.28	198.8	7.415	111.1
2006	1.66	0.59	0.03	0.12	0.91	0.00	0.5	93	91.2	0.28	196.4	7.459	111.8
2007	1.61	0.57	0.03	0.12	0.89	0.00	0.2	93	91.2	0.27	193.9	7.509	112.5
2008	1.57	0.54	0.03	0.12	0.88	0.00	0.1	91	89.2	0.27	191.4	7.593	113.8
2009	1.52	0.51	0.03	0.12	0.86	0.00	0.0	96	94.1	0.26	189.0	7.702	115.4
2010	1.48	0.49	0.03	0.12	0.84	0.00	0.0	94	92.2	0.26	185.5	7.786	116.7
2011	1.45	0.47	0.03	0.11	0.84	0.00	0.0	108	105.9	0.26	183.2	7.870	117.9
2012	1.41	0.45	0.03	0.10	0.83	0.00	0.0	115	112.7	0.25	181.0	7.955	119.2
2013	1.41	0.43	0.03	0.12	0.82	0.00	0.0	123	120.6	0.25	181.5	8.039	120.5
2014	1.38	0.41	0.03	0.12	0.82	0.00	0.0	123	120.6	0.23	165.2	8.140	122.0
2015	1.34	0.39	0.03	0.10	0.81	0.00	0.0	125	122.5	0.21	151.3	8.238	123.4
2016	1.30	0.38	0.04	0.09	0.80	0.00	0.0	125	122.5	0.24	172.1	8.327	124.8
2017	1.26	0.36	0.04	0.07	0.80	0.00	0.0	134	131.4	0.24	168.4	8.420	126.2
2018	1.23	0.34	0.04	0.07	0.79	0.00	0.0	139	136.3	0.23	164.3	8.484	127.1
2019	1.20	0.32	0.04	0.07	0.78	0.00	0.0	141	138.2	0.26	183.9	8.545	128.0
2020	1.18	0.30	0.04	0.06	0.77	0.00	0.0	146	143.1	0.25	177.8	8.606	129.0
2021	1.15	0.29	0.04	0.06	0.76	0.00	0.0	149	146.1	0.26	184.9	8.670	129.9
2022	1.13	0.27	0.04	0.06	0.75	0.00	0.0	154	151.0	0.23	166.8	8.739	130.9
2023	1.12	0.26	0.04	0.07	0.75	0.00	0.0	156	152.9	0.24	174.8	8.815	132.1
2024	1.10	0.25	0.04	0.07	0.74	0.00	0.0	166	162.7	0.24	174.8	8.962	134.3

* Suisse, y c. importations.

Les émissions indirectes de CO₂ imputables au secteur des déchets sont comptabilisées sous « autres incinération ».

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral de la statistique (Statistique de l'état annuel de la population).

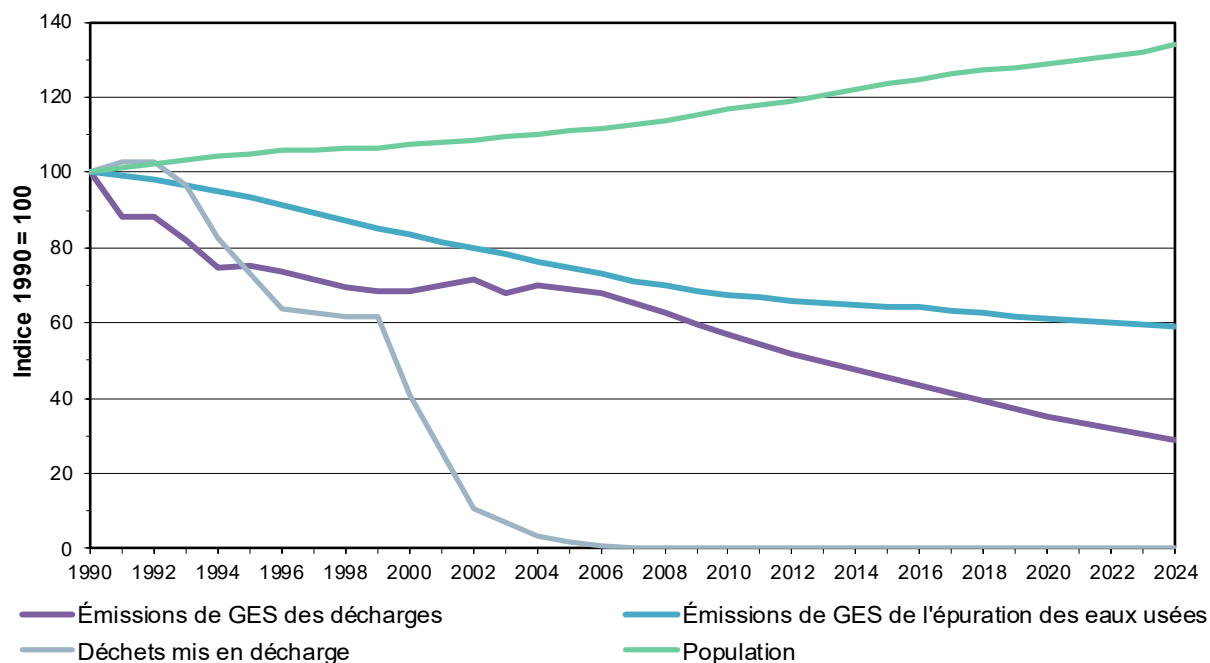


Figure 2-17 : Évolution des émissions de GES liées aux décharges et à l'épuration des eaux usées par rapport à 1990, en relation avec la quantité de déchets mis en décharge et l'évolution démographique.

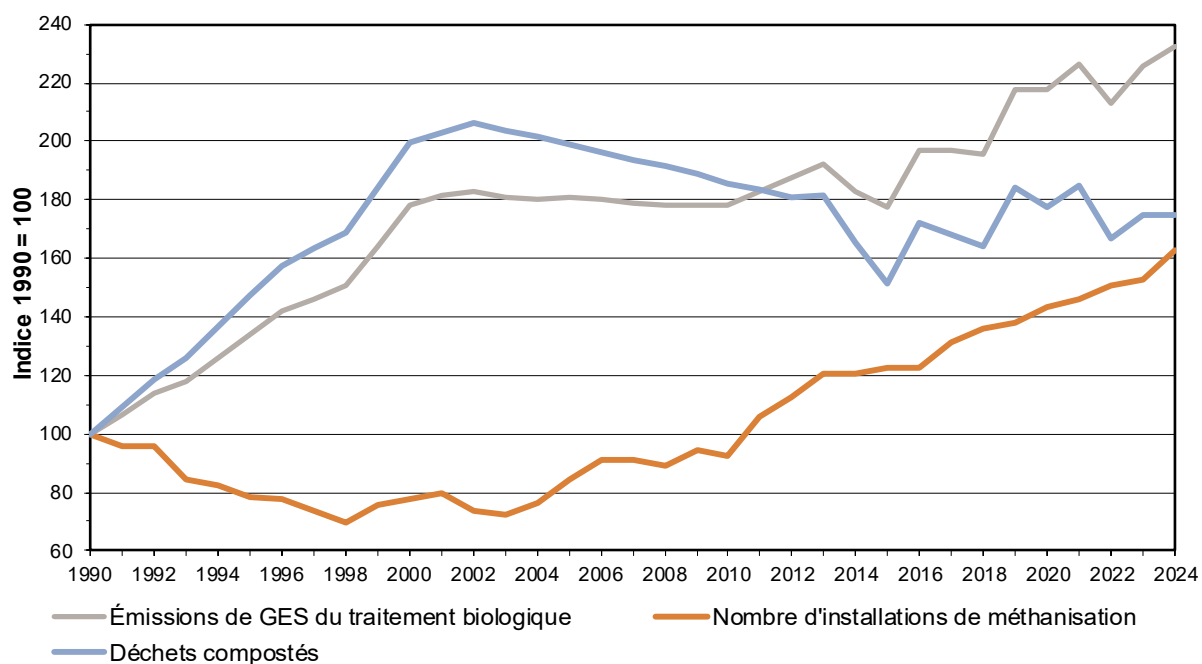


Figure 2-18 : Évolution des émissions de GES liées au traitement biologique des déchets par rapport à 1990, en relation avec la quantité de déchets compostés et le nombre d'installations de méthanisation.

3 Contextualisation des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse

Ce chapitre contextualise l'évolution des émissions de GES en les mettant en relation avec des grandeurs socioéconomiques générales, telles que l'évolution de la population, du PIB et de la consommation énergétique. La consommation finale d'énergie est ensuite ventilée entre les agents énergétiques fossiles afin de mettre en évidence la réduction de l'intensité en carbone de la consommation énergétique.

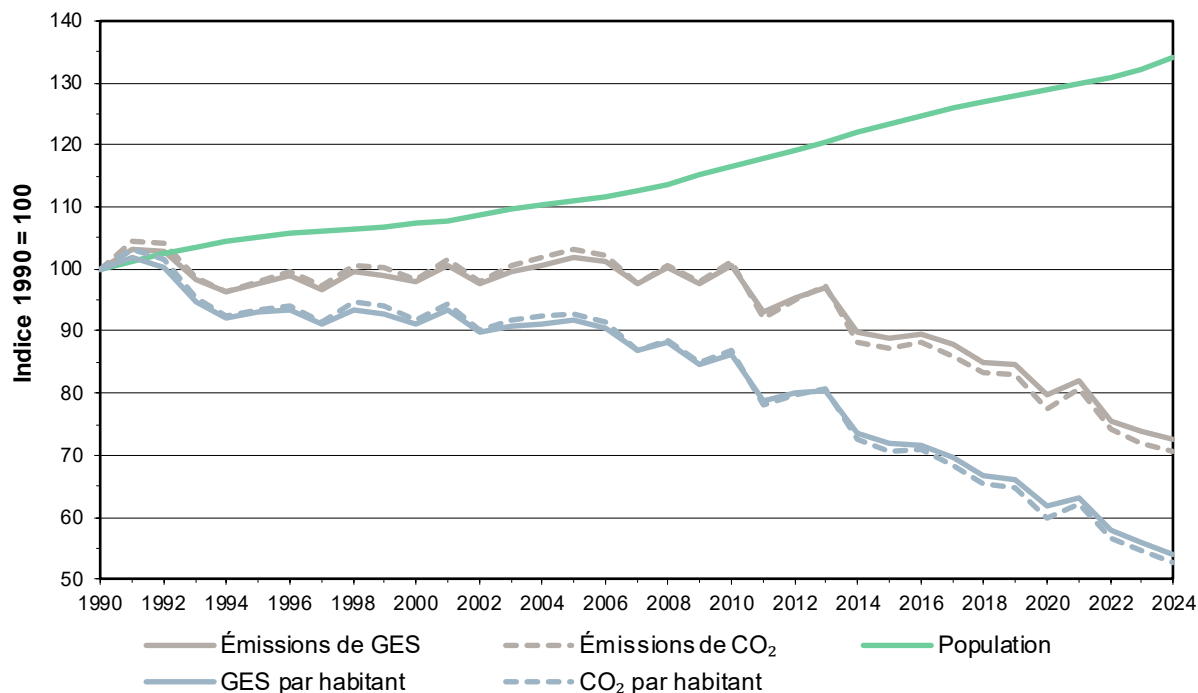


Figure 3-1 : Évolution des émissions de GES et de CO₂ par rapport à 1990, en relation avec la population, et émissions de GES et de CO₂ par habitant.

Depuis 1990, la population a augmenté (+34.3 %). La Figure 3-1 montre que malgré cette croissance démographique survenue entre 1990 et 2010, les émissions de GES (et, en parallèle, les émissions de CO₂) se sont stabilisées avant de diminuer. Jusqu'en 2024, elles ont baissé par rapport à 1990 (-27.3 %). Les émissions par habitant ont affiché un recul encore plus marqué (-45.9 %), passant de 8.3 à 4.5 tonnes d'éq.-CO₂ par habitant entre 1990 et 2024.

Malgré la croissance du produit intérieur brut entre 1990 et 2024 (+74.0 %, PIB réel, année de référence 2010), les émissions de GES sont restées longtemps à un niveau constant et ont même légèrement baissé depuis 2010 (Figure 3-2). Cette évolution indique un certain découplage entre la croissance économique et ces émissions. En 2009 et 2020, la crise économique, respectivement l'influence des mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus, sont visible dans les baisses à court terme du PIB. Entre 1990 et 2024, les émissions de GES par unité de PIB sont passées de 120.4 à 50.3 grammes d'éq.-CO₂, ce qui correspond à une forte diminution (-58.2 %).

Les fluctuations de la consommation finale d'énergie et des émissions de GES s'expliquent par l'influence des conditions météorologiques (degrés-jours de chauffage, Figure 3-3). Les besoins en énergies de chauffage sont en effet nettement plus marqués durant les années avec des mois d'hivers rigoureux. La divergence qui augmente depuis 1990 entre la consommation finale d'énergie et les émissions de GES (et donc la diminution des émissions de GES par consommation finale d'énergie) est vraisemblablement due en grande partie à l'utilisation accrue d'agents énergétiques non fossiles et au remplacement du pétrole par le gaz naturel (cf. Figure 3-4 et Figure 3-5). En outre, il y a eu une amélioration de l'efficacité énergétique, ce qui a affecté à la fois la consommation finale d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.

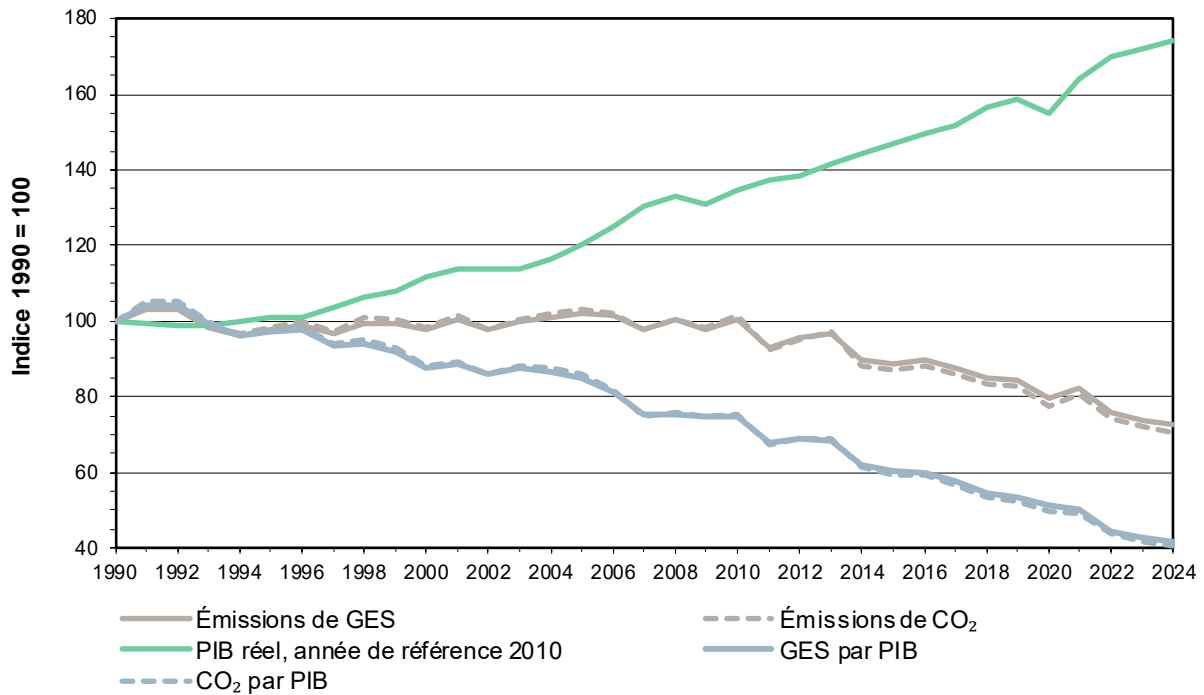


Figure 3-2 : Évolution des émissions de GES et de CO₂ par rapport à 1990, en relation avec le PIB, et émissions de GES et de CO₂ par unité de PIB.

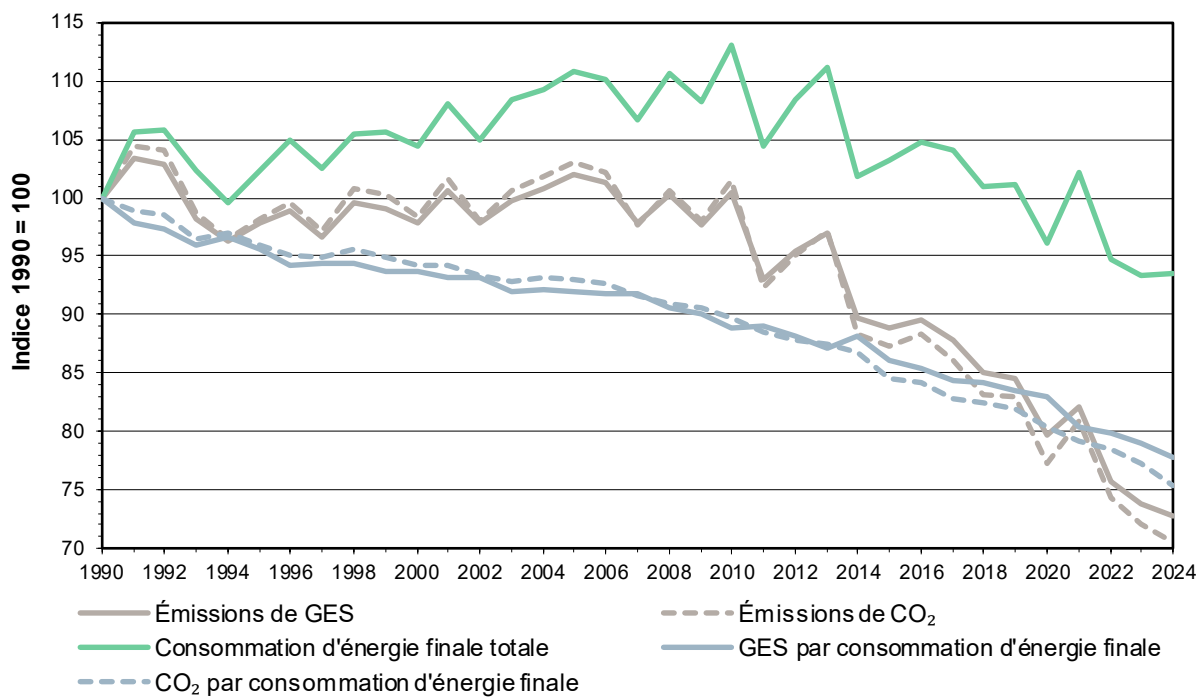


Figure 3-3 : Évolution des émissions de GES et de CO₂ par rapport à 1990, en relation avec la consommation finale d'énergie (hors pétrole pour avions), émissions de GES et de CO₂ par consommation finale d'énergie.

Tableau 3-1 : Émissions de GES (émissions totales et de CO₂) de la Suisse, avec les indicateurs pertinents (données de la Figure 3-1 à la Figure 3-3).

Année	Émissions de GES		Émissions de CO ₂		Population						Produit intérieur brut (réel, année de référence 2010)						Consommation d'énergie finale totale (sans pétrole pour avions)					
	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio t CO ₂	Indice 1990 = 100	Mio habitants	Indice 1990 = 100	t éq.-CO ₂ / hab.	Indice 1990 = 100	t CO ₂ / hab.	Indice 1990 = 100	Mia CHF	Indice 1990 = 100	g éq.-CO ₂ / CHF PIB	Indice 1990 = 100	g CO ₂ / CHF	Indice 1990 = 100	1'000 TJ	Indice 1990 = 100	t éq.-CO ₂ / TJ	Indice 1990 = 100	t CO ₂ / TJ	Indice 1990 = 100
1990	55.17	100.0	44.54	100.0	6.674	100.0	8.27	100.0	6.67	100.0	458.2	100.0	120.4	100.0	97.2	100.0	746.8	100.0	73.87	100.0	59.64	100.0
1991	56.99	103.3	46.51	104.4	6.757	101.2	8.43	102.0	6.88	103.1	454.1	99.1	125.5	104.3	102.4	105.4	788.9	105.6	72.24	97.8	58.95	98.8
1992	56.72	102.8	46.37	104.1	6.843	102.5	8.29	100.3	6.78	101.5	453.5	99.0	125.1	103.9	102.2	105.2	789.5	105.7	71.85	97.3	58.73	98.5
1993	54.16	98.2	43.93	98.6	6.908	103.5	7.84	94.9	6.36	95.3	453.1	98.9	119.5	99.3	97.0	99.8	764.3	102.3	70.87	95.9	57.48	96.4
1994	53.07	96.2	42.97	96.5	6.969	104.4	7.62	92.1	6.17	92.4	458.8	100.1	115.7	96.1	93.7	96.4	743.5	99.6	71.38	96.6	57.80	96.9
1995	53.96	97.8	43.70	98.1	7.019	105.2	7.69	93.0	6.23	93.3	461.4	100.7	117.0	97.2	94.7	97.4	764.2	102.3	70.61	95.6	57.18	95.9
1996	54.53	98.9	44.37	99.6	7.062	105.8	7.72	93.4	6.28	94.1	463.5	101.1	117.7	97.7	95.7	98.5	783.0	104.9	69.65	94.3	56.67	95.0
1997	53.34	96.7	43.29	97.2	7.081	106.1	7.53	91.1	6.11	91.6	473.6	103.4	112.6	93.5	91.4	94.0	765.3	102.5	69.70	94.4	56.57	94.9
1998	54.88	99.5	44.85	100.7	7.096	106.3	7.73	93.6	6.32	94.7	486.0	106.1	112.9	93.8	92.3	95.0	787.2	105.4	69.72	94.4	56.98	95.5
1999	54.66	99.1	44.66	100.3	7.124	106.7	7.67	92.8	6.27	93.9	494.7	108.0	110.5	91.8	90.3	92.9	789.2	105.7	69.26	93.8	56.59	94.9
2000	54.00	97.9	43.83	98.4	7.164	107.4	7.54	91.2	6.12	91.7	512.4	111.8	105.4	87.5	85.5	88.0	779.7	104.4	69.26	93.8	56.21	94.2
2001	55.51	100.6	45.28	101.6	7.198	107.8	7.71	93.3	6.29	94.3	521.7	113.8	106.4	88.4	86.8	89.3	806.4	108.0	68.84	93.2	56.14	94.1
2002	53.94	97.8	43.64	98.0	7.256	108.7	7.43	89.9	6.02	90.1	522.5	114.0	103.2	85.8	83.5	85.9	783.8	105.0	68.81	93.2	55.68	93.4
2003	54.98	99.7	44.82	100.6	7.314	109.6	7.52	90.9	6.13	91.8	521.8	113.9	105.4	87.5	85.9	88.4	810.0	108.5	67.88	91.9	55.33	92.8
2004	55.56	100.7	45.38	101.9	7.364	110.3	7.54	91.3	6.16	92.3	534.1	116.5	104.0	86.4	85.0	87.4	816.0	109.3	68.09	92.2	55.62	93.2
2005	56.23	101.9	45.92	103.1	7.415	111.1	7.58	91.7	6.19	92.8	551.0	120.2	102.0	84.8	83.3	85.7	827.9	110.9	67.92	91.9	55.47	93.0
2006	55.85	101.2	45.51	102.2	7.459	111.8	7.49	90.6	6.10	91.4	573.1	125.1	97.5	80.9	79.4	81.7	823.0	110.2	67.86	91.9	55.30	92.7
2007	53.94	97.8	43.50	97.7	7.509	112.5	7.18	86.9	5.79	86.8	597.1	130.3	90.3	75.0	72.9	75.0	796.1	106.6	67.75	91.7	54.64	91.6
2008	55.31	100.3	44.84	100.7	7.593	113.8	7.28	88.1	5.90	88.5	610.5	133.2	90.6	75.3	73.4	75.6	826.1	110.6	66.95	90.6	54.27	91.0
2009	53.84	97.6	43.66	98.0	7.702	115.4	6.99	84.6	5.67	84.9	599.8	130.9	89.8	74.6	72.8	74.9	808.7	108.3	66.58	90.1	53.99	90.5
2010	55.44	100.5	45.17	101.4	7.786	116.7	7.12	86.1	5.80	86.9	617.6	134.8	89.8	74.6	73.1	75.2	844.0	113.0	65.68	88.9	53.51	89.7
2011	51.28	93.0	41.10	92.3	7.870	117.9	6.52	78.8	5.22	78.3	628.6	137.2	81.6	67.8	65.4	67.3	779.2	104.3	65.82	89.1	52.75	88.4
2012	52.67	95.5	42.36	95.1	7.955	119.2	6.62	80.1	5.33	79.8	634.4	138.4	83.0	69.0	66.8	68.7	809.0	108.3	65.10	88.1	52.37	87.8
2013	53.47	96.9	43.30	97.2	8.039	120.5	6.65	80.5	5.39	80.7	647.5	141.3	82.6	68.6	66.9	68.8	830.3	111.2	64.40	87.2	52.15	87.4
2014	49.51	89.7	39.36	88.4	8.140	122.0	6.08	73.6	4.84	72.4	662.1	144.5	74.8	62.1	59.4	61.2	760.0	101.8	65.15	88.2	51.79	86.8
2015	48.99	88.8	38.86	87.3	8.238	123.4	5.95	72.0	4.72	70.7	673.3	146.9	72.8	60.4	57.7	59.4	770.5	103.2	63.59	86.1	50.44	84.6
2016	49.35	89.5	39.33	88.3	8.327	124.8	5.93	71.7	4.72	70.8	684.3	149.3	72.1	59.9	57.5	59.1	782.8	104.8	63.04	85.3	50.25	84.2
2017	48.43	87.8	38.34	86.1	8.420	126.2	5.75	69.6	4.55	68.2	696.3	152.0	69.6	57.8	55.1	56.6	776.9	104.0	62.34	84.4	49.35	82.7
2018	46.88	85.0	37.05	83.2	8.484	127.1	5.53	66.9	4.37	65.4	717.4	156.6	65.3	54.3	51.6	53.1	753.5	100.9	62.22	84.2	49.16	82.4
2019	46.64	84.6	36.93	82.9	8.545	128.0	5.46	66.0	4.32	64.8	727.5	158.8	64.1	53.3	50.8	52.2	755.7	101.2	61.72	83.6	48.86	81.9
2020	43.99	79.7	34.44	77.3	8.606	129.0	5.11	61.8	4.00	60.0	710.8	155.1	61.9	51.4	48.5	49.9	718.2	96.2	61.25	82.9	47.96	80.4
2021	45.30	82.1	36.01	80.8	8.670	129.9	5.22	63.2	4.15	62.2	752.6	164.2	60.2	50.0	47.9	49.2	762.5	102.1	59.41	80.4	47.23	79.2
2022	41.73	75.6	33.06	74.2	8.739	130.9	4.77	57.8	3.78	56.7	778.7	169.9	53.6	44.5	42.5	43.7	707.0	94.7	59.02	79.9	46.76	78.4
2023	40.67	73.7	32.09	72.0	8.815	132.1	4.61	55.8	3.64	54.5	788.4	172.1	51.6	42.8	40.7	41.9	697.1	93.3	58.35	79.0	46.03	77.2
2024	40.11	72.7	31.43	70.6	8.962	134.3	4.48	54.1	3.51	52.5	797.5	174.0	50.3	41.8	39.4	40.5	698.5	93.5	57.42	77.7	44.99	75.4

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral de la statistique (Statistique de l'état annuel de la population, Statistique de la population et des ménages, Statistique de la population résidante de nationalité étrangère, comptes nationaux) / Office fédéral de l'énergie (Statistique globale suisse de l'énergie).

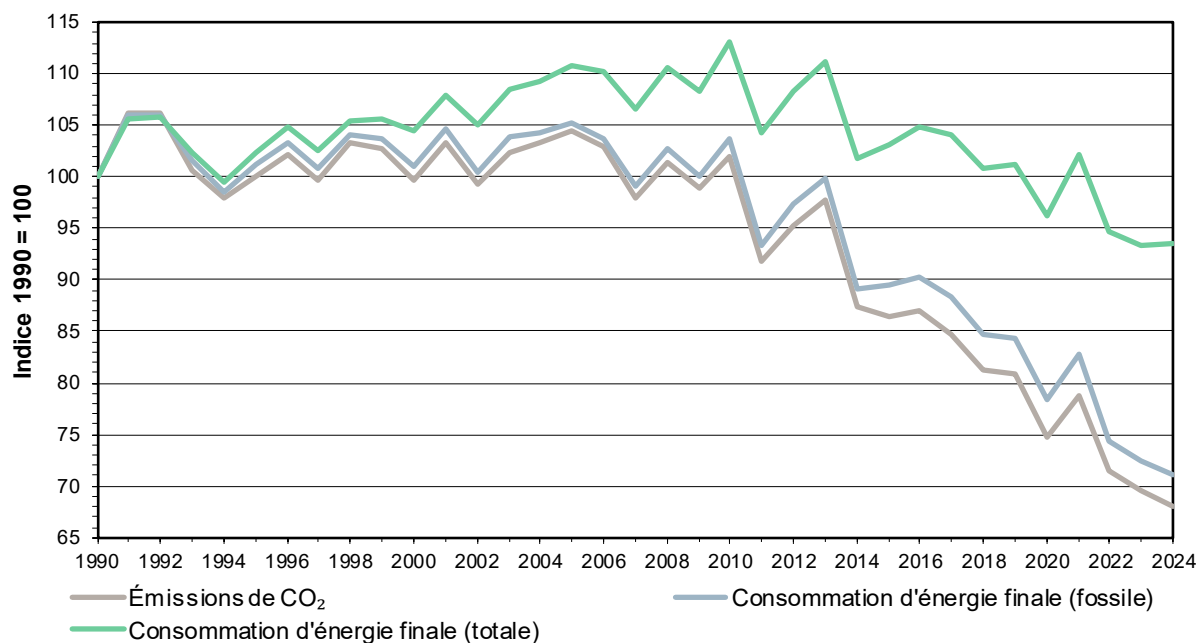


Figure 3-4 : Évolution des émissions de CO₂ provenant d'agents énergétiques fossiles (combustibles et carburants) et de la consommation finale (consommation totale et d'énergie fossile, hors pétrole pour avions).

La Figure 3-4 compare l'évolution des émissions de CO₂ à celle de la consommation finale d'énergie (consommation totale et d'énergie fossile). Les émissions de CO₂ suivent la consommation d'énergie finale en agents énergétiques fossiles. La divergence entre la consommation finale d'énergie d'origine fossile et le total de la consommation finale d'énergie témoigne d'un accroissement de la part des énergies renouvelables (soleil, chaleur ambiante, biogaz, etc.). La légère divergence entre l'évolution de la consommation finale d'énergies d'origine fossile et les émissions de CO₂ provenant d'agents énergétiques fossiles s'explique avant tout par le remplacement des produits pétroliers par le gaz naturel (Figure 3-5). En conséquence des mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus, la consommation d'énergie et donc les émissions de CO₂ provenant d'agents énergétiques fossiles ont diminué de manière significative entre 2019 et 2020. L'augmentation entre 2020 et 2021 est notamment une conséquence du temps plus clément (augmentation de la consommation d'énergie pour le chauffage), tandis que la nouvelle baisse qui suit est la conséquence d'un temps plus rigoureux (diminution de la consommation d'énergie pour le chauffage).

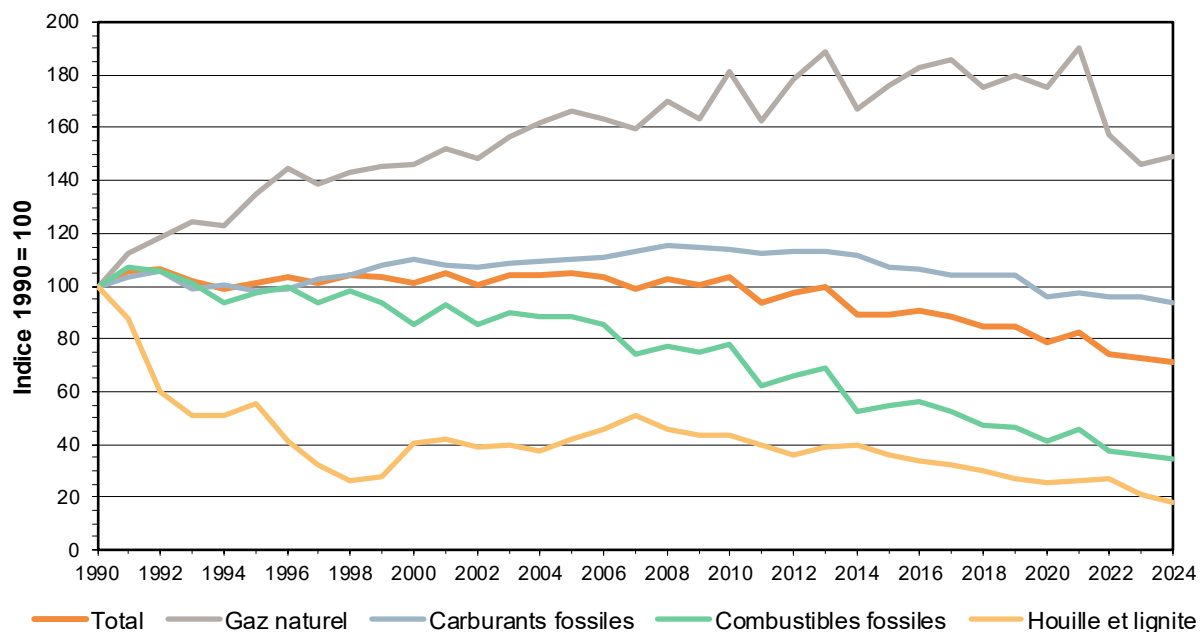


Figure 3-5 : Évolution de la consommation finale d'énergies fossiles totale et répartition selon les différents agents énergétiques fossiles (gaz naturel, carburants et combustibles issus du pétrole, houille et lignite). À partir de 2022, l'impact de la guerre d'agression russe sur l'Ukraine est particulièrement visible sur la consommation de gaz.

La consommation finale d'énergies fossiles est relativement constante depuis 1990 et n'enregistre une légère baisse que depuis ces dernières années (Figure 3-5). La part des différents agents énergétiques s'est toutefois modifiée au fil des années. La consommation finale d'énergie provenant du gaz naturel a augmenté continuellement, le mazout étant de plus en plus souvent remplacé par le gaz naturel. Tandis que la consommation finale d'énergie provenant de produits issus du pétrole utilisés en tant que combustibles a fortement chuté, l'utilisation de ces derniers en tant que carburant a légèrement progressé avant de diminuer un peu depuis quelques années. La consommation énergétique provenant de combustibles a été nettement plus faible pendant les années avec des mois d'hivers cléments – 2011, 2014, 2018, 2020, 2022, 2023 et 2024 – cela est particulièrement visible dans la consommation de gaz naturel. La consommation finale d'énergie provenant de houille et de lignite (surtout pour la production de ciment) a sensiblement baissé pendant les années 1990, mais s'est stabilisée depuis 2000.

Tableau 3-2 : Émission de CO₂ provenant d'agents énergétiques fossiles par rapport à la consommation finale (données de la Figure 3-4 et de la Figure 3-5).

Année	Émissions de CO ₂ des agents énergétiques fossiles*		Cons. finale d'agents énergétiques fossiles**		Consommation finale de pétrole				Consommation finale du gaz naturel		Cons. finale de la houille et du lignite	
	Mio t CO ₂	Indice 1990 = 100	TJ	Indice 1990 = 100	Combustibles TJ	Indice 1990 = 100	Carburants TJ	Indice 1990 = 100	TJ	Indice 1990 = 100	TJ	Indice 1990 = 100
1990	39.04	100.0	527'266	100.0	243'600	100.0	205'146	100.0	64'160	100.0	14'360	100.0
1991	41.46	106.2	558'571	105.9	261'650	107.4	212'371	103.5	72'010	112.2	12'540	87.3
1992	41.46	106.2	559'274	106.1	257'870	105.9	216'784	105.7	75'960	118.4	8'660	60.3
1993	39.30	100.6	535'437	101.5	245'520	100.8	202'707	98.8	79'930	124.6	7'280	50.7
1994	38.20	97.8	519'854	98.6	228'480	93.8	205'354	100.1	78'670	122.6	7'350	51.2
1995	39.06	100.0	533'606	101.2	237'680	97.6	201'406	98.2	86'600	135.0	7'920	55.2
1996	39.85	102.1	544'730	103.3	243'540	100.0	202'320	98.6	92'910	144.8	5'960	41.5
1997	38.89	99.6	531'909	100.9	228'100	93.6	210'109	102.4	89'110	138.9	4'590	32.0
1998	40.32	103.3	548'805	104.1	239'750	98.4	213'185	103.9	92'060	143.5	3'810	26.5
1999	40.08	102.7	546'619	103.7	227'680	93.5	221'669	108.1	93'310	145.4	3'960	27.6
2000	38.94	99.7	533'102	101.1	208'430	85.6	225'302	109.8	93'600	145.9	5'770	40.2
2001	40.34	103.3	551'854	104.7	226'750	93.1	221'654	108.0	97'420	151.8	6'030	42.0
2002	38.74	99.2	529'436	100.4	208'240	85.5	220'396	107.4	95'240	148.4	5'560	38.7
2003	39.98	102.4	547'674	103.9	218'430	89.7	223'194	108.8	100'340	156.4	5'710	39.8
2004	40.32	103.3	549'613	104.2	215'460	88.4	224'973	109.7	103'760	161.7	5'420	37.7
2005	40.75	104.4	554'931	105.2	215'720	88.6	226'391	110.4	106'780	166.4	6'040	42.1
2006	40.21	103.0	546'628	103.7	207'680	85.3	227'718	111.0	104'710	163.2	6'520	45.4
2007	38.28	98.0	522'653	99.1	180'730	74.2	232'153	113.2	102'470	159.7	7'300	50.8
2008	39.62	101.5	541'207	102.6	188'230	77.3	237'257	115.7	109'160	170.1	6'560	45.7
2009	38.60	98.9	527'841	100.1	182'080	74.7	234'771	114.4	104'800	163.3	6'190	43.1
2010	39.85	102.1	546'268	103.6	190'410	78.2	233'448	113.8	116'200	181.1	6'210	43.2
2011	35.85	91.8	491'940	93.3	150'850	61.9	230'880	112.5	104'470	162.8	5'740	40.0
2012	37.21	95.3	513'402	97.4	161'130	66.1	232'522	113.3	114'580	178.6	5'170	36.0
2013	38.17	97.8	526'747	99.9	168'460	69.2	231'687	112.9	121'030	188.6	5'570	38.8
2014	34.12	87.4	470'312	89.2	127'550	52.4	229'702	112.0	107'360	167.3	5'700	39.7
2015	33.73	86.4	471'985	89.5	133'890	55.0	219'725	107.1	113'160	176.4	5'210	36.3
2016	34.00	87.1	476'256	90.3	136'350	56.0	217'646	106.1	117'470	183.1	4'790	33.4
2017	33.06	84.7	465'824	88.3	127'930	52.5	214'154	104.4	119'130	185.7	4'610	32.1
2018	31.70	81.2	446'494	84.7	115'630	47.5	214'034	104.3	112'540	175.4	4'290	29.9
2019	31.56	80.8	444'864	84.4	112'310	46.1	213'274	104.0	115'440	179.9	3'840	26.7
2020	29.20	74.8	413'241	78.4	101'110	41.5	196'091	95.6	112'340	175.1	3'700	25.8
2021	30.77	78.8	436'532	82.8	111'710	45.9	199'212	97.1	121'880	190.0	3'730	26.0
2022	27.89	71.4	392'245	74.4	90'770	37.3	196'435	95.8	101'160	157.7	3'880	27.0
2023	27.19	69.6	382'313	72.5	88'320	36.3	197'013	96.0	93'920	146.4	3'060	21.3
2024	26.53	68.0	375'133	71.1	84'200	34.6	192'893	94.0	95'480	148.8	2'560	17.8

* Combustibles et carburants conformément au Protocole de Kyoto, hors transport aérien et incinération des déchets.

** Produits pétroliers, gaz naturel, houille et lignite, hors pétrole pour avions.

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral de l'énergie (Statistique globale suisse de l'énergie).

4 Évolution des émissions de gaz à effet de serre dans d'autres pays

La présente publication, après avoir exposé en détail les émissions nationales de GES et leurs indicateurs dans les chapitres précédents, compare ici la Suisse à d'autres pays. Toutefois, seuls les pays développés disposent d'inventaires des émissions de GES détaillés, actualisés chaque année et couvrant toutes les sources d'émission (Annexe I de la CCNUCC). L'Agence internationale de l'énergie (AIE) compile en revanche chaque année les émissions de GES de tous les pays dans le domaine de l'énergie (utilisation de combustibles et de carburants, y compris les émissions fugitives associées, etc.). Les émissions de CO₂ par habitant et par unité de PIB sont également disponibles pour le domaine de l'énergie.

4.1 Émissions de GES de différents pays (domaine de l'énergie)

Cette section traite des émissions de GES de différents pays industrialisés et émergents exclusivement pour le domaine de l'énergie.¹⁴ Elle présente le classement des pays en 2023 selon les émissions totales de GES (Figure 4-1), les émissions de CO₂ par habitant (Figure 4-3) et les émissions de CO₂ par unité de PIB (Figure 4-5). Elle indique en outre l'évolution de ces indicateurs entre 1990 et 2023 (Figure 4-2, Figure 4-4 et Figure 4-6). A noter que les mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus en 2020 ont entraîné une baisse exceptionnelle des émissions dans presque tous les pays.

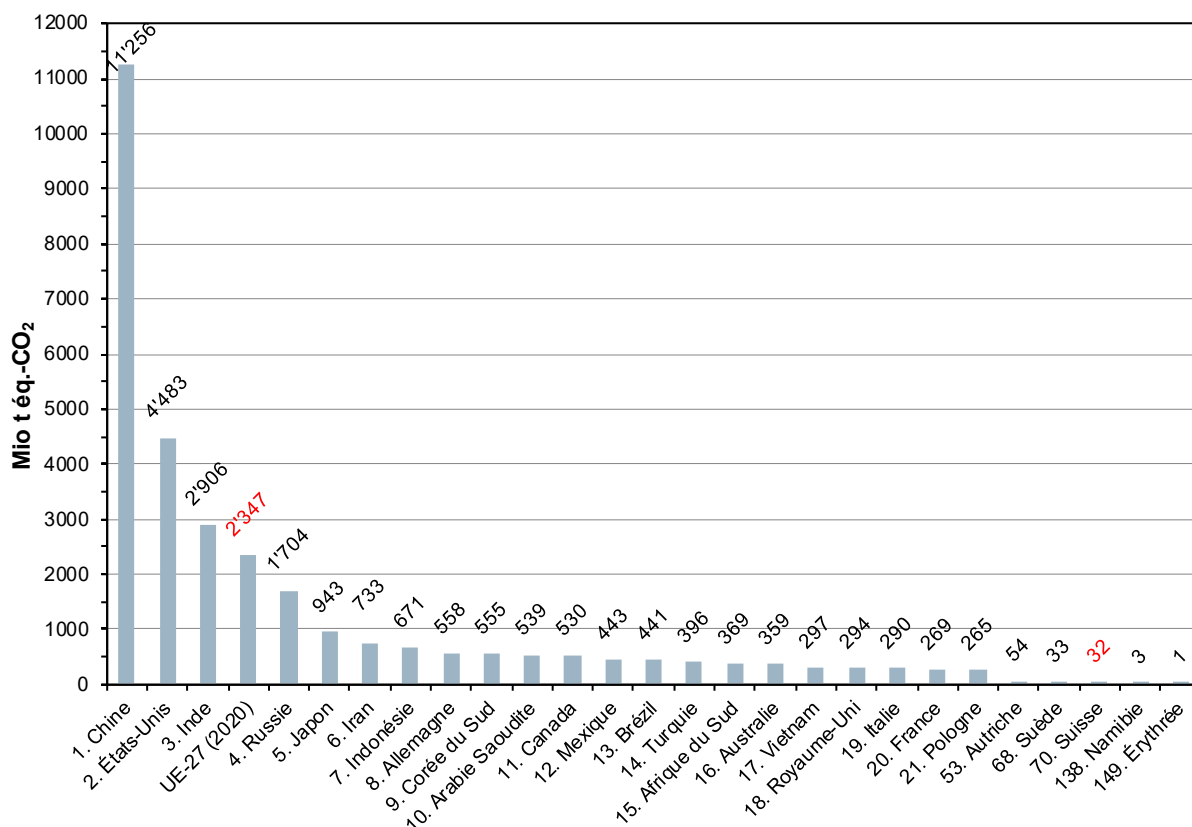


Figure 4-1 : Émissions de GES provenant du domaine de l'énergie (année 2023). La figure montre les vingt principaux émetteurs ainsi que d'autres pays tels que la Suisse ou encore l'Union européenne.

¹⁴ Les données sur les émissions de la Suisse et des autres pays sont tirées du rapport « Greenhouse Gas Emissions from Fuel Combustion » publié par l'Agence internationale de l'énergie. Elles diffèrent de celles des inventaires sur les émissions de gaz à effet de serre mentionnées dans d'autres passages de ce rapport.

La Chine et les États-Unis sont les deux plus gros émetteurs, générant ensemble près de 44 % des émissions de GES du domaine de l'énergie totales (15'739 millions de tonnes d'éq.-CO₂). Les dix premiers pays du classement produisent 68 % des émissions mondiales de GES du domaine de l'énergie. En tant que groupe d'États, l'Union européenne est le troisième plus gros émetteur, avec 2'347 millions de tonnes d'éq.-CO₂ (soit environ 7 % des émissions totales). Ensemble, la Chine, les États-Unis, l'Union européenne et l'Inde sont responsables de plus de 59 % des émissions de GES du domaine de l'énergie dans le monde.

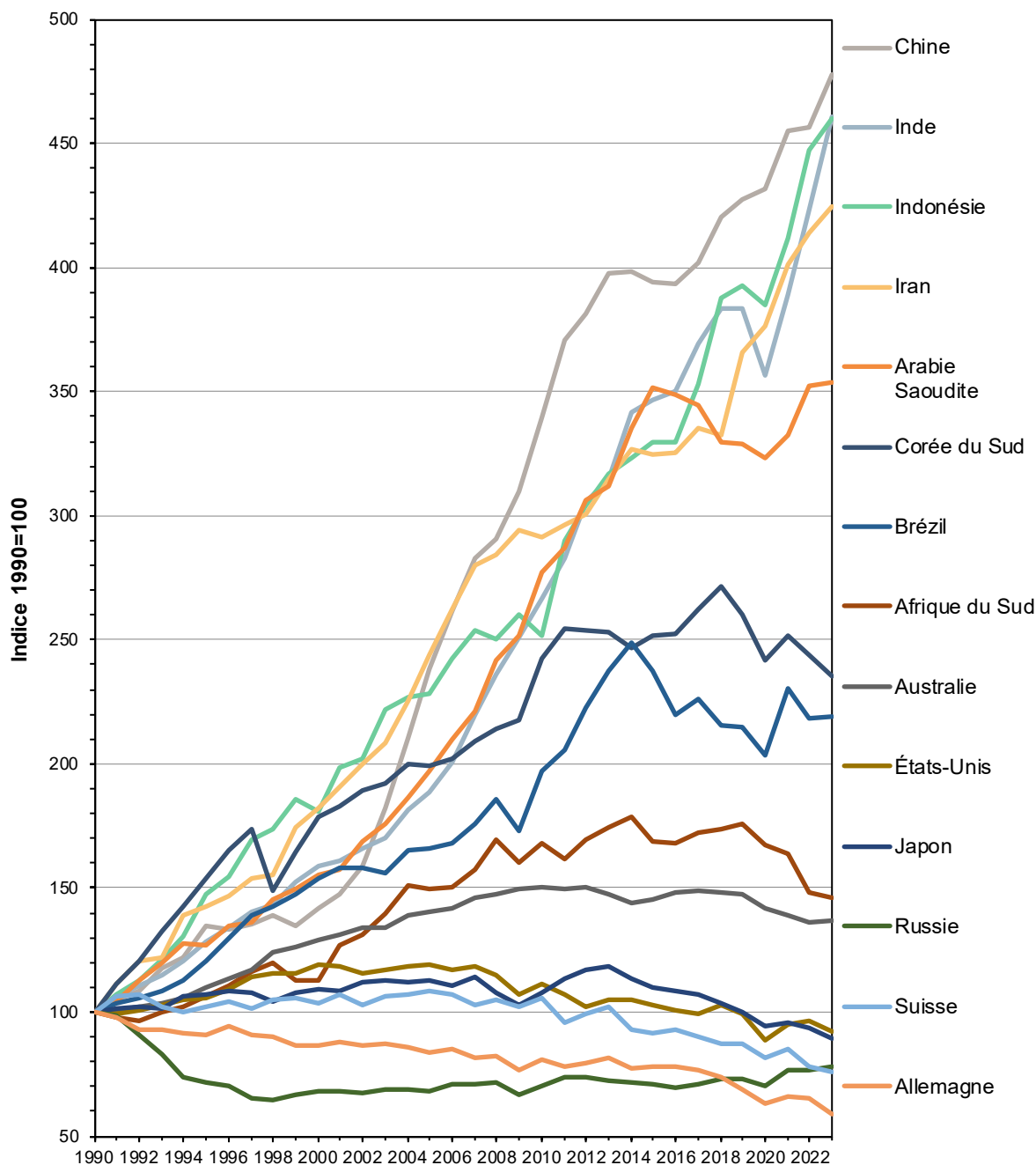


Figure 4-2 : Évolution des émissions de GES provenant du domaine de l'énergie. Les dix plus gros émetteurs et d'autres pays, notamment la Suisse, sont présentés.

La Figure 4-2 montre l'évolution des émissions de GES provenant du domaine de l'énergie des dix plus gros émetteurs de la planète ainsi que d'autres pays, notamment la Suisse, entre 1990 et 2023. Les émissions de certains pays émergents ont considérablement augmenté (p. ex. facteur 4.8 en Chine).

Tableau 4-1 : Émissions de GES provenant du domaine de l'énergie de différents pays (données sélectionnées de la Figure 4-1 et de la Figure 4-2).

GES secteur de l'énergie (éq.-CO ₂)		Chine	Inde	Indonésie	Iran	Arabie Saoudite	Corée du Sud	Brésil	Afrique du Sud	Australie	États-Unis	Japon	Russie	Suisse	Allemagne
1990	Mio t	2'355	630	146	173	152	236	202	253	263	4'861	1'055	2'184	41	952
	Indice	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1995	Mio t	3'170	809	215	247	193	363	244	270	289	5'140	1'133	1'561	42	866
	Indice	134.6	128.3	147.5	142.8	126.8	154.1	120.8	106.7	109.9	105.7	107.3	71.5	102.0	90.9
2000	Mio t	3'332	1'000	264	315	237	421	311	285	339	5'800	1'153	1'486	43	821
	Indice	141.5	158.7	181.1	182.3	155.1	178.5	154.2	112.9	128.8	119.3	109.3	68.0	103.4	86.3
2005	Mio t	5'615	1'190	333	422	301	470	334	378	368	5'778	1'189	1'491	45	796
	Indice	238.4	188.8	228.1	244.1	197.2	199.5	165.9	149.6	140.1	118.9	112.7	68.3	108.3	83.6
2010	Mio t	7'998	1'682	367	503	423	572	397	425	396	5'425	1'139	1'538	44	770
	Indice	339.6	266.8	251.9	291.3	277.5	242.5	196.8	168.3	150.7	111.6	107.9	70.4	105.7	80.8
2011	Mio t	8'730	1'783	423	512	438	601	414	409	394	5'199	1'195	1'614	40	741
	Indice	370.7	282.8	290.3	296.6	287.2	254.8	205.6	161.9	149.9	107.0	113.3	73.9	95.9	77.9
2012	Mio t	8'979	1'925	444	519	467	598	448	429	395	4'971	1'236	1'618	41	756
	Indice	381.2	305.4	304.4	300.6	306.4	253.7	222.3	169.6	150.2	102.3	117.1	74.1	99.6	79.4
2013	Mio t	9'372	1'983	462	543	475	597	479	441	388	5'111	1'248	1'578	42	774
	Indice	398.0	314.6	317.1	314.4	311.6	253.2	237.9	174.3	147.6	105.1	118.2	72.3	102.1	81.3
2014	Mio t	9'378	2'156	472	564	511	582	502	452	378	5'119	1'197	1'561	39	733
	Indice	398.2	342.0	323.6	326.7	335.2	246.8	249.1	178.8	143.9	105.3	113.5	71.5	92.8	77.0
2015	Mio t	9'282	2'184	481	561	536	594	479	427	383	5'001	1'159	1'543	38	740
	Indice	394.1	346.5	329.9	324.7	351.5	251.7	237.8	169.0	145.6	102.9	109.8	70.7	91.5	77.7
2016	Mio t	9'264	2'208	481	562	532	596	443	425	390	4'910	1'145	1'520	38	744
	Indice	393.4	350.3	329.7	325.3	349.1	252.7	219.6	168.0	148.5	101.0	108.5	69.6	92.6	78.2
2017	Mio t	9'463	2'327	515	580	526	618	456	435	392	4'832	1'130	1'547	37	729
	Indice	401.8	369.2	353.2	335.7	344.8	262.1	226.1	172.2	149.1	99.4	107.1	70.8	90.3	76.5
2018	Mio t	9'895	2'418	565	574	502	641	435	439	390	4'984	1'091	1'603	36	704
	Indice	420.1	383.6	387.9	332.2	329.4	271.8	215.8	173.6	148.4	102.5	103.4	73.4	87.5	74.0
2019	Mio t	10'075	2'416	573	631	502	614	432	444	387	4'818	1'054	1'603	36	655
	Indice	427.8	383.3	392.9	365.5	329.3	260.2	214.5	175.7	147.3	99.1	99.9	73.4	87.2	68.8
2020	Mio t	10'161	2'249	561	651	493	570	411	424	373	4'321	996	1'529	34	602
	Indice	431.5	356.9	384.7	376.8	323.1	241.9	203.8	167.6	141.9	88.9	94.4	70.0	81.6	63.3
2021	Mio t	10'725	2'451	600	693	507	593	464	414	365	4'618	1'012	1'673	35	628
	Indice	455.4	388.9	411.8	401.1	332.3	251.6	230.4	164.0	138.8	95.0	95.9	76.6	85.3	65.9
2022	Mio t	10'750	2'669	652	715	537	575	440	374	359	4'678	988	1'669	32	620
	Indice	456.5	423.5	447.4	414.1	352.4	243.8	218.2	148.0	136.4	96.2	93.6	76.4	77.9	65.1
2023	Mio t	11'256	2'906	671	733	539	555	441	369	359	4'483	943	1'704	32	558
	Indice	477.9	461.0	460.1	424.5	353.5	235.6	219.0	146.1	136.7	92.2	89.4	78.0	76.1	58.6

Source : Agence internationale de l'énergie (CO₂ Emissions from Fuel Combustion).

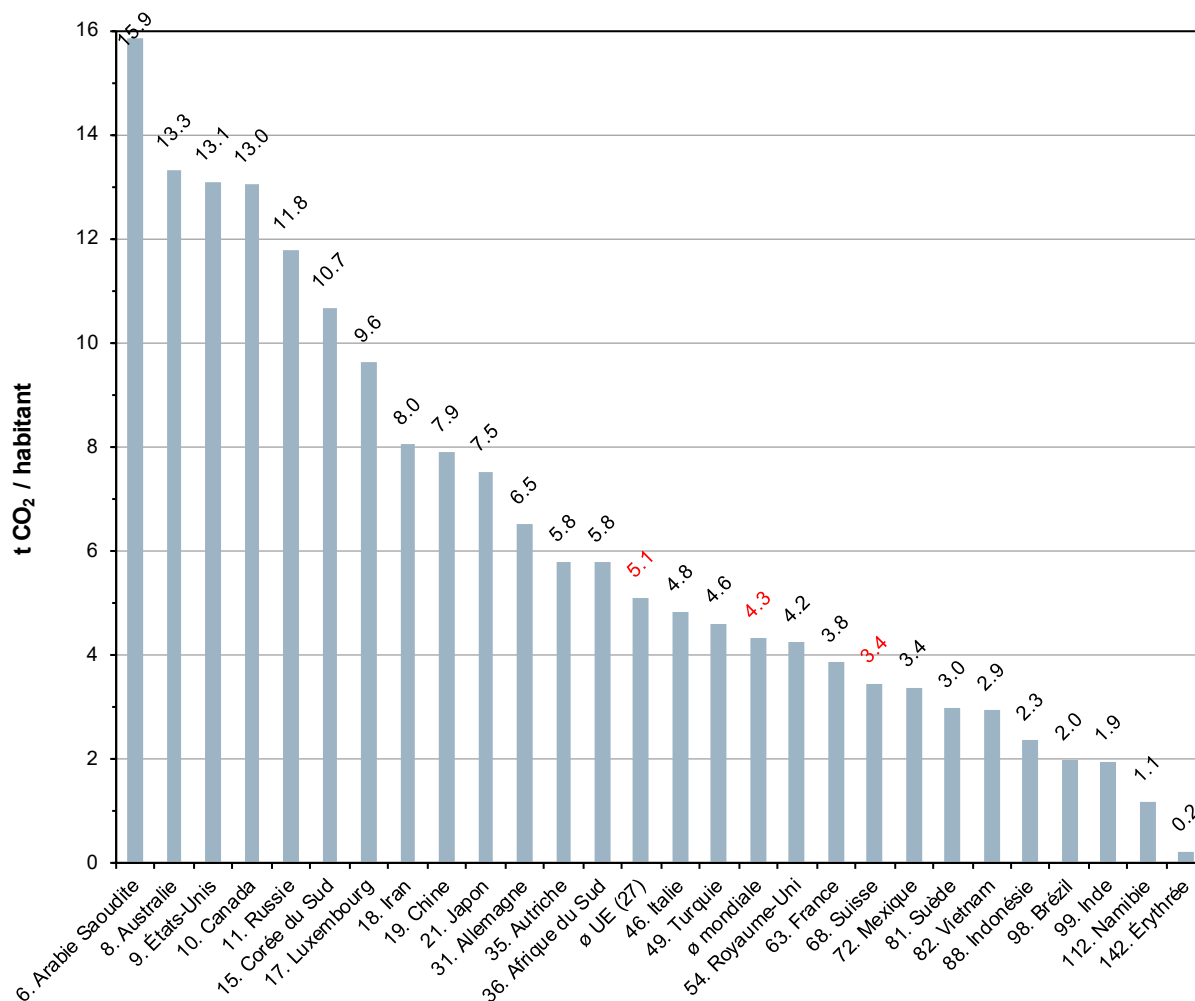


Figure 4-3 : Émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par habitant (en 2023). La figure présente les vingt plus gros émetteurs (selon les émissions absolues de la Figure 4-1) ainsi que d'autres pays sélectionnés, notamment la Suisse ou encore l'Union européenne, ainsi que la moyenne mondiale. Le rang indiqué correspond au rang des émissions de CO₂ par habitant.

La Figure 4-3 montre les émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par habitant. Le Luxembourg est le premier pays européen dans ce classement ; il occupe le 17^e rang mondial (ce cas spécial s'explique par des exportations d'électricité et par le tourisme à la pompe). Comme la plupart des pays africains, la Namibie et en particulier l'Érythrée affichent en revanche de très faibles émissions de CO₂ par habitant. Avec 3.4 tonnes de CO₂ par habitant, la Suisse se situe actuellement à peu près à la moyenne mondiale de 4.3 tonnes de CO₂ par habitant. La Chine, en tête pour les émissions de GES provenant du domaine de l'énergie en valeurs absolues (cf. Figure 4-1), occupe le 19^e rang pour ce qui est des émissions de CO₂ par habitant.

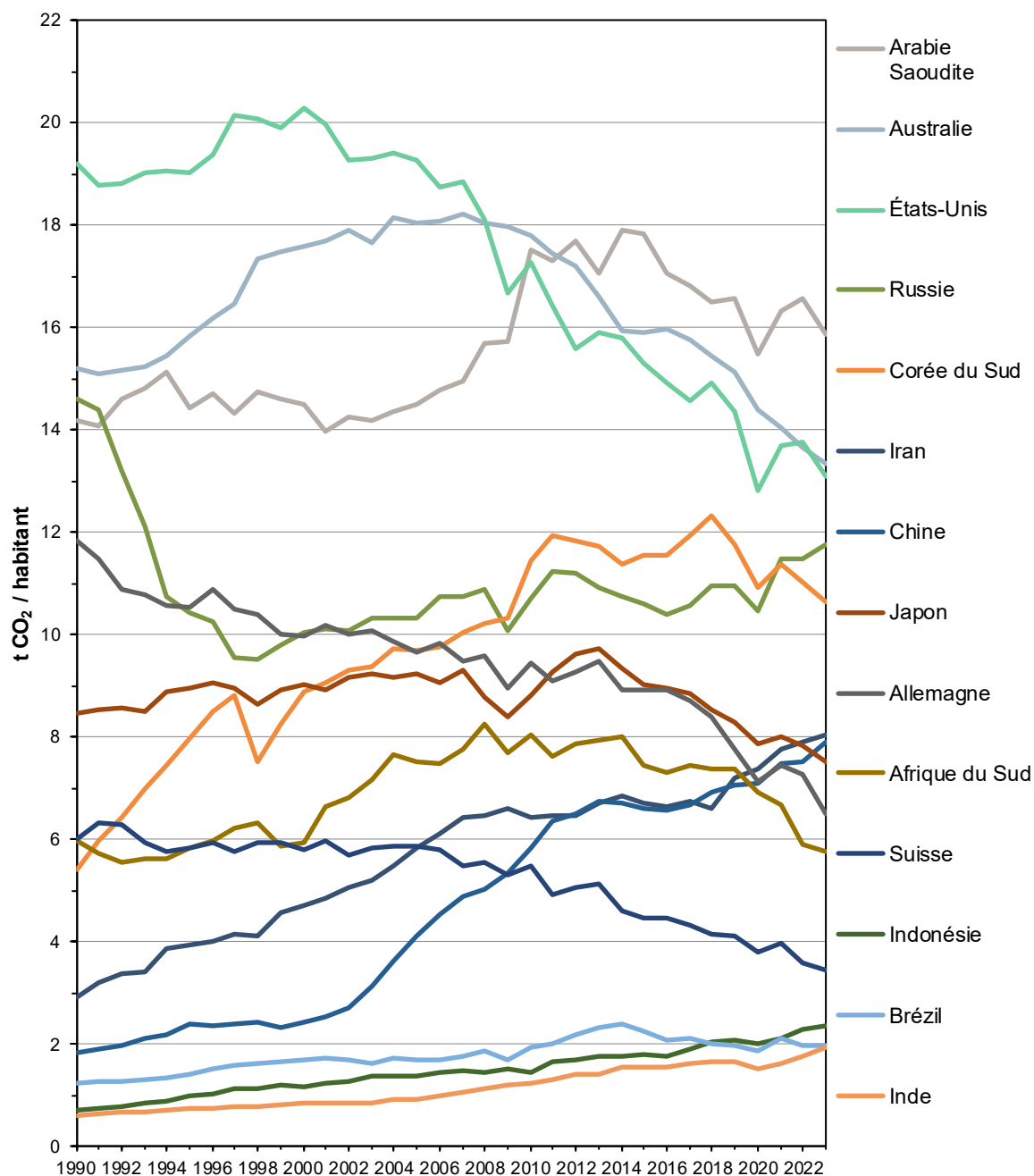


Figure 4-4 : Évolution des émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par habitant. Les dix plus gros émetteurs (selon les émissions absolues de la Figure 4-1) ainsi que d'autres pays sélectionnés, notamment la Suisse, sont présentés.

La Figure 4-4 montre l'évolution des émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par habitant. En Chine, pays le plus peuplé au monde, les émissions de CO₂ par habitant ont constamment augmenté depuis 1990 et se situent en 2023 à 7.9 tonnes de CO₂ par habitant, soit nettement au-dessus de la moyenne mondiale. L'Inde, deuxième pays le plus peuplé, n'a cessé d'augmenter ces émissions de CO₂ par habitant depuis 1990 ; en 2023, les émissions sont de 1.9 tonne de CO₂ par habitant. La Suisse affiche quant à elle 3.4 tonnes de CO₂ par habitant en 2023, avec une légère tendance à la baisse. L'Australie et les États-Unis sont en tête des pays industrialisés. Les États-Unis ont pu réduire leurs émissions de CO₂ par habitant depuis 2000, alors que celles de l'Australie n'ont commencé à reculer qu'à partir de 2005.

En 2023, les émissions de CO₂ en Russie sont inférieures de 2.9 tonnes par habitant par rapport à 1990. Ceci est principalement dû à l'effondrement de la production après la fin du système soviétique au début des années 1990. Le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne enregistrent également une nette diminution de leurs émissions de CO₂ par habitant depuis 1990. Par contre, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud et la Chine accusent les plus fortes hausses.

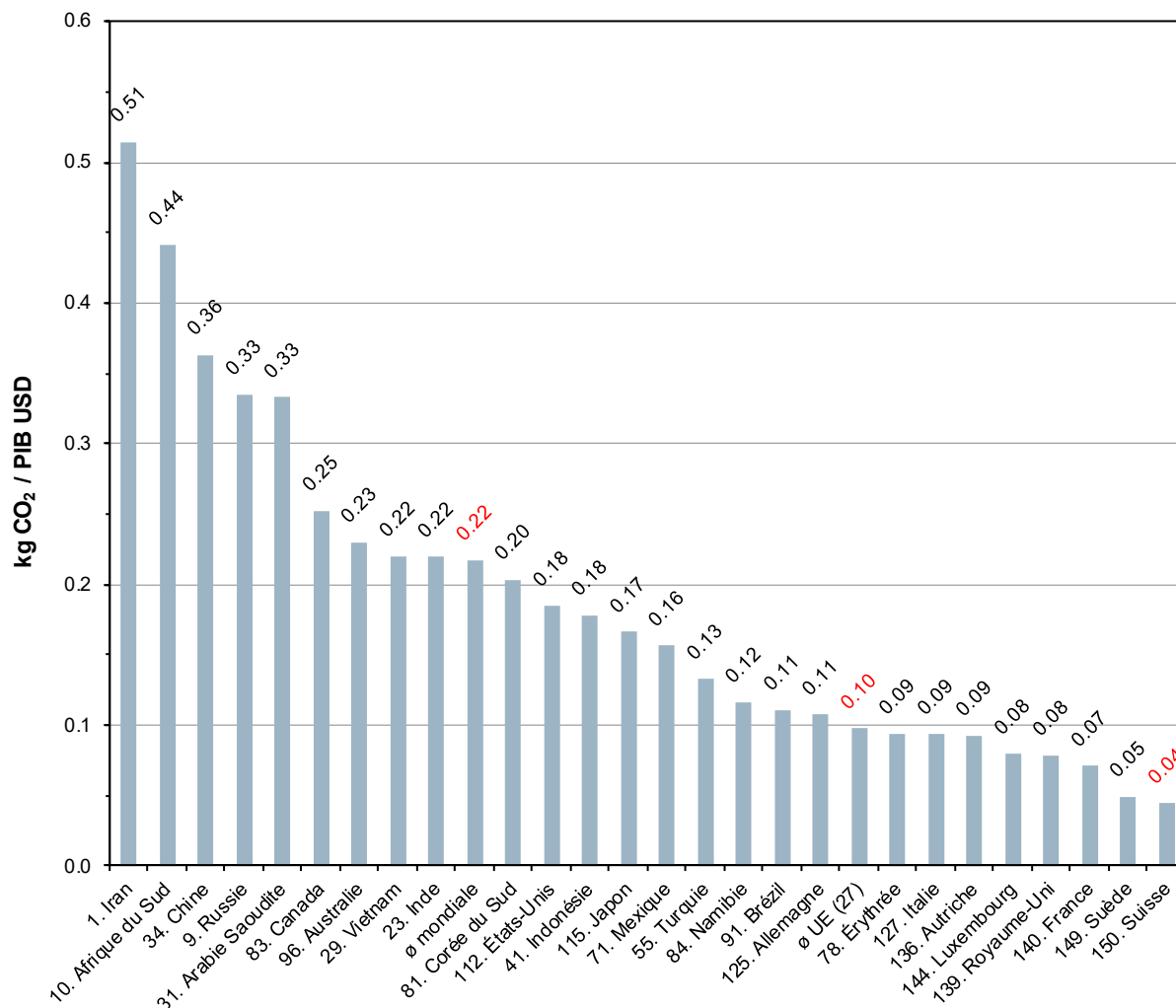


Figure 4-5 : Émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par unité de PIB (année 2023). La figure présente les vingt plus gros émetteurs (selon les émissions absolues de la Figure 4-1), d'autres pays sélectionnés, notamment la Suisse, ou encore l'Union européenne, ainsi que la moyenne mondiale. Le rang indiqué correspond au rang des émissions de CO₂ par produit intérieur brut.

La Figure 4-5 montre les émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par unité de PIB. Avec 0.04 kilogrammes de CO₂ par PIB en dollars américains, la Suisse se situe nettement en dessous de la moyenne mondiale qui est de 0.22 kilogrammes de CO₂ par PIB en dollars américains. Les écarts des émissions de CO₂ par PIB sont beaucoup plus faibles que ceux enregistrés entre les émissions de CO₂ par habitant des différents pays.

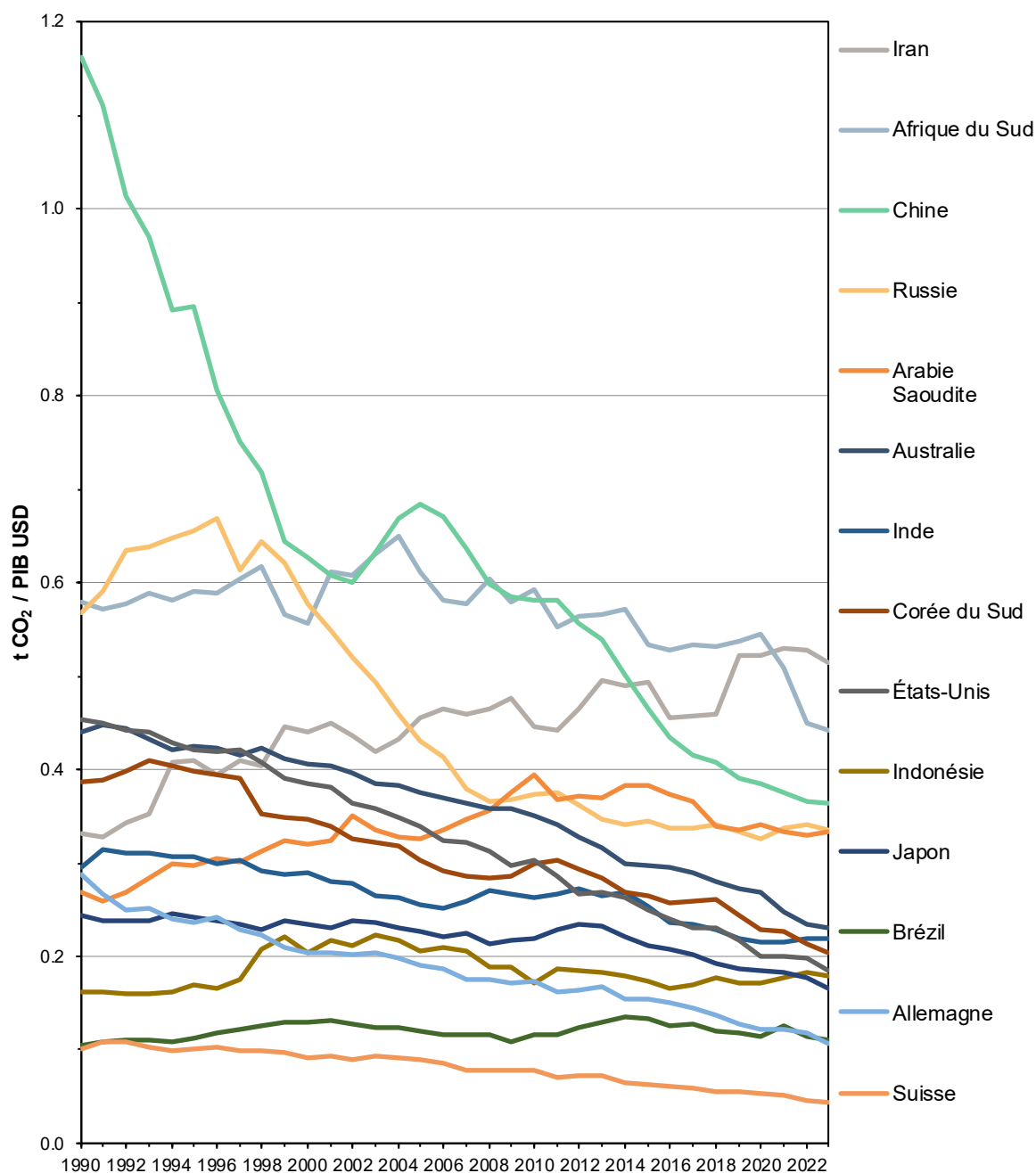


Figure 4-6 : Évolution des émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par unité de PIB. Les dix plus gros émetteurs (selon les émissions absolues de la Figure 4-1) ainsi que d'autres pays sélectionnés, notamment la Suisse, sont présentés.

La Figure 4-6 montre l'évolution des émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par unité de PIB. En Suisse, le faible taux d'émissions par unité de performance économique, qui a en outre baissé entre 1990 et 2023 (−55.7 %), s'explique par la prédominance du secteur des services, la quasi-absence d'industrie lourde, une production d'électricité presque exempte de CO₂ et une monnaie forte. La plupart des pays industrialisés enregistrent des émissions par unité de PIB plus élevées, mais aussi des baisses importantes entre 1990 et 2023. En Russie, le déclin économique des années 1990 a d'abord entraîné une augmentation des émissions de CO₂ par unité de PIB, puis une diminution à partir de 1995. Le Brésil, l'Iran, l'Indonésie et l'Arabie Saoudite sont les seuls pays figurant sur ce graphique dont les émissions de CO₂ par unité de PIB ont augmenté par rapport à 1990.

Tableau 4-2 : Émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par habitant, dans divers pays (données de la Figure 4-3 et de la Figure 4-4). Le classement des pays correspond aux émissions par habitant en 2023.

Année	Arabie Saoudite	Australie	États-Unis	Russie	Corée du Sud	Iran	Chine	Japon	Allemagne	Afrique du Sud	Suisse	Indonésie	Brésil	Inde
	t CO₂ par habitant													
1990	14.2	15.2	19.2	14.6	5.4	2.9	1.8	8.5	11.8	6.0	6.0	0.7	1.2	0.6
1995	14.4	15.8	19.0	10.4	8.0	3.9	2.4	9.0	10.5	5.8	5.8	1.0	1.4	0.7
2000	14.5	17.6	20.3	10.1	8.9	4.7	2.4	9.0	10.0	5.9	5.8	1.2	1.7	0.8
2005	14.5	18.1	19.3	10.3	9.7	5.8	4.1	9.2	9.7	7.5	5.9	1.4	1.7	0.9
2010	17.5	17.8	17.3	10.7	11.4	6.4	5.8	8.8	9.5	8.0	5.5	1.4	1.9	1.3
2011	17.3	17.5	16.4	11.2	11.9	6.5	6.4	9.3	9.1	7.6	4.9	1.6	2.0	1.3
2012	17.7	17.2	15.6	11.2	11.8	6.5	6.5	9.6	9.3	7.9	5.0	1.7	2.2	1.4
2013	17.1	16.6	15.9	10.9	11.7	6.7	6.7	9.7	9.5	7.9	5.1	1.8	2.3	1.4
2014	17.9	15.9	15.8	10.8	11.4	6.9	6.7	9.3	8.9	8.0	4.6	1.8	2.4	1.5
2015	17.8	15.9	15.3	10.6	11.5	6.7	6.6	9.0	8.9	7.4	4.5	1.8	2.3	1.5
2016	17.1	16.0	14.9	10.4	11.5	6.6	6.6	8.9	8.9	7.3	4.5	1.8	2.1	1.5
2017	16.8	15.8	14.6	10.6	11.9	6.8	6.7	8.8	8.7	7.4	4.3	1.9	2.1	1.6
2018	16.5	15.5	14.9	11.0	12.3	6.6	6.9	8.6	8.4	7.4	4.2	2.1	2.0	1.7
2019	16.6	15.1	14.4	10.9	11.8	7.2	7.0	8.3	7.8	7.4	4.1	2.1	2.0	1.6
2020	15.5	14.4	12.8	10.5	10.9	7.4	7.1	7.9	7.1	6.9	3.8	2.0	1.9	1.5
2021	16.3	14.1	13.7	11.5	11.4	7.8	7.5	8.0	7.4	6.7	4.0	2.1	2.1	1.6
2022	16.6	13.6	13.8	11.5	11.0	7.9	7.5	7.8	7.3	5.9	3.6	2.3	2.0	1.8
2023	15.9	13.3	13.1	11.8	10.7	8.0	7.9	7.5	6.5	5.8	3.4	2.3	2.0	1.9

Source : Agence internationale de l'énergie (CO₂ Emissions from Fuel Combustion).

Tableau 4-3 : Émissions de CO₂ provenant du domaine de l'énergie, générées par PIB, dans divers pays (données de la Figure 4-5 et de la Figure 4-6). Le classement des pays correspond aux émissions par PIB en 2023.

Année	Iran	Afrique du Sud	Chine	Russie	Arabie Saoudite	Australie	Inde	Corée du Sud	États-Unis	Indonésie	Japon	Brésil	Allemagne	Suisse
kg CO₂ par PIB en USD (parité du pouvoir d'achat, référence 2020)														
1990	0.33	0.58	1.16	0.57	0.27	0.44	0.30	0.39	0.45	0.16	0.24	0.11	0.29	0.10
1995	0.41	0.59	0.90	0.66	0.30	0.43	0.31	0.40	0.42	0.17	0.24	0.11	0.24	0.10
2000	0.44	0.56	0.63	0.58	0.32	0.41	0.29	0.35	0.39	0.20	0.23	0.13	0.20	0.09
2005	0.45	0.61	0.68	0.43	0.33	0.37	0.26	0.30	0.34	0.21	0.23	0.12	0.19	0.09
2010	0.45	0.59	0.58	0.37	0.39	0.35	0.26	0.30	0.30	0.17	0.22	0.12	0.17	0.08
2011	0.44	0.55	0.58	0.38	0.37	0.34	0.27	0.30	0.29	0.19	0.23	0.12	0.16	0.07
2012	0.47	0.56	0.56	0.36	0.37	0.33	0.27	0.29	0.27	0.19	0.23	0.12	0.16	0.07
2013	0.49	0.57	0.54	0.35	0.37	0.32	0.26	0.28	0.27	0.18	0.23	0.13	0.17	0.07
2014	0.49	0.57	0.50	0.34	0.38	0.30	0.27	0.27	0.26	0.18	0.22	0.13	0.15	0.06
2015	0.49	0.53	0.46	0.34	0.38	0.30	0.25	0.27	0.25	0.17	0.21	0.13	0.15	0.06
2016	0.45	0.53	0.43	0.34	0.37	0.29	0.24	0.26	0.24	0.17	0.21	0.13	0.15	0.06
2017	0.46	0.53	0.41	0.34	0.37	0.29	0.23	0.26	0.23	0.17	0.20	0.13	0.14	0.06
2018	0.46	0.53	0.41	0.34	0.34	0.28	0.23	0.26	0.23	0.18	0.19	0.12	0.14	0.06
2019	0.52	0.54	0.39	0.33	0.33	0.27	0.22	0.24	0.22	0.17	0.19	0.12	0.13	0.05
2020	0.52	0.55	0.39	0.33	0.34	0.27	0.22	0.23	0.20	0.17	0.18	0.11	0.12	0.05
2021	0.53	0.51	0.38	0.34	0.33	0.25	0.22	0.23	0.20	0.18	0.18	0.12	0.12	0.05
2022	0.53	0.45	0.37	0.34	0.33	0.23	0.22	0.21	0.20	0.18	0.18	0.11	0.12	0.05
2023	0.51	0.44	0.36	0.33	0.33	0.23	0.22	0.20	0.18	0.18	0.17	0.11	0.11	0.04

Source : Agence internationale de l'énergie (CO₂ Emissions from Fuel Combustion).

4.2 Émissions de gaz à effet de serre de différents pays (toutes les sources d'émission)

Cette section traite des émissions de GES de toutes les sources d'émission de différents pays, en se fondant sur les inventaires des émissions de gaz à effet de serre nationaux (soumissions d'avril 2025, sauf pour l'Union européenne et les États-Unis, les données actualisées n'étaient pas encore disponibles).

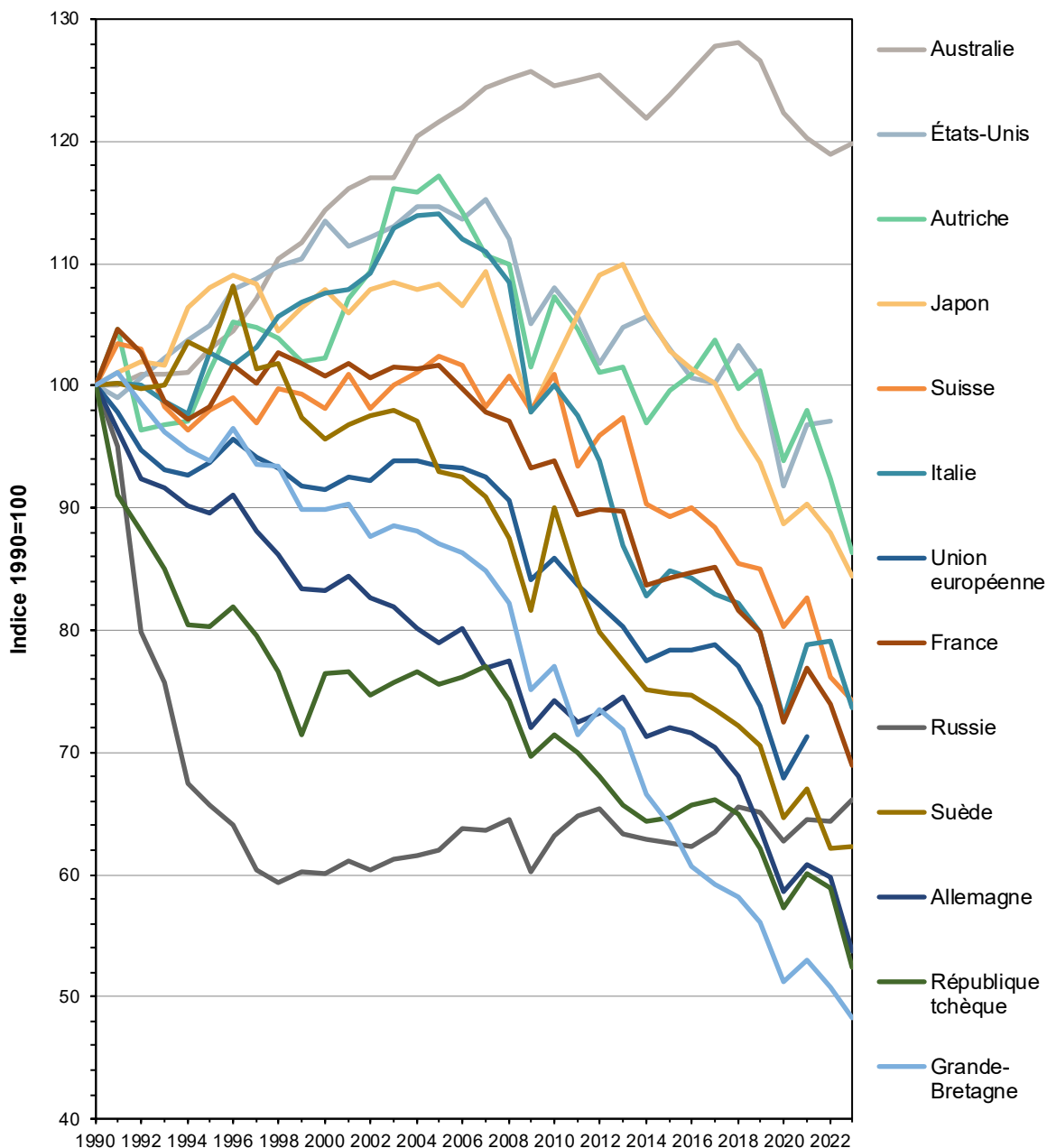


Figure 4-7 : Évolution des émissions de GES dans divers pays entre 1990 et 2023.

La Figure 4-7 montre l'évolution des émissions de GES dans divers pays et met en exergue, de manière générale, une variation importante d'un pays à l'autre. Après la dissolution de l'URSS en 1989, la Russie et la République tchèque ont enregistré un important recul de leurs émissions de GES dû à la restructuration de leur économie. S'agissant des pays industrialisés occidentaux, les émissions de l'Allemagne et du Royaume-Uni sont en baisse, surtout en raison de l'accroissement de l'efficacité dans la production d'électricité (mise hors service des centrales inefficaces et remplacement du charbon par le gaz). Les émissions de GES de la Suisse présentent d'importantes fluctuations liées aux conditions météorologiques, mais, abstraction faite de celles-ci, sont restées à un niveau

relativement constant jusqu'en 2010. Après, elles affichent une tendance à la baisse. L'Australie a quant à elle enregistré une envolée de ses émissions de GES depuis 1990. Le recul des émissions observé dans bon nombre de pays à partir des années 2000 peut être imputé à l'impact des mesures de réduction mises en œuvre. La crise économique de 2008/2009 a provoqué un fléchissement à court terme de GES dans la plupart des pays. En 2010, les émissions ont déjà augmenté à nouveau par rapport à l'année précédente ; dans certains pays, les émissions ont atteint les niveaux d'avant la crise. Depuis 2011, les émissions ont diminué dans la plupart des pays, les mesures visant à contenir la pandémie du coronavirus en 2020 ayant notamment entraîné une baisse des émissions.

Tableau 4-4 : Émissions des GES des différents pays (données de la Figure 4-7).

GES éq.-CO ₂		Australie	États-Unis	Autriche	Japon	Suisse	Italie	Union européenne	France	Russie	Suède	Allemagne	République tchèque	Grande-Bretagne
1990	Mio t	440	6'537	80	1'267	55	521	4'861	545	3'148	71	1'252	195	804
	Indice	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1995	Mio t	453	6'862	81	1'368	54	536	4'554	536	2'068	73	1'123	156	755
	Indice	103	105	101	108	98	103	94	98	66	103	90	80	94
2000	Mio t	504	7'420	81	1'367	54	561	4'447	550	1'891	68	1'042	149	723
	Indice	114	114	102	108	98	108	91	101	60	96	83	77	90
2005	Mio t	535	7'495	93	1'373	56	595	4'537	554	1'952	66	990	147	701
	Indice	122	115	117	108	102	114	93	102	62	93	79	76	87
2010	Mio t	548	7'066	85	1'291	55	522	4'177	512	1'988	64	930	139	619
	Indice	125	108	107	102	101	100	86	94	63	90	74	71	77
2011	Mio t	550	6'912	83	1'341	51	509	4'066	487	2'038	60	907	136	575
	Indice	125	106	105	106	93	98	84	89	65	84	72	70	71
2012	Mio t	552	6'661	80	1'382	53	489	3'992	490	2'057	57	917	133	591
	Indice	125	102	101	109	96	94	82	90	65	80	73	68	73
2013	Mio t	544	6'845	81	1'393	53	453	3'905	489	1'991	55	934	128	578
	Indice	124	105	102	110	97	87	80	90	63	78	75	66	72
2014	Mio t	537	6'906	77	1'342	50	432	3'764	456	1'980	53	894	125	535
	Indice	122	106	97	106	90	83	77	84	63	75	71	64	67
2015	Mio t	545	6'736	79	1'303	49	443	3'809	459	1'968	53	902	126	515
	Indice	124	103	100	103	89	85	78	84	63	75	72	65	64
2016	Mio t	553	6'580	80	1'285	49	439	3'811	462	1'962	53	897	128	488
	Indice	126	101	101	101	90	84	78	85	62	75	72	66	61
2017	Mio t	563	6'551	83	1'270	48	432	3'833	464	2'000	52	882	129	476
	Indice	128	100	104	100	88	83	79	85	64	73	70	66	59
2018	Mio t	564	6'753	79	1'223	47	428	3'748	445	2'061	51	853	126	468
	Indice	128	103	100	97	86	82	77	82	65	72	68	65	58
2019	Mio t	557	6'590	81	1'188	47	416	3'588	435	2'050	50	798	121	452
	Indice	127	101	101	94	85	80	74	80	65	70	64	62	56
2020	Mio t	538	6'002	75	1'123	44	379	3'300	395	1'976	46	733	111	411
	Indice	122	92	94	89	80	73	68	73	63	65	59	57	51
2021	Mio t	530	6'329	78	1'145	45	411	3'468	419	2'029	48	761	117	426
	Indice	120	97	98	90	83	79	71	77	64	67	61	60	53
2022	Mio t	524	6'343	74	1'114	42	412	#NV	403	2'025	44	749	115	408
	Indice	119	97	92	88	76	79	#NV	74	64	62	60	59	51
2023	Mio t	527	#NV	69	1'069	41	384	#NV	376	2'083	44	672	102	388
	Indice	120	#NV	86	84	74	74	#NV	69	66	62	54	52	48

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / CCNUCC (inventaires des émissions de gaz à effet de serre nationaux).

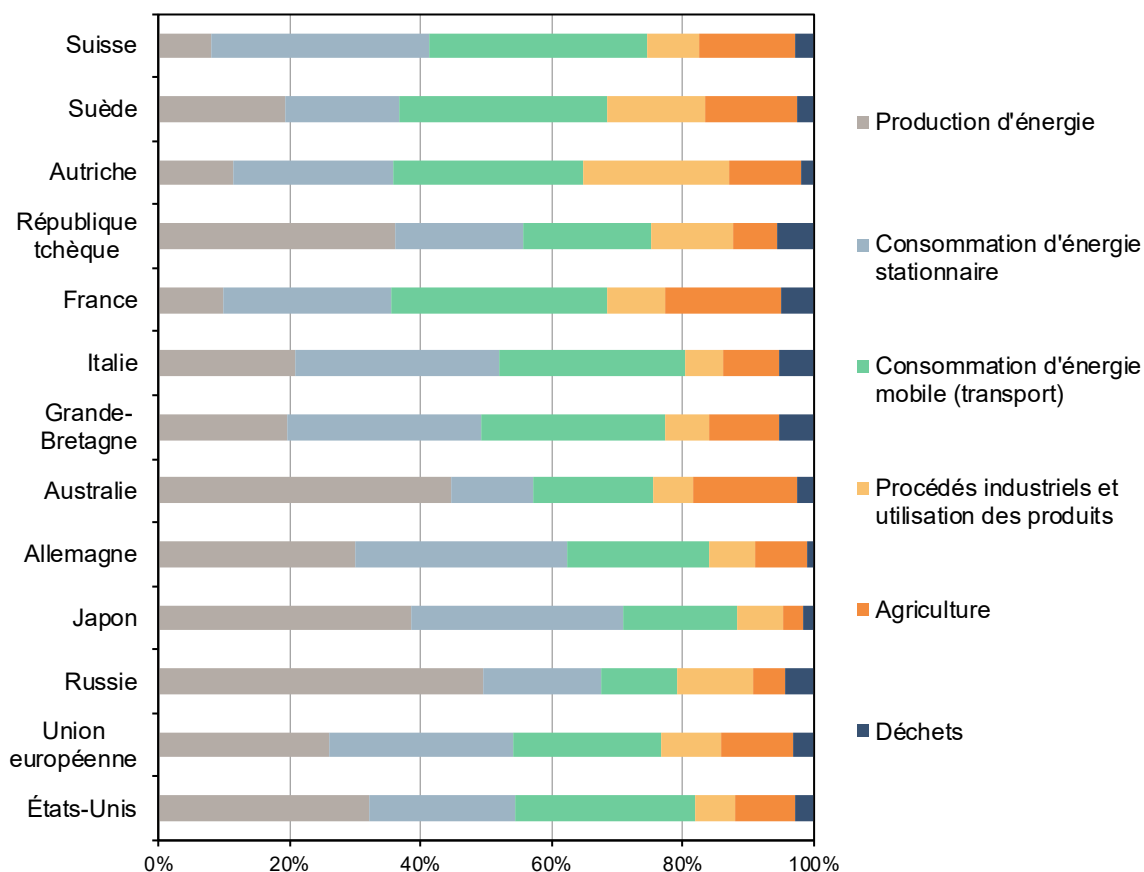


Figure 4-8 : Répartition par secteur des émissions de GES de différents pays conformément à la nomenclature des directives de la CCNUCC sur les inventaires de gaz à effet de serre nationaux en 2023 (pour l'Union européenne, les données sont celles de l'année 2021, pour les États-Unis celles de l'année 2022).¹⁵ Les pays sont classés par ordre croissant du total des émissions de gaz à effet de serre (voir Tableau 4-5).

La Figure 4-8 montre la répartition par secteur des émissions de GES de différents pays. La production d'électricité suisse ne représente qu'une faible part des émissions de GES, car elle utilise presque exclusivement la force hydraulique et l'énergie nucléaire. Il en va de même en France (principalement énergie nucléaire), en Autriche (principalement force hydraulique et énergies renouvelables) et en Suède (principalement force hydraulique et énergie nucléaire). La Russie et l'Australie affichent, en revanche, le pourcentage d'émissions liées à la production d'énergie le plus élevé du fait de l'industrie du gaz et du pétrole ainsi que des centrales à charbon. En Suisse, la consommation d'énergie stationnaire, c.-à-d. surtout les chauffages et la production thermique industrielle, génère la plus grosse partie des émissions, ce qui s'explique par la forte utilisation du gaz et du pétrole.

¹⁵ La répartition des secteurs ne correspond pas totalement à la délimitation des secteurs telle que définie à la page 4 de la présente publication et utilisée dans les autres chapitres.

Tableau 4-5 : Émissions de GES par secteur dans différents pays en 2023 (données de la Figure 4-8, pour l'Union européenne, les données sont celles de l'année 2021, pour les États-Unis celles de l'année 2022).

GES par secteurs (mio t éq.-CO ₂)	États-Unis	Union européenne	Russie	Japon	Allemagne	Australie	Grande- Bretagne	Italie	France	République tchèque	Autriche	Suède	Suisse
Production d'énergie	2'029	902	1'034	413	202	236	76	80	36	37	8	8	3
Consommation d'énergie stationnaire	1'417	979	370	347	217	66	115	120	97	20	17	8	14
Consommation d'énergie mobile (transport)	1'753	782	245	185	146	97	109	109	123	20	20	14	14
Procédés industriels et utilisation des produits	383	318	244	76	47	33	26	23	34	13	15	7	3
Agriculture	593	378	101	32	55	82	41	32	66	7	7	6	6
Déchets	167	109	88	16	5	14	20	20	18	6	1	1	1
Total	6'343	3'468	2'083	1'069	672	527	388	384	376	102	69	44	41

* Le total des émissions de GES inclut aussi des émissions indirectes de CO₂ et des émissions d'autres sources qui représentent moins de 1 % des émissions totales de GES (et ne sont pas comprises ici).

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / CCNUCC (inventaires des émissions de gaz à effet de serre nationaux).

5 Évolution des émissions de gaz à effet de serre en Suisse depuis 1900

Le présent chapitre, dont les figures montrent l'évolution des GES entre 1900 et 2024, reconstitue l'évolution des émissions de GES en Suisse depuis 1900.¹⁶ Il compare les émissions par secteur et présente la part respective des différents GES en 1900 et en 2024.

La Figure 5-1 montre l'évolution des émissions de CO₂ en Suisse entre 1900 et 2024. En 1900, les émissions de CO₂ s'élevaient à 6.0 millions de tonnes. Elles ont connu une nette hausse à partir de 1950 et avaient été multipliées par six en 1970, suivie d'une nouvelle augmentation, plus lente, vers 2010. Cette forte progression s'explique par le double effet de la forte croissance économique et de l'explosion du trafic routier à partir de 1950. Depuis 2010, les émissions de CO₂ diminuent.

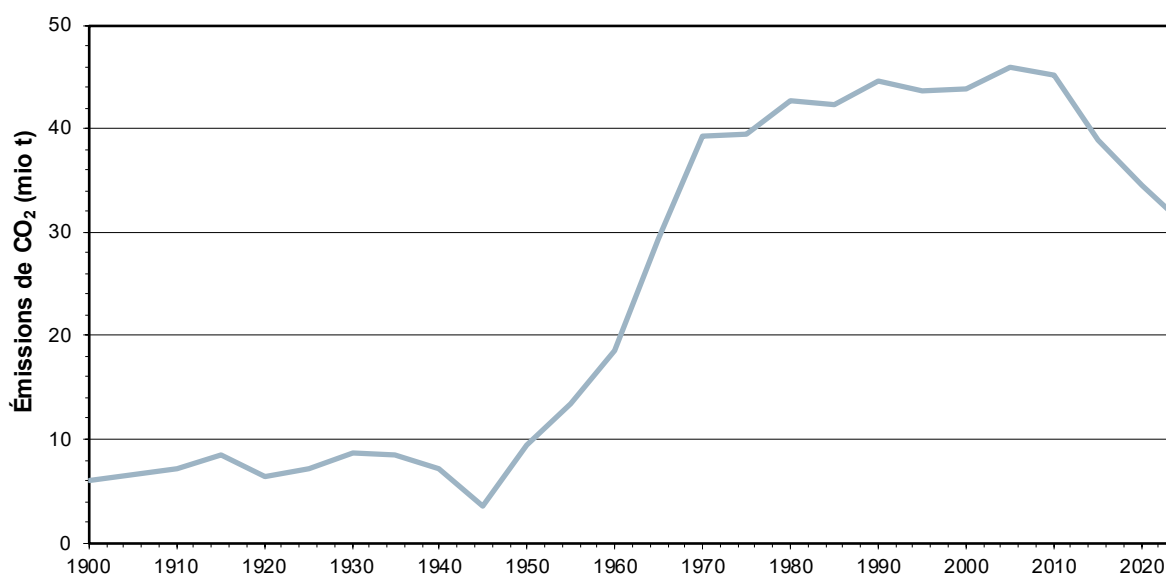


Figure 5-1 : Évolution des émissions de CO₂ en Suisse entre 1900 et 2024.

La Figure 5-2 montre l'évolution des émissions de CH₄ en Suisse depuis 1900. Les émissions de CH₄ s'élevaient déjà à près de 3.6 millions de tonnes d'éq.-CO₂ en 1900, elles ont augmenté jusqu'en 1980 environ pour atteindre 6.9 millions de tonnes d'éq.-CO₂, et n'ont cessé de diminuer depuis lors. Durant toute cette période, leur principale source a été l'agriculture, notamment l'élevage des animaux de rente. Leur augmentation constante jusqu'en 1980 ainsi que leur recul qui a suivi sont directement liés à l'évolution de la population animale, en particulier à celle du cheptel bovin. L'augmentation de la quantité de déchets mis en décharge et le passage du gaz de ville¹⁷ au gaz naturel ont également contribué à l'intensification des émissions de CH₄ vers 1980.

¹⁶ Sur l'ensemble de la période de 1900 à aujourd'hui, les données se basent sur l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse publié par l'Office fédéral de l'environnement.

¹⁷ Gaz combustible utilisé dans les villes et obtenu par cokéfaction du charbon.

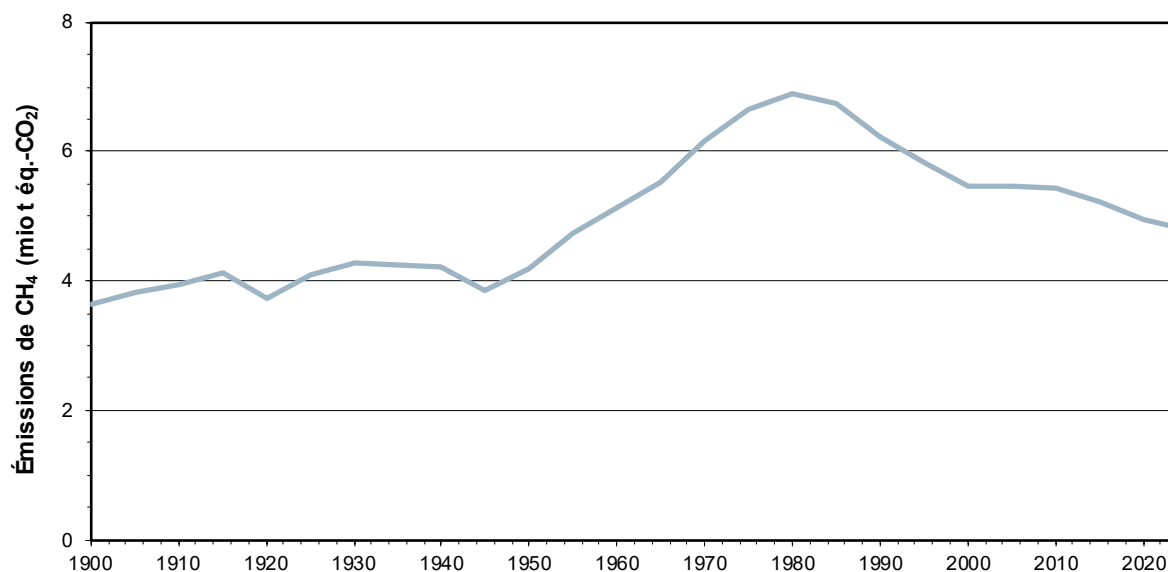


Figure 5-2 : Évolution des émissions de CH₄ en Suisse entre 1900 et 2024 (en équivalents CO₂).

La Figure 5-3 montre l'évolution des émissions de N₂O en Suisse entre 1900 et 2024. L'agriculture (surtout les engrais) a constitué pendant toute cette période la principale source de ces émissions qui ont continuellement augmenté à mesure de l'intensification de la fertilisation des sols. A partir de 1960/1970 environ, les émissions de N₂O provenant des stations d'épuration des eaux usées ont également contribué à l'augmentation. Les émissions de N₂O reculent depuis environ 1990, due à la fois à la diminution des émissions provenant de l'agriculture et de la gestion des eaux usées. Suite à l'installation d'un catalyseur dans une usine de production de niacine fin 2021, les émissions de N₂O ont brusquement diminué de manière significative en 2021 et surtout en 2022.

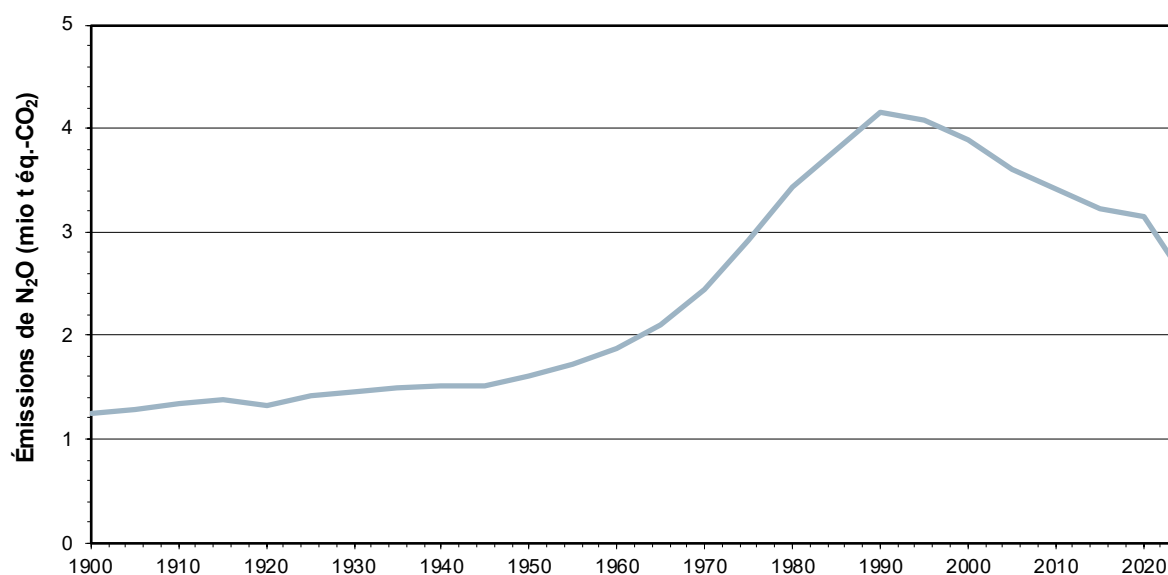


Figure 5-3 : Évolution des émissions de N₂O en Suisse entre 1900 et 2024 (en équivalents CO₂).

La Figure 5-4 montre l'évolution des émissions de gaz à effet de serre par habitant en Suisse entre 1900 et 2024, en relation avec l'évolution démographique. Tandis que la population augmentait régulièrement, les émissions par habitant ont enregistré une hausse importante, notamment entre 1950 et 1970, en raison d'une forte croissance économique couplée à une augmentation constante de la consommation d'énergie. Cette évolution a été interrompue par la crise du pétrole au début des années 1970. Depuis, les émissions de GES par habitant sont en recul, tandis que l'accroissement de la population se poursuit.

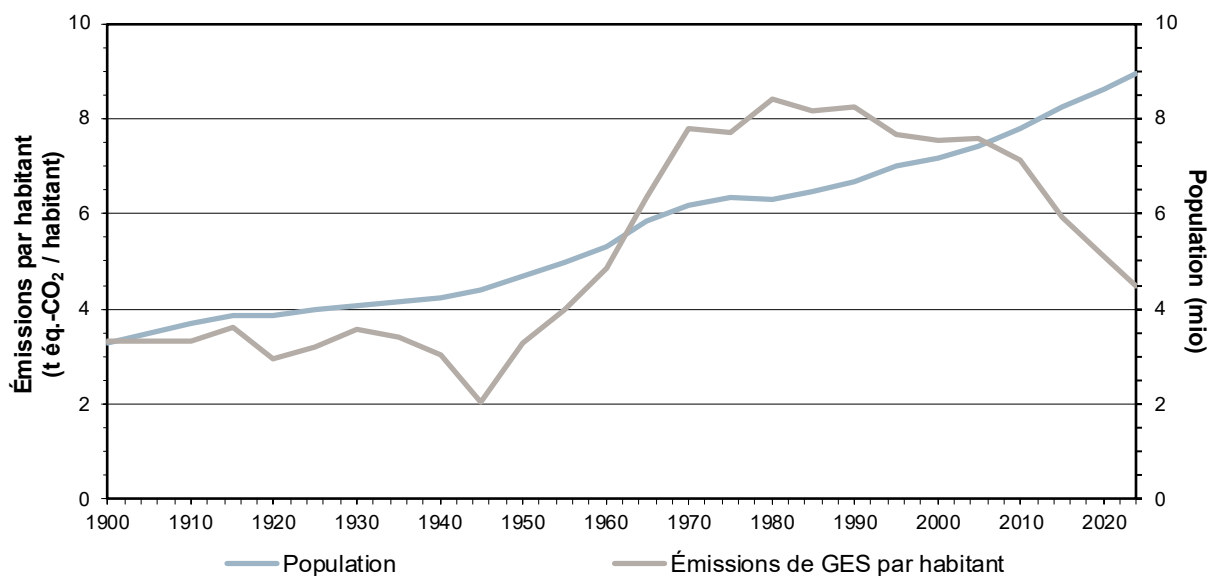


Figure 5-4 : Évolution des émissions de GES par habitant en Suisse, entre 1900 et 2024 et évolution démographique (axe de droite).

Tableau 5-1 : Données de la Figure 5-1 à la Figure 5-4.

Année	CO ₂	CH ₄	N ₂ O	Gaz synth.	Totale		Population	
	Mio t CO ₂	Mio t éq.-CO ₂	Mio t éq.-CO ₂	Mio t éq.-CO ₂	Mio t éq.-CO ₂	Indice 1900 = 100	Mio habitants	t éq.-CO ₂ / hab.
1900	6.02	3.64	1.25	..	10.90	100.0	3.28	3.32
1905	6.53	3.81	1.29	...	11.63	106.7	3.50	3.33
1910	7.12	3.95	1.34	...	12.41	113.8	3.71	3.34
1915	8.46	4.13	1.38	...	13.97	128.1	3.85	3.63
1920	6.36	3.74	1.33	...	11.43	104.8	3.87	2.95
1925	7.21	4.11	1.41	...	12.73	116.8	3.97	3.21
1930	8.72	4.28	1.46	...	14.46	132.7	4.05	3.57
1935	8.49	4.25	1.49	...	14.23	130.5	4.16	3.42
1940	7.10	4.20	1.51	...	12.82	117.6	4.25	3.01
1945	3.55	3.85	1.51	...	8.91	81.7	4.39	2.03
1950	9.44	4.19	1.60	...	15.24	139.8	4.67	3.26
1955	13.34	4.75	1.71	...	19.80	181.6	4.97	3.98
1960	18.65	5.14	1.87	...	25.66	235.3	5.30	4.85
1965	29.32	5.53	2.10	...	36.95	338.9	5.83	6.34
1970	39.37	6.17	2.44	...	47.98	440.1	6.17	7.78
1975	39.55	6.64	2.93	...	49.12	450.5	6.36	7.73
1980	42.63	6.89	3.44	...	52.96	485.8	6.30	8.40
1985	42.27	6.75	3.79	...	52.82	484.4	6.46	8.18
1990	44.54	6.22	4.16	0.25	55.17	506.0	6.67	8.27
1995	43.70	5.84	4.08	0.34	53.96	494.9	7.02	7.69
2000	43.83	5.48	3.89	0.81	54.00	495.3	7.16	7.54
2005	45.92	5.46	3.60	1.24	56.23	515.7	7.42	7.58
2010	45.17	5.42	3.42	1.43	55.44	508.5	7.79	7.12
2015	38.86	5.23	3.23	1.67	48.99	449.3	8.24	5.95
2020	34.44	4.94	3.15	1.45	43.99	403.5	8.61	5.11
2024	31.43	4.83	2.65	1.20	40.11	367.9	8.96	4.48

Sources : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse) / Office fédéral de la statistique (Statistique de l'état annuel de la population).

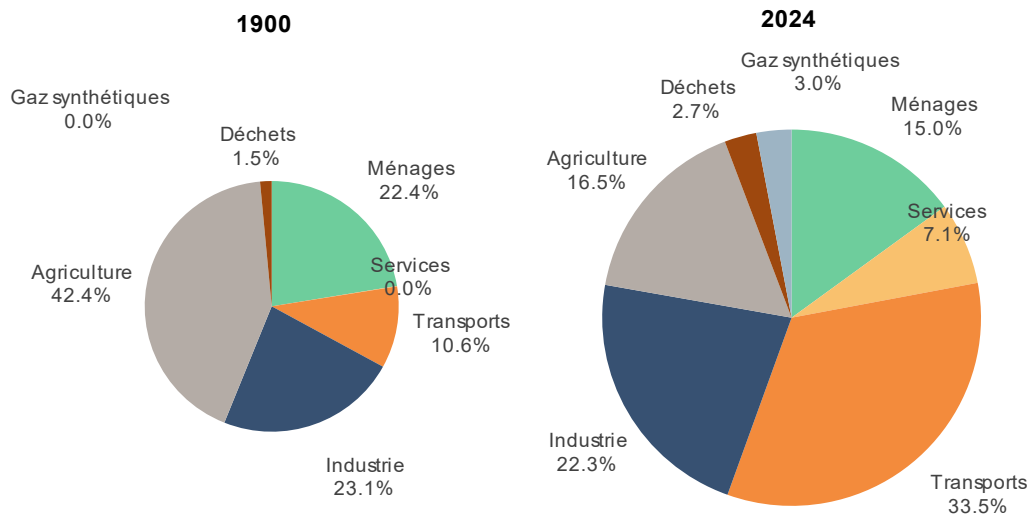


Figure 5-5 : Émissions de GES par secteur (comparaison entre 1900 et 2024).

La Figure 5-5 montre les émissions de GES par secteur en 1900 et en 2024. Alors qu'en 1900, l'agriculture était responsable de la plus grande partie des émissions de GES, en 2024, les plus gros émetteurs sont les secteurs du bâtiment (ménages et services), des transports et de l'industrie. Les secteurs des transports et des services affichent l'augmentation – en termes de parts – la plus importante depuis 1900. En revanche, la part des émissions générées par le secteur de l'agriculture a nettement reculé. Les émissions de GES des ménages ont fortement grimpé, mais leur part dans les émissions totales a quelque peu diminué.

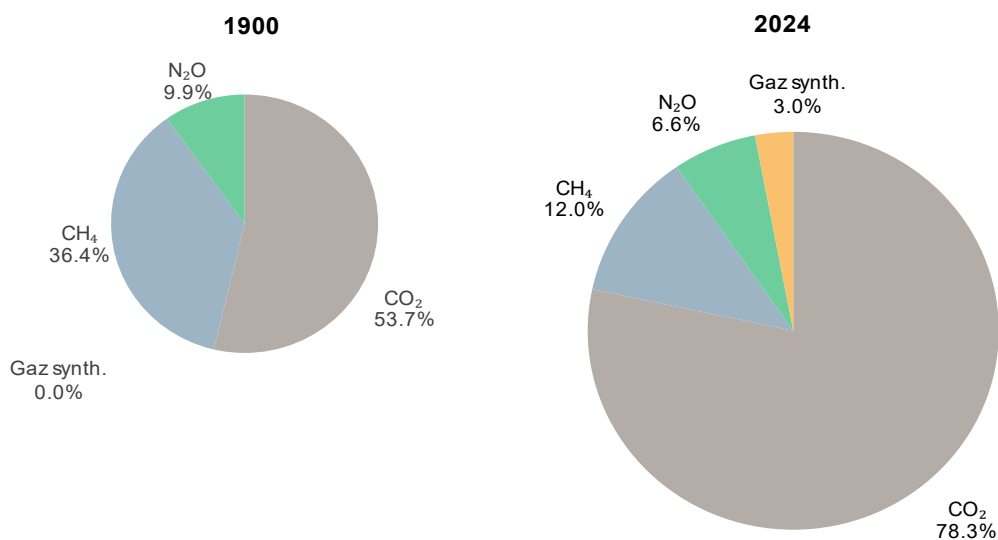


Figure 5-6 : Émissions de GES par gaz (comparaison entre 1900 et 2024).

La Figure 5-6 montre les émissions de GES par gaz en 1900 et en 2024. Étant donné qu'en 1990, la plus grande partie de ces émissions provenait de l'agriculture, les parts de CH₄ (36 %) et de N₂O (10 %) dans les émissions totales étaient élevées. En 2024, elles sont moins importantes. Le CO₂ représentait environ la moitié des émissions (54 %) en 1900. La part du CO₂ a fortement augmenté, surtout à partir de 1950 (croissance économique et augmentation du trafic routier), et s'élevait à environ 78 % en 2024. Les gaz synthétiques n'ont commencé à être utilisés qu'au début des années 1990. Depuis, leur part a sans cesse progressé pour atteindre environ 3 % en 2024.

Tableau 5-2 : Données de la Figure 5-5 et de la Figure 5-6.

		CO ₂	CH ₄	N ₂ O	Gaz synth.	Total
		Mio t CO ₂	Mio t éq.-CO ₂	Mio t éq.-CO ₂	Mio t éq.-CO ₂	Mio t éq.-CO ₂
1900	Ménages	2.17	0.32	0.02	...	2.51
	Services	0.00	0.00	0.00	...	0.01
	Transports	1.17	0.00	0.00	...	1.18
	Industrie	2.56	0.01	0.01	...	2.59
	Agriculture	0.00	3.69	1.07	...	4.75
	Déchets	0.11	0.05	0.00	...	0.16
	Gaz synthétiques	...	...	...	0.00	0.00
	Total	6.02	4.08	1.11	0.00	11.20
2024	Ménages	5.93	0.04	0.03	...	6.00
	Services	2.81	0.01	0.02	...	2.84
	Transports	13.30	0.02	0.10	...	13.42
	Industrie	8.79	0.05	0.10	...	8.94
	Agriculture	0.59	4.19	1.83	...	6.61
	Déchets	0.01	0.52	0.57	...	1.10
	Gaz synthétiques	...	...	...	1.20	1.20
	Total	31.43	4.83	2.65	1.20	40.11

Source : Office fédéral de l'environnement (inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse).

6 Émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation et à la production

Conformément aux engagements nationaux et internationaux dans le cadre de la loi sur le CO₂ et l'Accord de Paris, l'inventaire des GES présente les émissions sur le territoire de la Suisse (cf. aussi Délimitation des secteurs à la page 4). Outre les émissions de GES rejetées à l'intérieur de ses frontières, la Suisse est également responsable des émissions des biens et services qu'elle importe. Ce chapitre tiendra donc aussi compte de ces « émissions grises » en mettant l'accent sur la perspective de la consommation. Pour calculer les émissions de GES dues à la consommation en Suisse, il est tenu compte de l'ensemble de la chaîne de valeur des biens et services consommés, de l'extraction à l'utilisation et à l'élimination de biens en passant par la production, le transport. Par conséquent, en plus des émissions produites en Suisse, celles générées à l'étranger du fait de la Suisse sont aussi prises en considération. Les émissions liées à la production de biens exportés sont en revanche déduites, car elles ne sont pas imputables à la consommation suisse. Le résultat constitue l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse.

La section 6.1 présente l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse, définie sur la base des calculs de l'Office fédéral de la statistique et répartie selon que les émissions sont générées en Suisse ou à l'étranger. Elle indique également l'empreinte gaz à effet de serre des ménages par poste de dépense.

La section 6.2 compare l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse avec celle d'autres pays. Les données utilisées proviennent d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, et reposent sur la même méthodologie que les calculs effectués pour la Suisse par l'Office fédéral de la statistique.

6.1 Empreinte gaz à effet de serre de la Suisse

Cette section présente les émissions de GES causées par la consommation en Suisse, indépendamment du fait qu'elles aient été générées en Suisse ou à l'étranger. Les données utilisées pour calculer l'empreinte gaz à effet de serre proviennent des comptes des émissions dans l'air de l'Office fédéral de la statistique et des tableaux entrées-sorties multirégionaux (MRIOT), qui sont combinés à l'empreinte gaz à effet de serre à l'aide de la méthode de calcul « Environmentally Extended Multiregional Input-Output Analysis » (EE-MRIOA).¹⁸ Notons cependant que les marges de fonctionnement du système utilisées dans cette section ne sont pas les mêmes que celles figurant dans d'autres parties de ce rapport.¹⁹

¹⁸ www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/espace-environnement/comptabilite-environnementale/empreintes.html

¹⁹ Contrairement à l'inventaire des émissions des gaz à effet de serre de l'Office fédéral de l'environnement, les comptes des émissions dans l'air de l'Office fédéral de la statistique reposent sur les mêmes principes que les comptes nationaux. Cela permet de relier de façon cohérente les données économiques et environnementales, mais entraîne aussi de divergences entre les différents inventaires des émissions. De plus, l'inventaire des gaz à effet de serre ne prend en compte que les émissions territoriales.

La Figure 6-1 montre l'évolution de l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse entre 2000 et 2023, en distinguant les émissions nationales de celles liées aux importations. En 2023, l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse s'est montée à 132 millions de tonnes d'éq.-CO₂ ; 75 % des émissions ayant été générées à l'étranger. Depuis 2000, on observe une diminution de l'empreinte gaz à effet de serre (-13 %), à laquelle ont contribué les émissions suisses (-26 %) et celles liées aux importations (-7 %). En 2023, les ménages représentaient 62.5 % du total de l'empreinte gaz à effet de serre (11.4 points de pourcentage d'émissions directes et 51.0 points de pourcentage de la demande finale des ménages), l'empreinte de gaz à effet de serre associée aux administrations publiques et aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), à la variation des stocks et aux acquisitions moins cessions d'objets de valeur était de 8.7 % et l'empreinte de gaz à effet de serre associée à la formation brute de capital fixe²⁰ était de 28.8 %.

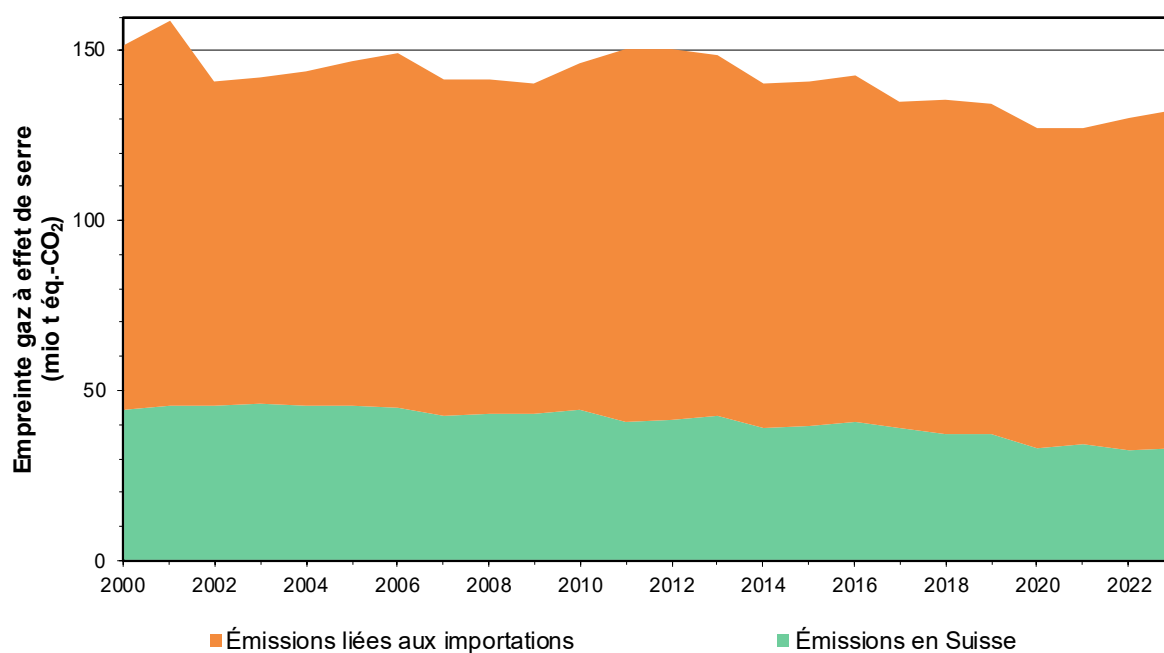


Figure 6-1 : Évolution de l'empreinte gaz à effet de serre sur la base de la demande finale suisse entre 2000 et 2023 (émissions générées en Suisse et émissions liées aux importations ; les émissions liées aux biens et services exportés ne sont pas incluses).

La Figure 6-2 montre l'empreinte gaz à effet de serre des ménages en Suisse par poste de dépenses en 2023. Ensemble, les domaines des transports, du logement et de l'alimentation représentent 67 % de l'empreinte gaz à effet de serre des ménages. Quelque 9 % sont imputables aux loisirs et à la culture, dont une part importante est due aux forfaits touristiques incluant le transport aérien. À l'exception des transports et du logement, où respectivement 47 % et 46 % de l'empreinte gaz à effet de serre est causée par des émissions directes (combustion de carburants, mazout, etc.) et par des émissions de l'économie en Suisse, les émissions liées aux importations sont nettement supérieures à celles générées en Suisse dans les autres postes de dépenses. Les émissions à l'étranger sont particulièrement élevées pour les articles d'habillement et les chaussures (96 %) ; elles sont de 71 % pour l'alimentation.

²⁰ Il s'agit des investissements à long terme des ménages, des entreprises et de l'État dans des biens d'investissement tels que les constructions, les machines, les immeubles et l'infrastructure informatique.

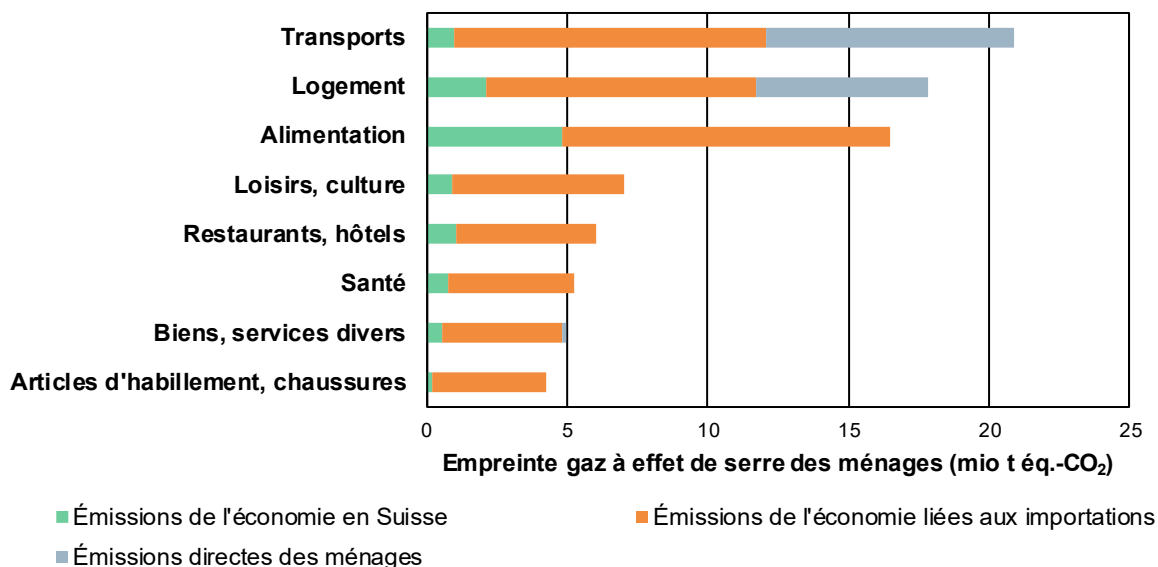


Figure 6-2 : Empreinte gaz à effet de serre des ménages en Suisse par poste de dépenses en 2023. Logement : y.c. meubles et article de ménage et d'entretien. Alimentation : produits alimentaires, boissons, tabac et stupéfiants. Biens et services divers : soins corporels, services financiers, services personnels, communication, autres.

Figure 6-3 montre l'origine de l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse. Environ un quart de l'empreinte gaz à effet de serre est généré en Suisse (24.8 %), le reste à l'étranger. 20.5 % de l'empreinte gaz à effet de serre totale proviennent des pays européen ; les pays voisins, l'Allemagne, l'Italie et la France, y contribuant respectivement à hauteur de 5.8, 2.5 et 2.3 points de pourcentage. Une part importante de l'empreinte gaz à effet de serre totale, soit 13.9 %, provient de Chine. D'autres parts notables proviennent des États-Unis (5.2 %), de l'Inde (2.9 %), de la Russie (2.5 %) et du Royaume-Uni (1.3 %). Un peu plus d'un quart de l'empreinte gaz à effet de serre totale est importé du reste du monde (par exemple du Japon, d'Afrique du Sud et du Brésil).

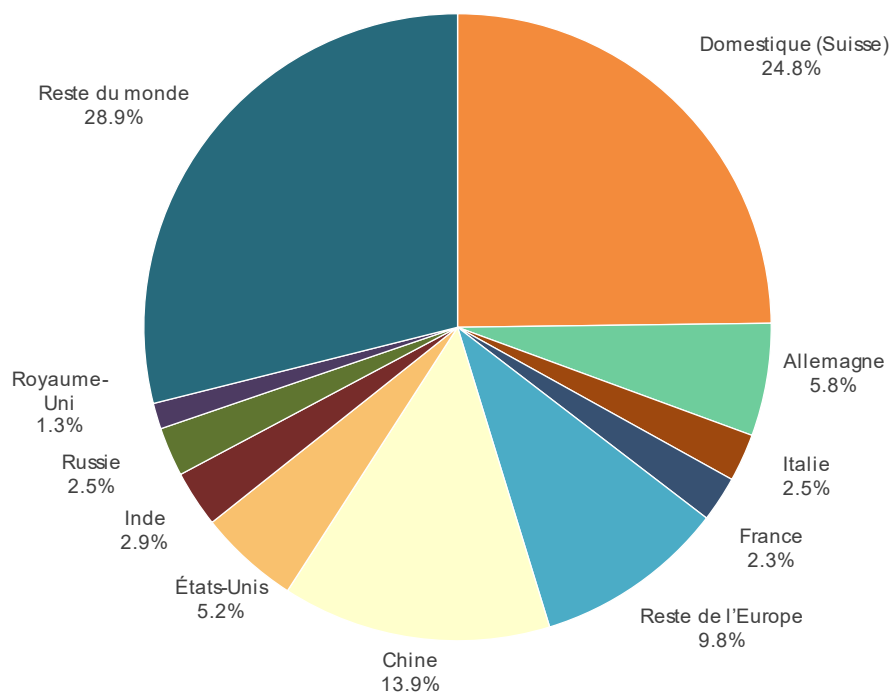


Figure 6-3 : Origine de l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse en 2023. L'empreinte gaz à effet de serre totale de la Suisse s'élevait à 132 millions de tonnes d'éq.-CO₂.

Tableau 6-1 : Empreinte gaz à effet de serre de la Suisse (données de la Figure 6-1).

Année	Total	Émissions en Suisse	Émissions liées aux importations
	Mio t éq.-CO ₂	Mio t éq.-CO ₂	Mio t éq.-CO ₂
2000	151.46	44.33	107.13
2001	158.81	45.80	113.01
2002	141.12	45.53	95.59
2003	142.01	46.06	95.96
2004	144.09	45.54	98.56
2005	146.85	45.80	101.05
2006	149.41	44.98	104.42
2007	141.68	42.53	99.15
2008	141.35	43.25	98.10
2009	140.37	42.95	97.42
2010	146.40	44.07	102.33
2011	150.45	40.89	109.57
2012	150.76	41.64	109.12
2013	148.50	42.73	105.78
2014	140.59	39.17	101.42
2015	141.11	39.86	101.25
2016	142.91	40.52	102.39
2017	134.81	39.27	95.54
2018	135.56	37.22	98.34
2019	134.37	37.28	97.09
2020	127.33	32.98	94.35
2021	127.36	34.31	93.06
2022	130.48	32.15	98.33
2023	132.35	32.82	99.54

Source : Office fédéral de la statistique.

Tableau 6-2 : Empreinte gaz à effet de serre des ménages en Suisse en 2023 (données de la Figure 6-2).

Empreinte gaz à effet de serre des ménages par poste de dépense (Mio t éq.-CO ₂)		Total	Émissions de l'économie en Suisse	Émissions de l'économie liées aux importations	Émissions directes des ménages
2023	Articles d'habillement, chaussures	4.22	0.17	4.06	0.00
	Biens, services divers	4.94	0.52	4.27	0.16
	Santé	5.22	0.76	4.46	0.00
	Restaurants, hôtels	6.05	1.07	4.99	0.00
	Loisirs, culture	7.04	0.89	6.15	0.00
	Alimentation	16.47	4.79	11.68	0.00
	Logement	17.85	2.11	9.60	6.14
	Transports	20.89	0.94	11.10	8.85

Source : Office fédéral de la statistique.

Tableau 6-3 : Origine de l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse en 2023 (données de la Figure 6-3).

Origine de l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse (en 2023)		
Pays	Mio t éq.-CO ₂	%
Domestique (Suisse)	32.8	24.8
Allemagne	7.7	5.8
Italie	3.3	2.5
France	3.1	2.3
Reste de l'Europe	13.0	9.8
Chine	18.3	13.9
États-Unis	6.9	5.2
Inde	3.9	2.9
Russie	3.3	2.5
Royaume-Uni	1.8	1.3
Reste du monde	38.3	28.9
Total	132.4	100.0

Source : Office fédéral de la statistique.

6.2 Comparaison internationale

Cette section compare l'empreinte gaz à effet de serre de la Suisse entre 2010 et 2023 à celle d'autres pays. Les données présentées se fondent sur les statistiques d'Eurostat et sont méthodologiquement cohérentes avec les calculs effectués pour la Suisse par l'Office fédéral de la statistique (cf. section 6.1). Pour calculer l'empreinte gaz à effet de serre par habitant, les chiffres de population fournis par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont utilisés pour les pays non européens.

La Figure 6-4 montre l'empreinte gaz à effet de serre par habitant pour la Suisse et pour divers pays dans différentes régions du monde. Parmi les pays présentés, l'Australie, les États-Unis, la Suisse et le Canada ont les empreintes gaz à effet de serre par habitant les plus élevées. La population suisse est donc responsable d'une empreinte gaz à effet de serre supérieure à la moyenne en raison de sa consommation. Par rapport aux pays de l'Union européenne, et en particulier à ses voisins allemands, français, italiens et autrichiens, l'empreinte gaz à effet de serre par habitant est nettement plus élevée en Suisse. Par exemple, une personne en Suisse est responsable en moyenne d'une empreinte gaz à effet de serre plus de deux fois supérieure à celle d'une personne en France ou en Italie. Par rapport à l'Inde, l'empreinte gaz à effet de serre par habitant en Suisse est même cinq fois plus élevée.

Alors que certains pays affichant des émissions absolues élevées de gaz à effet de serre (voir chapitre 4) présentent également une empreinte gaz à effet de serre élevée par habitant (comme les États-Unis), les émissions absolues élevées d'autres pays sont relativisées lorsqu'on examine leur empreinte gaz à effet de serre par habitant (comme la Chine et l'Inde).

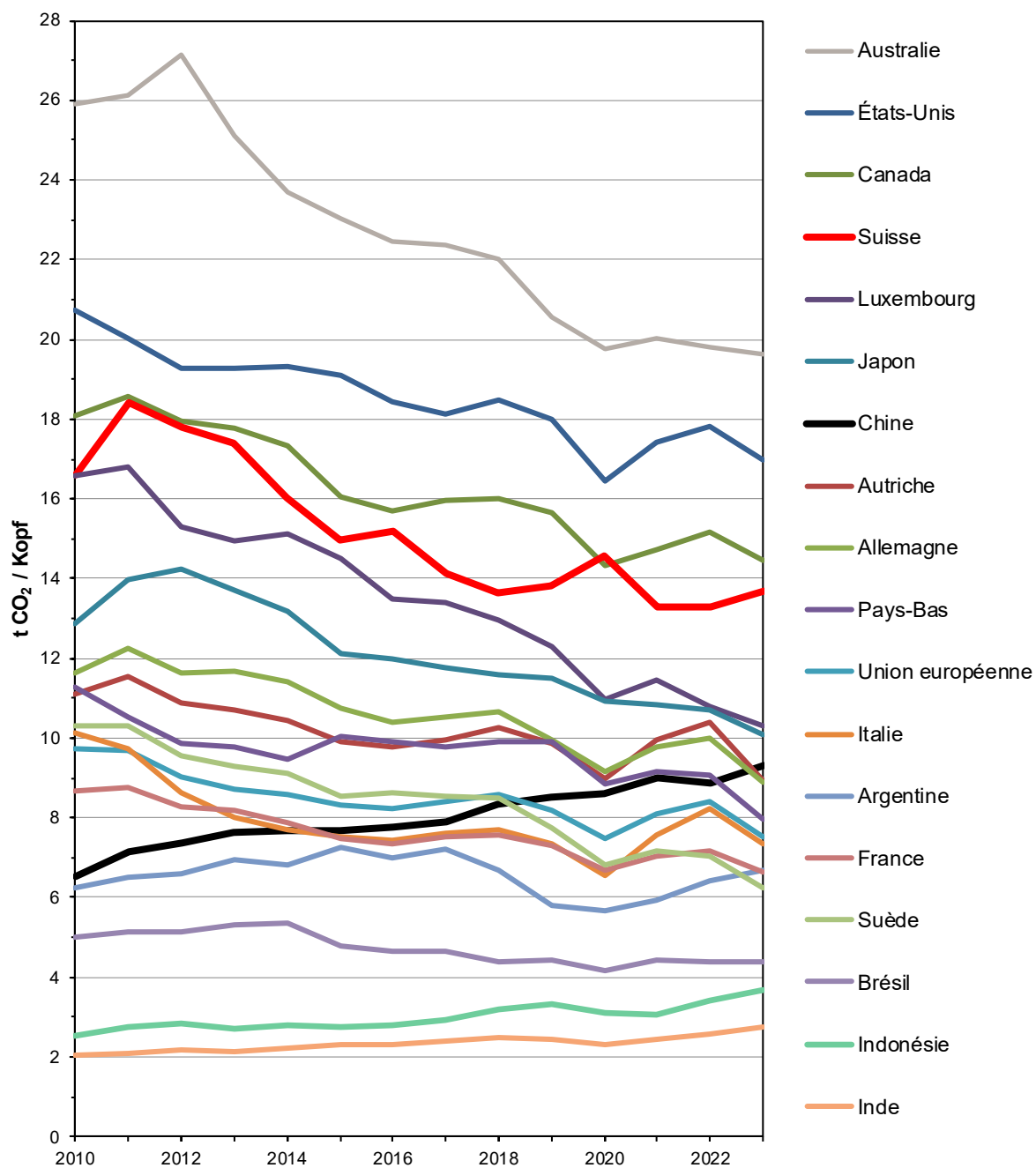


Figure 6-4 : Empreinte gaz à effet de serre par habitant pour divers pays entre 2010 et 2023.

Tableau 6-4 : Empreinte gaz à effet de serre par habitant pour divers pays entre 2010 et 2023 (données de la Figure 6-4). La liste suit, par ordre décroissant, les valeurs de l'année 2023.

Empreinte gaz à effet de serre par habitant (t éq.-CO₂ / habitant)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Australie	25.9	26.1	27.2	25.1	23.7	23.0	22.5	22.4	22.0	20.6	19.8	20.0	19.8	19.6
États-Unis	20.7	20.0	19.3	19.3	19.3	19.1	18.4	18.1	18.5	18.0	16.5	17.4	17.8	17.0
Canada	18.1	18.6	17.9	17.8	17.3	16.1	15.7	16.0	16.0	15.7	14.3	14.7	15.2	14.5
Suisse	16.6	18.4	17.8	17.4	16.0	15.0	15.2	14.1	13.7	13.8	14.6	13.3	13.3	13.7
Luxembourg	16.6	16.8	15.3	15.0	15.1	14.5	13.5	13.4	13.0	12.3	11.0	11.5	10.8	10.3
Japon	12.9	14.0	14.2	13.7	13.2	12.1	12.0	11.8	11.6	11.5	10.9	10.8	10.7	10.1
Chine	6.5	7.2	7.4	7.6	7.7	7.7	7.8	7.9	8.3	8.5	8.6	9.0	8.9	9.3
Autriche	11.1	11.5	10.9	10.7	10.4	9.9	9.8	9.9	10.3	9.9	9.0	10.0	10.4	9.0
Allemagne	11.6	12.3	11.6	11.7	11.4	10.7	10.4	10.5	10.7	9.9	9.2	9.8	10.0	8.9
Pays-Bas	11.3	10.5	9.9	9.8	9.5	10.1	9.9	9.8	9.9	9.9	8.9	9.2	9.1	8.0
Union européenne	9.7	9.7	9.0	8.7	8.6	8.3	8.2	8.4	8.6	8.2	7.5	8.1	8.4	7.5
Italie	10.1	9.8	8.6	8.0	7.7	7.5	7.4	7.6	7.7	7.3	6.6	7.6	8.2	7.3
Argentine	6.2	6.5	6.6	6.9	6.8	7.2	7.0	7.2	6.7	5.8	5.7	5.9	6.4	6.7
France	8.7	8.7	8.3	8.2	7.9	7.5	7.4	7.5	7.6	7.3	6.7	7.0	7.2	6.6
Suède	10.3	10.3	9.6	9.3	9.1	8.6	8.6	8.5	8.5	7.7	6.8	7.2	7.1	6.2
Brésil	5.0	5.1	5.1	5.3	5.4	4.8	4.7	4.6	4.4	4.4	4.2	4.4	4.4	4.4
Indonésie	2.5	2.7	2.8	2.7	2.8	2.8	2.8	2.9	3.2	3.3	3.1	3.1	3.4	3.7
Inde	2.1	2.1	2.2	2.1	2.2	2.3	2.3	2.4	2.5	2.5	2.3	2.4	2.6	2.7

Sources : Eurostat (empreinte gaz à effet de serre) / Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, chiffres de population pour les pays non européens).

7 Références et liens

- **Tableaux synoptiques relatifs au dernier inventaire suisse des gaz à effet de serre :**
www.bafu.admin.ch/inventaire-gas-serre
www.bafu.admin.ch/latest-ghg-inventory
- **Statistique des émissions selon la loi sur le CO₂ :**
www.bafu.admin.ch/statistique-co2
- **Informations et documents concernant la politique climatique suisse :**
www.bafu.admin.ch/climat
- **Office fédéral de la statistique :**
www.bfs.admin.ch
- **Office fédéral de l'énergie :**
www.bfe.admin.ch
- **Office fédéral de l'environnement :**
www.bafu.admin.ch
- **Portail du climat ProClim (en collaboration avec l'Organe consultatif sur les changements climatiques, MétéoSuisse et l'Office fédéral de l'environnement) :**
www.naturwissenschaften.ch/topics/climate
- **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) :**
www.ipcc.ch
- **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) :**
<http://unfccc.int>
- **Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) :**
www.oecd.org
- **Agence internationale de l'énergie (AIE) :**
www.iea.org
- **Agence européenne pour l'environnement (AEE) :**
<http://www.eea.europa.eu/fr>

© Office fédéral de l'environnement, avril 2026

Publication :

Office fédéral de l'environnement OFEV

Domaine de direction climat

CH-3003 Berne

Contact :

climatereporting@bafu.admin.ch